

Les chiffres clés



de la **Dirreccte** Provence-Alpes-Côte d'Azur

ÉDITION

2013



17 0956 18 0252 20 5044 17 035 24 8437 17 095
29 1244 17 035 33 5515 13 0262 32 5918 9 3475
32 5918 13 0262 35 0900 1 7 035 40 3288 17 095
44 0189 17 095 40 038 13 0262 46 038 3475
17 095 40 3288
15 8182 40 3288 0 3475 36 8699 9 3475
9 3475 36 8699 5 8787 40 3288 1 6
1 6 44 8181 5 0687 46 0374 9 3475
13 0262 40 0874 1 7 0956 44 0181 11 0956
17 0956 24 8431
12 8182 24 8431 9 3475 21 3743
9 3475 21 3743 8 8787 24 8431
1 6 24 8181 5 0687 46 0374 9 3475
13 0262 30 5918 17 0956 29 1244 17 0956 24 8431
17 0956 9 3475
12 8182 9 3475 9 3475 5 8787 9 3475 1 6
0 3475 5 8787 5 8787 9 3475 1 6 9 3475
1 6 13 0262 21 0956 17 095 9 3475 17 095
13 0262 17 095 17 0956 13 0262 17 0956 9 3475
32 5918 9 3475
38 3125 9 3475 24 8437 5 8787 24 8437 1 6
24 8437 5 8787 21 3743 9 3475 17 0956 9 3475
17 0956 13 0262 20 5044 17 095 24 8437 17 095
29 1244 17 095 32 5918 13 0262 32
46 098 9 3475
43 0087 9 3475 40 3288 5 8787 40 3288 1 6
40 3288 5 8787 36 8706 9 3475 30 5918 9 3475
32 5918 13 0262 36 0906 17 095 40 3288 17 095

Les chiffres clés

de la **Direccte** Provence-Alpes-Côte d'Azur

ÉDITION



2013



Les Chiffres Clés de la Direccte en Provence-Alpes-Côte d'Azur - édition 2013

Depuis sa création le 5 janvier 2010, la Direccte a pour mission d'accompagner le développement des entreprises et de favoriser leur compétitivité, l'emploi et les qualifications, tout en veillant aux conditions de travail, à la qualité des relations sociales, au respect de la législation et en assurant la loyauté du commerce et la sécurité des consommateurs.

La présente publication *Chiffres Clés - édition 2013* a été réalisée avec l'objectif de favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région et de contribuer ainsi à éclairer l'action des pouvoirs publics et le débat social.

Chiffres Clés - édition 2013 fournit des éléments de cadrage régional et départemental concernant la population, le marché du travail, les bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi, la formation professionnelle, les conditions de travail et la représentation des salariés.

L'information présentée est complétée par des données économiques relatives à la démographie des entreprises, au commerce extérieur ainsi qu'au tourisme.

Les données présentées dans les *Chiffres Clés - édition 2013* ont été mises en forme par le service « Etudes, Statistiques, Evaluation » de la Direccte Paca. **Elles portent sur les dernières données annuelles disponibles.** Elles émanent de sources multiples. Tous les organismes suivants ont contribué, par la mise à disposition d'informations, à l'élaboration de cette publication : ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de l'économie et des finances, direction régionale de Pôle emploi/Unedic, Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), Insee, caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat Sud-est). Nous les en remercions.

Cette publication est également disponible en format numérique sur le site Internet de la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur :

www.paca.direccte.gouv.fr/-les-publications-.html



L'intérêt exprimé par nos partenaires lors des précédentes éditions nous incite à poursuivre la démarche, qui consiste à mettre à leur disposition un recueil complet d'informations, simple et lisible. Une nouvelle maquette est déjà en préparation pour 2014.

Je souhaite que ce document réponde ainsi à vos attentes et vos besoins.

Toutes les remarques ou suggestions que voudront bien nous adresser les utilisateurs afin d'améliorer la qualité de *Chiffres Clés* seront évidemment les bienvenues.

Bonne lecture !

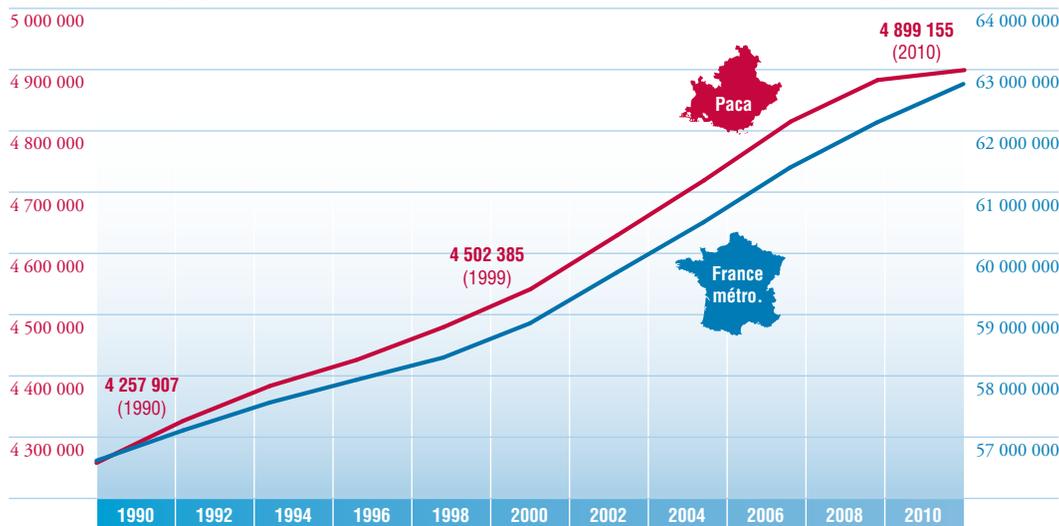
Patrice RUSSAC

Le Directeur régional des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi

A blue ink signature of Patrice RUSSAC, written in a cursive style.

Population - Emploi	2
La population	2
La population active	5
L'emploi total	9
L'emploi salarié	14
L'emploi salarié marchand	16
Les mouvements de main d'œuvre	20
L'intérim	24
Les travailleurs handicapés	26
Marché du travail	30
Le taux de chômage	30
Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi	34
Les caractéristiques des inscriptions et des sorties des listes de Pôle emploi	40
Les indemnisations des demandeurs d'emploi	43
Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi	45
Politiques de l'emploi	46
Les principales actions des politiques d'aide à l'emploi	46
La formation professionnelle	50
Les licenciements économiques et les retraits d'activité	52
L'activité partielle	53
Conditions et relations du travail	54
Les accidents du travail et les maladies professionnelles	54
Les élections aux comités d'entreprise	56
La négociation collective - les accords d'entreprise	58
Les ruptures conventionnelles des contrats de travail à durée indéterminée	60
Activité économique	61
L'artisanat	61
Le produit intérieur brut	62
La démographie d'entreprises	64
Le tourisme	66
Le commerce extérieur	70
Glossaire	73
Sigles	79
Pour en savoir plus - Quelques liens utiles	80

Évolution de la population totale entre 1990 et 2010 en Paca et en France métropolitaine



Source : Insee, recensements de population 1990, 1999 et 2010, et estimations de population - Traitement : Direccte/SESE

Population au 01/01/2010 et projections de population à l'horizon 2040 (scénario central)

	2010		2020		2030		2040		Taux annuel moyen d'accroissement 2010-2040 (%)
	Population	dont part femmes (%)							
Alpes-de-Haute-Provence	160 149	51,5	176 764	51,4	190 011	51,3	200 248	51,2	0,7
Hautes-Alpes	136 971	51,0	145 789	51,0	154 394	51,0	161 394	51,0	0,5
Alpes-Maritimes	1 078 729	52,7	1 133 871	52,4	1 167 219	52,1	1 196 447	51,9	0,3
Bouches-du-Rhône	1 972 018	52,3	2 062 494	52,3	2 127 154	52,3	2 183 990	52,2	0,3
Var	1 008 183	52,0	1 098 138	51,9	1 161 661	51,8	1 211 879	51,7	0,6
Vaucluse	543 105	51,9	582 898	51,9	611 082	51,9	634 740	51,9	0,5
Paca	4 899 155	52,2	5 199 954	52,1	5 411 521	52,0	5 588 698	51,9	0,4
France métropolitaine	62 765 236	51,5	65 961 643	51,4	68 531 811	51,3	70 734 136	51,2	0,4

Source : Insee, recensement de population 2010 et modèle de projection démographique Omphale 2010 - Traitement : Direccte/SESE

Les projections de populations se fondent sur le modèle **Omphale 2010**. Ce modèle est basé sur les populations départementales par sexe et âge au 1^{er} janvier 2007, issues du recensement de la population. Il applique, pour chaque sexe et âge, des quotients migratoires entre zones de départ et zones d'arrivée, ainsi que des quotients de fécondité et de mortalité. Les divers quotients sont déterminés en ne prenant en compte que les tendances de fécondité, mortalité et de migrations départementales observées par le passé. Ces projections ne peuvent donc s'assimiler à des prévisions : les hypothèses retenues ne sont pas probabilisées.

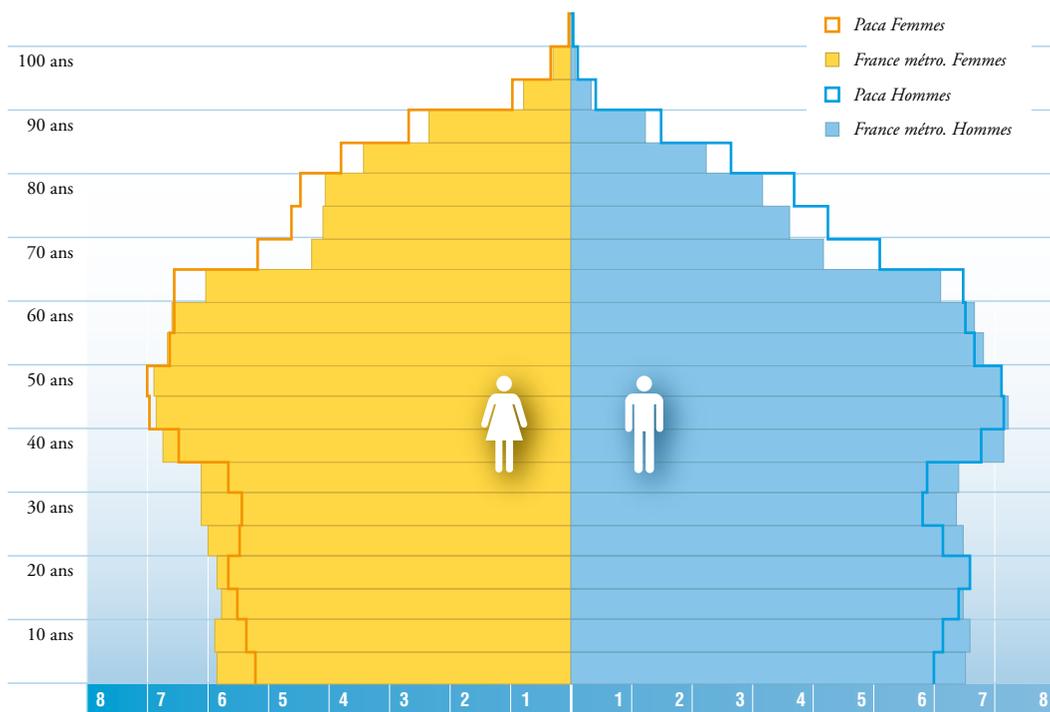
Pour la région Paca, le scénario envisagé ici est le scénario dit "**central**" qui repose sur trois hypothèses :

- la **fécondité** de chaque département est maintenue à son niveau de 2007 ;

- la **mortalité** de chaque département baisse au même rythme qu'en France métropolitaine, où l'espérance de vie atteindrait 83,1 ans pour les hommes et 88,8 ans pour les femmes en 2040 ;

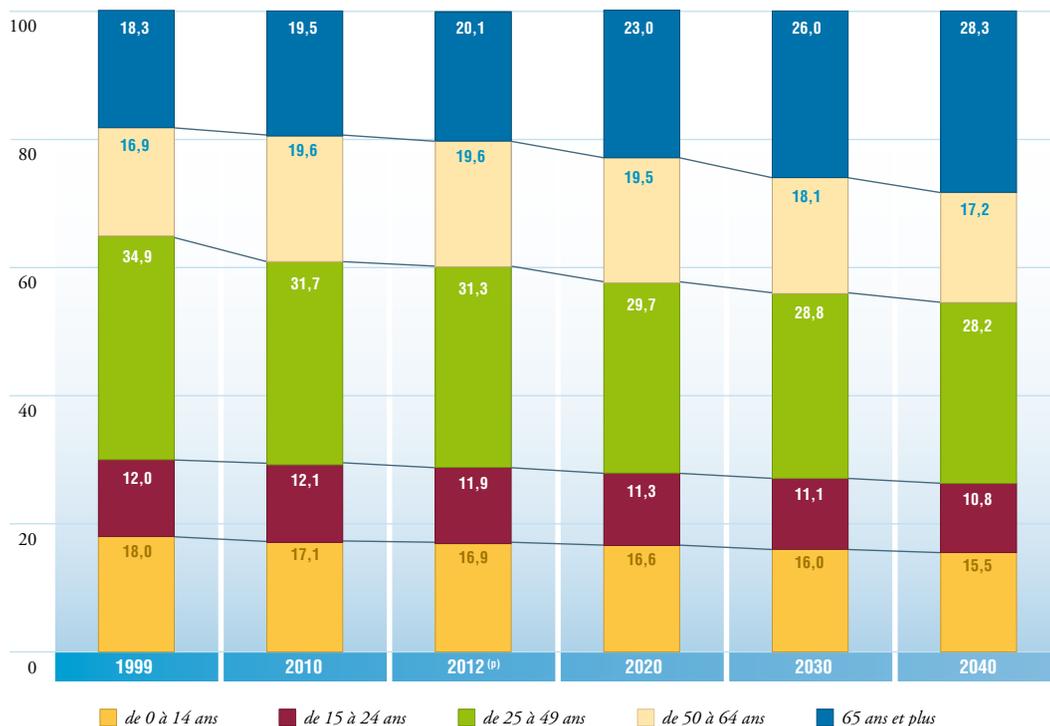
- les **quotients migratoires** entre départements métropolitains, calculés entre 2000 et 2008, sont maintenus constants sur toute la période de projection. Ils reflètent les échanges de population entre un département et chacun des autres, y compris ceux d'Outre-mer. En ce qui concerne les échanges avec l'étranger, l'hypothèse métropolitaine est ventilée au prorata du nombre d'immigrants par département. Ces projections sont ensuite calées sur la nouvelle projection de population métropolitaine centrale publiée par l'Insee en octobre 2010.

Pyramide des âges en 2010 en Paca et en France métropolitaine (en %)



Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Projections de population à l'horizon 2040 par tranche d'âge en Paca (scénario central, en %)

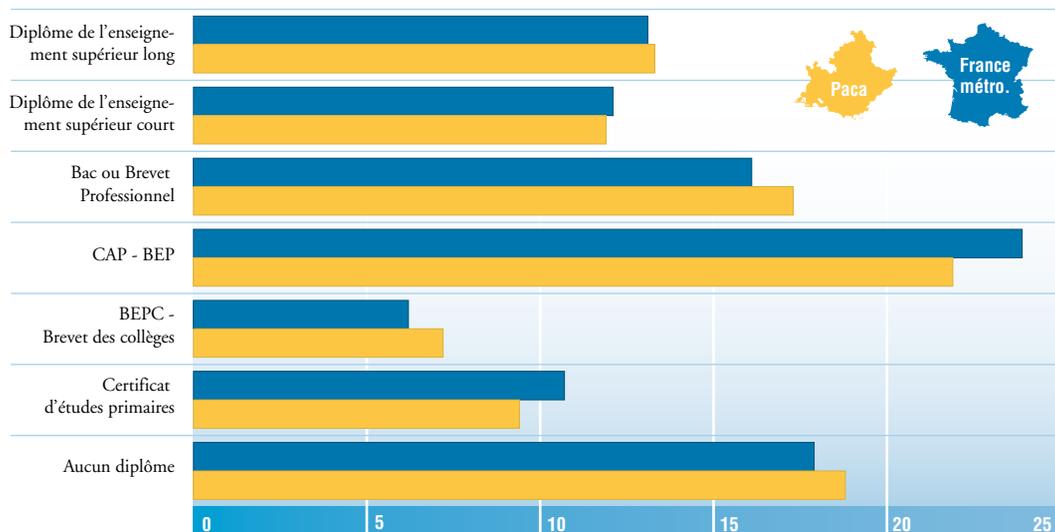


Source : Insee, recensements de population 1999 et 2010, estimations de population et modèle de projection démographique Omphale 2010

Traitement : Direccte/SESE

(p) Données provisoires

Répartition de la population non scolarisée de 15 ans et plus selon le diplôme le plus élevé en 2010 (en %)



Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Répartition de la population non scolarisée de 15 ans et plus selon le diplôme le plus élevé et le sexe en 2010 (en %)

	Aucun diplôme	Certificat d'études primaires	BEPC - Brevet des collèges	CAP - BEP	Bac ou Brevet Professionnel	Diplôme de l'enseignement supérieur court	Diplôme de l'enseignement supérieur long	Total
Dépt. 04	16,5	10,4	7,9	25,6	17,3	11,8	10,5	100,0
Hommes	16,1	8,8	6,5	30,8	16,7	9,9	11,2	100,0
Femmes	16,8	11,8	9,2	20,8	17,8	13,6	9,9	100,0
Dépt. 05	13,4	11,3	7,2	24,5	18,5	13,9	11,1	100,0
Hommes	13,5	9,5	6,1	31,0	17,9	10,8	11,2	100,0
Femmes	13,4	13,0	8,2	18,4	19,2	16,8	11,0	100,0
Dépt. 06	17,4	9,8	7,7	20,2	18,2	11,7	14,9	100,0
Hommes	17,6	8,3	6,7	23,6	17,2	9,6	16,9	100,0
Femmes	17,2	11,0	8,6	17,3	19,0	13,6	13,3	100,0
Dépt. 13	20,8	8,3	6,5	20,9	16,4	12,3	14,7	100,0
Hommes	20,5	7,2	5,8	24,0	15,9	10,6	15,9	100,0
Femmes	21,0	9,3	7,1	18,2	16,9	13,7	13,7	100,0
Dépt. 83	16,3	10,5	8,3	23,6	18,7	11,6	11,0	100,0
Hommes	16,0	8,7	7,2	27,8	18,3	9,9	12,2	100,0
Femmes	16,7	12,2	9,3	19,9	19,0	13,1	9,9	100,0
Dépt. 84	21,8	9,7	6,5	23,6	16,0	11,5	10,8	100,0
Hommes	21,5	7,8	5,6	28,3	15,4	9,9	11,4	100,0
Femmes	22,1	11,4	7,3	19,4	16,6	12,9	10,4	100,0
Paca	18,8	9,4	7,2	21,9	17,3	11,9	13,3	100,0
Hommes	18,7	8,0	6,3	25,6	16,7	10,1	14,5	100,0
Femmes	19,0	10,7	8,0	18,6	17,9	13,6	12,2	100,0
France métro.	17,9	10,7	6,2	23,9	16,1	12,1	13,1	100,0
Hommes	17,4	8,3	5,2	28,7	15,9	10,4	14,1	100,0
Femmes	18,4	12,8	7,1	19,6	16,3	13,6	12,2	100,0

Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

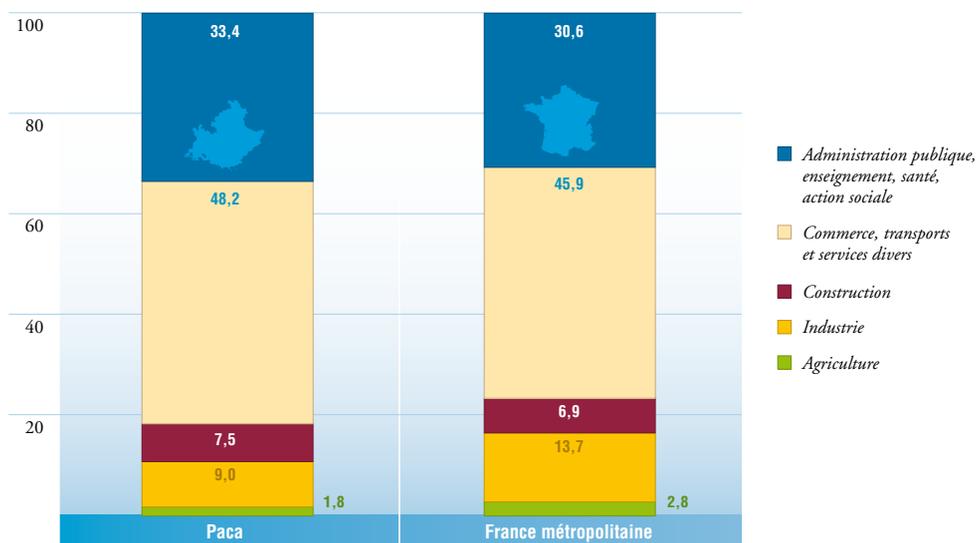
La population active

Répartition de la population de 15 ans et plus par type d'activité en 2010 (en %)

	Actifs		Inactifs				Total
	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	Retraités ou préretraités	Elèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	Femmes ou hommes au foyer	Autres inactifs	
Alpes-de-Haute-Provence	46,9	6,4	31,8	5,8	4,3	4,9	100,0
Hautes-Alpes	51,2	4,7	30,7	5,9	3,2	4,2	100,0
Alpes-Maritimes	48,3	6,1	29,6	7,3	4,6	4,1	100,0
Bouches-du-Rhône	46,8	7,7	25,3	9,2	5,6	5,4	100,0
Var	44,7	6,8	32,0	6,4	5,4	4,7	100,0
Vaucluse	47,0	8,0	28,1	7,0	5,3	4,6	100,0
Paca	46,8	7,1	28,3	7,8	5,2	4,8	100,0
France métropolitaine	51,0	6,7	26,4	8,1	3,9	3,9	100,0

Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Répartition de la population de 15 ans et plus ayant un emploi en 2010 par secteur d'activité (en %)



Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Répartition de la population de 15 ans et plus ayant un emploi en 2010 par catégorie socio-professionnelle (en %)

	Alpes-de-Haute-Prov.	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca	France métr.
Agriculteurs exploitants	3,6	3,8	0,4	0,6	1,2	2,4	1,1	1,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10,8	9,4	9,6	6,5	10,1	9,4	8,4	6,2
Cadres, professions intellectuelles sup.	10,5	9,9	16,7	18,0	12,0	11,8	15,4	16,6
Professions intermédiaires	24,6	26,4	24,9	27,8	24,7	24,3	26,1	25,2
Employés	29,6	31,3	31,7	29,1	33,7	29,5	30,7	28,3
Ouvriers	20,8	19,1	16,6	18,1	18,3	22,6	18,4	21,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

La population active

Répartition de la population de 15 ans et plus ayant un emploi en 2010 par condition d'emploi (en %)

	Dépt. 04	Dépt. 05	Dépt. 06	Dépt. 13	Dépt. 83	Dépt. 84	Paca	France métr.
Salariés dont :	82,3	81,9	86,0	88,7	85,2	84,8	86,5	89,1
Apprentissage	2,2	1,6	1,5	1,7	1,7	2,1	1,7	1,8
Intérim	1,3	0,7	1,2	1,6	1,0	1,5	1,3	1,7
Emplois aidés	0,8	0,9	0,6	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7
Stagiaires rémunérés	0,2	0,3	0,3	0,4	0,2	0,2	0,3	0,4
CDD	10,9	15,2	7,9	8,6	9,5	9,8	9,0	8,6
Titulaires de la fonction publique et CDI	66,8	63,2	74,5	75,6	72,1	70,4	73,4	75,9
Non-salariés dont :	17,7	18,1	14,0	11,3	14,8	15,2	13,5	10,9
Indépendants	11,1	10,8	8,2	6,6	8,6	8,7	7,9	6,1
Employeurs	6,2	6,8	5,6	4,6	5,9	6,3	5,4	4,7
Aides familiaux	0,3	0,4	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2
Total	100,0							

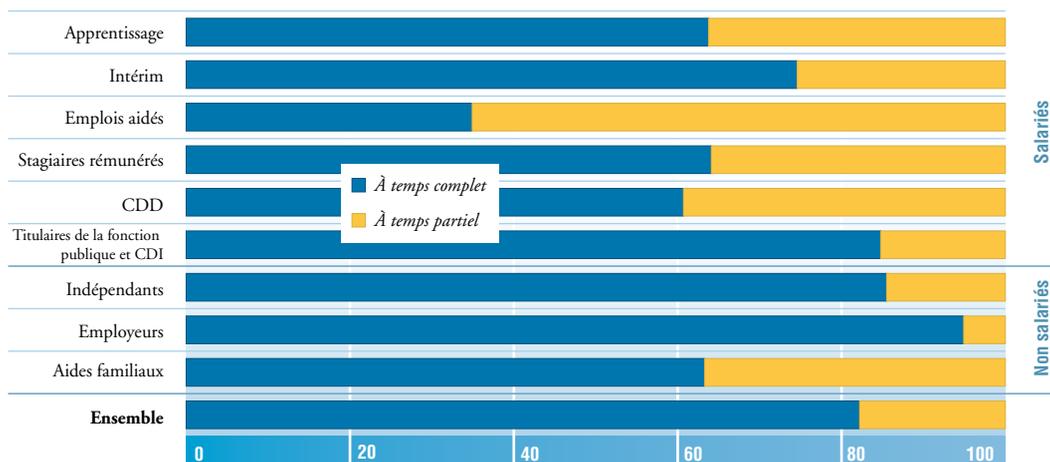
Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Répartition de la population de 15 ans et plus ayant un emploi en 2010 par condition d'emploi et par sexe (en %)

	Paca		France métropolitaine	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Salariés dont :	82,8	90,6	85,8	92,7
Apprentissage	2,1	1,3	2,2	1,4
Intérim	1,8	0,8	2,2	1,1
Emplois aidés	0,5	1,0	0,5	1,0
Stagiaires rémunérés	0,3	0,3	0,3	0,4
CDD	7,5	10,8	6,6	10,8
Titulaires de la fonction publique et CDI	70,7	76,5	74,0	78,0
Non-salariés dont :	17,2	9,4	14,2	7,3
Indépendants	9,4	6,2	7,4	4,6
Employeurs	7,7	2,9	6,7	2,4
Aides familiaux	0,1	0,3	0,1	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Répartition de la population de 15 ans et plus ayant un emploi en 2010 par condition d'emploi et par temps de travail en Paca (en %)



Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Taux d'activité ⁽¹⁾ des 15 à 64 ans en 2010 par département et par zone d'emploi (en %)

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total
Par département												
Alpes-de-Haute-Provence	51,0	93,9	43,2	74,9	44,0	84,8	38,2	67,6	47,7	89,2	40,7	71,2
Hautes-Alpes	50,8	94,4	43,2	75,9	43,9	87,9	39,4	70,4	47,5	91,1	41,3	73,1
Alpes-Maritimes	45,1	94,0	53,1	76,6	39,2	85,0	44,0	68,5	42,2	89,3	48,2	72,5
Bouches-du-Rhône	42,0	91,4	47,6	72,9	35,4	81,3	40,6	64,5	38,7	86,2	43,9	68,5
Var	50,7	92,8	42,1	74,1	41,3	82,3	36,8	65,1	46,2	87,4	39,3	69,5
Vaucluse	51,3	93,4	46,1	75,6	41,7	81,9	38,4	65,6	46,5	87,5	42,1	70,5
Par zone d'emploi												
9301 - Digne-les-Bains	47,6	93,6	42,6	73,9	42,4	85,7	38,6	68,0	45,1	89,6	40,5	70,9
9302 - Manosque	52,8	93,9	42,6	75,0	44,9	83,6	36,9	66,7	49,1	88,6	39,6	70,8
9303 - Briançon	53,6	94,2	44,9	77,5	49,2	89,1	40,7	73,3	51,5	91,6	42,8	75,4
9304 - Gap	50,6	94,7	43,7	75,9	42,5	87,7	39,9	69,9	46,8	91,2	41,7	72,9
9305 - Cannes - Antibes	47,2	94,2	54,3	77,8	40,9	85,8	42,9	69,6	44,2	89,8	48,1	73,6
9306 - Menton - Vallée-de-la-Roya	48,0	96,0	50,3	78,5	43,4	86,3	42,4	70,3	45,8	91,0	46,2	74,2
9307 - Nice	43,9	93,6	52,3	75,6	37,7	84,3	44,6	67,5	40,9	88,8	48,2	71,5
9308 - Aix-en-Provence	39,9	92,8	51,2	73,7	32,5	84,8	42,8	65,6	36,1	88,7	46,8	69,5
9309 - Arles	46,5	93,1	47,0	74,1	35,6	79,8	37,9	62,9	41,2	86,1	42,2	68,3
9310 - Marseille - Aubagne	40,5	90,6	47,0	72,1	35,0	80,5	40,5	64,0	37,8	85,3	43,5	67,9
9311 - Istres - Martigues	52,4	94,7	41,4	75,5	41,9	80,5	34,5	64,2	47,5	87,4	37,8	69,8
9312 - Salon-de-Provence	52,6	93,3	45,2	76,4	43,2	82,3	38,8	67,0	48,1	87,7	41,9	71,6
9313 - Draguignan	53,8	92,2	39,8	73,7	43,4	82,2	36,9	65,1	48,9	87,1	38,3	69,4
9314 - Fréjus - Saint-Raphaël	56,0	93,9	45,5	76,6	44,2	82,2	36,3	65,1	50,4	87,9	40,5	70,7
9315 - Toulon	49,1	92,3	41,6	73,2	40,7	82,1	37,4	64,9	45,1	87,1	39,4	68,9
9316 - Cavaillon - Apt	55,7	94,3	43,9	76,1	41,8	82,7	38,2	65,8	48,9	88,4	41,1	70,9
9317 - Orange	53,9	92,8	43,9	75,3	41,9	79,7	36,1	63,8	48,1	86,2	39,9	69,5
0059 - Avignon ⁽²⁾	49,6	93,2	47,2	75,5	41,6	82,6	39,1	66,2	45,6	87,7	43,0	70,8
Paca	45,8	92,6	47,1	74,4	38,4	82,7	40,1	65,9	42,2	87,5	43,4	70,0
France métropolitaine	47,3	94,4	45,5	75,9	40,2	86,0	40,6	68,6	43,8	90,2	43,0	72,2

Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

(1) Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs ayant un emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

(2) La zone d'emploi d'Avignon se trouve sur deux régions : Paca et Languedoc-Roussillon

Taux d'emploi ⁽¹⁾ des 15 à 64 ans en 2010 par département et par zone d'emploi (en %)

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Total
Par département												
Alpes-de-Haute-Provence	38,9	85,4	39,4	66,8	31,9	74,5	34,2	58,6	35,6	79,8	36,8	62,6
Hautes-Alpes	42,7	88,4	40,7	70,4	35,3	80,5	36,4	63,8	39,1	84,4	38,5	67,0
Alpes-Maritimes	34,2	85,8	48,4	68,6	29,4	75,6	39,9	60,2	31,9	80,5	43,9	64,3
Bouches-du-Rhône	30,1	80,8	43,0	63,1	25,0	69,8	36,4	54,6	27,6	75,1	39,5	58,8
Var	37,9	83,7	37,8	65,3	28,7	71,1	32,7	55,3	33,5	77,2	35,1	60,2
Vaucluse	37,4	83,2	41,3	65,9	27,8	69,7	34,1	54,7	32,6	76,3	37,6	60,2
Par zone d'emploi												
9301 - Digne-les-Bains	36,8	85,6	39,2	66,4	31,6	75,8	34,6	59,3	34,3	80,6	36,9	62,8
9302 - Manosque	39,4	84,8	38,4	66,3	31,5	72,5	32,8	56,9	35,6	78,4	35,5	61,5
9303 - Briançon	47,9	89,5	43,1	73,3	43,0	84,1	38,9	68,8	45,5	86,8	41,0	71,0
9304 - Gap	41,7	88,3	40,9	69,8	33,2	79,8	36,6	62,8	37,7	84,0	38,7	66,3
9305 - Cannes - Antibes	35,1	85,7	49,0	69,2	30,2	75,9	38,2	60,7	32,8	80,6	43,2	64,9
9306 - Menton - Vallée-de-la-Roya	38,3	90,0	46,4	72,2	33,3	77,3	38,5	62,1	35,9	83,5	42,2	67,0
9307 - Nice	33,4	85,4	47,9	67,7	28,4	75,0	40,7	59,4	30,9	80,0	44,1	63,4
9308 - Aix-en-Provence	31,0	85,0	47,2	66,3	24,7	75,1	38,8	57,4	27,8	79,9	42,8	61,8
9309 - Arles	32,7	82,9	42,4	64,6	22,7	67,3	33,4	52,2	27,8	74,7	37,7	58,2
9310 - Marseille - Aubagne	28,3	78,7	42,0	61,4	24,5	68,7	36,5	54,0	26,4	73,5	39,1	57,6
9311 - Istres - Martigues	37,8	87,0	38,7	67,4	28,7	68,0	30,3	53,3	33,6	77,2	34,4	60,2
9312 - Salon-de-Provence	40,5	86,0	40,6	68,6	30,0	71,3	34,2	56,9	35,5	78,5	37,3	62,7
9313 - Draguignan	40,9	82,7	35,7	64,8	28,8	69,2	32,4	54,0	35,2	75,8	33,9	59,3
9314 - Fréjus - Saint-Raphaël	43,4	84,6	40,8	67,8	31,9	70,3	31,9	55,0	37,9	77,3	36,0	61,2
9315 - Toulon	36,2	83,0	37,3	64,2	28,2	71,1	33,5	55,2	32,4	76,9	35,3	59,6
9316 - Cavaillon - Apt	41,7	85,1	39,9	67,2	28,6	70,6	34,4	55,4	35,2	77,7	37,1	61,3
9317 - Orange	39,4	83,7	39,0	66,1	26,5	67,5	31,6	52,7	33,2	75,5	35,2	59,4
0059 - Avignon ⁽²⁾	35,8	83,2	42,3	65,8	27,8	70,6	34,7	55,5	31,8	76,7	38,3	60,5
Paca	33,8	83,1	42,6	65,4	27,3	71,8	36,0	56,3	30,6	77,3	39,2	60,8
France métropolitaine	36,0	85,8	41,6	67,7	29,8	76,5	37,1	60,0	33,0	81,1	39,3	63,8

Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

(1) Le taux d'emploi d'une classe d'individus est le rapport entre le nombre d'individus de la classe ayant un emploi et le nombre total d'individus de la classe.

(2) La zone d'emploi d'Avignon se trouve sur deux régions : Paca et Languedoc-Roussillon

Emploi total au 31/12/2011 ^(p)

	Emploi salarié		Emploi non salarié		Emploi total	
	Effectifs	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Évolution sur un an (%)	Effectifs	Évolution sur un an (%)
Alpes-de-Haute-Provence	46 989	-0,1	9 793	1,7	56 782	0,2
Hautes-Alpes	49 413	0,3	10 332	2,0	59 745	0,6
Alpes-Maritimes	391 544	0,5	59 112	2,3	450 656	0,8
Bouches-du-Rhône	760 009	0,4	80 882	2,0	840 891	0,5
Var	315 317	0,2	52 522	2,7	367 839	0,6
Vaucluse	190 428	-0,4	29 777	1,2	220 205	-0,2
Paca	1 753 700	0,3	242 418	2,1	1 996 118	0,5
France métropolitaine	23 806 400	0,1	2 529 900	2,5	26 336 200	0,3

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées - Traitement : Direccte/SESE
(p) Données provisoires

Évolution de l'emploi total depuis 2001 (base 100 au 31/12/2000)



Source : Insee - Estimations d'emploi localisées - Traitement : Direccte/SESE
(p) Données provisoires en 2011

L'emploi total

Emploi total par secteur d'activité au 31/12/2011 ⁽ⁿ⁾

Paca

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (87,9 %)			Emploi non salarié (12,1 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	14 184	0,8	-8,7	16 370	6,8	-1,1	30 554	1,5	-4,8
Industrie	155 350	8,9	1,2	12 408	5,1	1,3	167 758	8,4	1,2
Construction	107 512	6,1	-1,4	32 160	13,3	1,0	139 672	7,0	-0,8
Tertiaire dont :	1 476 654	84,2	0,4	181 480	74,9	2,7	1 658 134	83,1	0,6
<i>Marchand</i>	866 746	49,4	0,9	130 254	53,7	2,5	997 000	49,9	1,1
<i>Non marchand</i>	609 908	34,8	-0,3	51 226	21,1	3,2	661 134	33,1	0,0
Ensemble	1 753 700	100,0	0,3	242 418	100,0	2,1	1 996 118	100,0	0,5

France métropolitaine

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (90,4 %)			Emploi non salarié (9,6 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	217 753	0,9	-1,6	426 863	16,9	-2,0	644 616	2,4	-1,9
Industrie	3 263 232	13,7	-0,2	133 147	5,3	2,8	3 396 379	12,9	-0,1
Construction	1 427 430	6,0	-0,8	295 666	11,7	2,2	1 723 096	6,5	-0,3
Tertiaire dont :	18 897 940	79,4	0,2	1 674 187	66,2	3,8	20 572 127	78,1	0,5
<i>Marchand</i>	11 320 551	47,6	0,6	1 242 026	49,1	3,6	12 562 577	47,7	0,9
<i>Non marchand</i>	7 577 389	31,8	-0,4	432 161	17,1	4,4	8 009 550	30,4	-0,2
Ensemble	23 806 355	100,0	0,1	2 529 863	100,0	2,5	26 336 218	100,0	1,6

Alpes-de-Haute-Provence

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (82,8 %)			Emploi non salarié (17,2 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	404	0,9	-44,9	2 023	20,7	-0,5	2 427	4,3	-12,3
Industrie	4 340	9,2	1,1	536	5,5	2,9	4 876	8,6	1,3
Construction	3 155	6,7	-7,8	1 292	13,2	0,4	4 447	7,8	-5,5
Tertiaire dont :	39 090	83,2	1,3	5 942	60,7	2,7	45 032	79,3	1,5
<i>Marchand</i>	20 691	44,0	2,3	4 380	44,7	2,7	25 071	44,2	2,4
<i>Non marchand</i>	18 399	39,2	0,2	1 562	16,0	2,7	19 961	35,2	0,4
Ensemble	46 989	100,0	-0,1	9 793	100,0	1,7	56 782	100,0	0,2

Hautes-Alpes

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (82,7 %)			Emploi non salarié (17,3 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	390	0,8	-28,0	1 838	17,8	-1,7	2 228	3,7	-7,6
Industrie	2 317	4,7	-2,0	437	4,2	0,5	2 754	4,6	-1,6
Construction	3 813	7,7	-2,9	1 102	10,7	-0,6	4 915	8,2	-2,4
Tertiaire dont :	42 893	86,8	1,0	6 955	67,3	3,6	49 848	83,4	1,4
<i>Marchand</i>	24 039	48,6	2,9	4 317	41,8	3,9	28 356	47,5	3,1
<i>Non marchand</i>	18 854	38,2	-1,3	2 638	25,5	3,1	21 492	36,0	-0,8
Ensemble	49 413	100,0	0,3	10 332	100,0	2,0	59 745	100,0	0,6

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées - Traitement : Direccte/SESE

(p) Données provisoires

(1) Nomenclature d'activité française en 5 postes

Emploi total par secteur d'activité au 31/12/2011 ^(p)

Alpes-Maritimes

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (86,9 %)			Emploi non salarié (13,1 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	999	0,3	-3,6	1 187	2,0	-0,9	2 186	0,5	-2,1
Industrie	30 279	7,7	0,4	3 004	5,1	2,1	33 283	7,4	0,6
Construction	23 669	6,0	-1,6	8 192	13,9	1,3	31 861	7,1	-0,9
Tertiaire dont :	336 597	86,0	0,7	46 729	79,1	2,6	383 326	85,1	0,9
<i>Marchand</i>	210 949	53,9	0,7	34 753	58,8	2,7	245 702	54,5	1,0
<i>Non marchand</i>	125 648	32,1	0,7	11 976	20,3	2,2	137 624	30,5	0,9
Ensemble	391 544	100,0	0,5	59 112	100,0	2,3	450 656	100,0	0,8

Bouches-du-Rhône

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (90,4 %)			Emploi non salarié (9,6 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	4 670	0,6	-9,5	3 634	4,5	-0,7	8 304	1,0	-5,9
Industrie	77 718	10,2	1,2	3 965	4,9	0,5	81 683	9,7	1,2
Construction	42 838	5,6	0,4	8 912	11,0	0,3	51 750	6,2	0,4
Tertiaire dont :	634 783	83,5	0,3	64 371	79,6	2,5	699 154	83,1	0,5
<i>Marchand</i>	381 856	50,2	1,0	43 861	54,2	1,9	425 717	50,6	1,1
<i>Non marchand</i>	252 927	33,3	-0,6	20 510	25,4	3,6	273 437	32,5	-0,3
Ensemble	760 009	100,0	0,4	80 882	100,0	2,0	840 891	100,0	0,5

Var

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (85,7 %)			Emploi non salarié (14,3 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	3 337	1,1	-8,6	3 186	6,1	-0,5	6 523	1,8	-4,8
Industrie	20 468	6,5	2,7	2 798	5,3	2,2	23 266	6,3	2,7
Construction	20 982	6,7	-2,8	8 363	15,9	2,1	29 345	8,0	-1,5
Tertiaire dont :	270 530	85,8	0,4	38 175	72,7	3,2	308 705	83,9	0,8
<i>Marchand</i>	138 669	44,0	1,3	28 473	54,2	3,2	167 142	45,4	1,6
<i>Non marchand</i>	131 861	41,8	-0,4	9 702	18,5	3,1	141 563	38,5	-0,2
Ensemble	315 317	100,0	0,2	52 522	100,0	2,7	367 839	100,0	0,6

Vaucluse

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Emploi salarié (86,5 %)			Emploi non salarié (13,5 %)			Emploi total (100,0 %)		
	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Part du sect. (%)	Évol. sur un an (%)
Agriculture	4 384	2,3	-0,6	4 502	15,1	-1,9	8 886	4,0	-1,3
Industrie	20 228	10,6	0,9	1 668	5,6	0,1	21 896	9,9	0,9
Construction	13 055	6,9	-2,1	4 299	14,4	0,3	17 354	7,9	-1,5
Tertiaire dont :	152 761	80,2	-0,4	19 308	64,8	2,3	172 069	78,1	-0,2
<i>Marchand</i>	90 542	47,5	-0,6	14 470	48,6	1,6	105 012	47,7	-0,3
<i>Non marchand</i>	62 219	32,7	-0,3	4 838	16,2	4,2	67 057	30,5	0,0
Ensemble	190 428	100,0	-0,4	29 777	100,0	1,2	220 205	100,0	-0,2

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées - Traitement : Direccte/SESE

(p) Données provisoires

(1) Nomenclature d'activité française en 5 postes

Emploi total par zone d'emploi et par secteur d'activité au 31/12/2010

Zones d'emploi	Emploi salarié					
	Agriculture		Industrie		Construction	
	Effectifs	Part du secteur dans l'emploi salarié (%)	Effectifs	Part du secteur dans l'emploi salarié (%)	Effectifs	Part du secteur dans l'emploi salarié (%)
9301 - Digne-les-Bains	465	2,0	2 077	8,7	1 544	6,5
9302 - Manosque	303	1,3	2 691	11,9	1 663	7,4
9303 - Briançon	34	0,2	666	4,6	1 402	9,7
9304 - Gap	394	1,1	1 655	4,7	2 599	7,3
9305 - Cannes - Antibes	373	0,2	14 227	9,3	8 961	5,9
9306 - Menton - Vallée-de-la-Roya	28	0,2	694	4,1	1 054	6,2
9307 - Nice	669	0,3	15 446	6,8	14 909	6,6
9308 - Aix-en-Provence	1 630	1,0	15 736	9,9	9 010	5,7
9309 - Arles	1 043	4,2	1 768	7,2	1 193	4,8
9310 - Marseille - Aubagne	721	0,1	44 792	9,1	26 903	5,5
9311 - Istres - Martigues	57	0,1	10 946	21,1	3 298	6,4
9312 - Salon-de-Provence	506	1,6	2 138	7,0	1 901	6,2
9313 - Draguignan	651	2,2	1 553	5,2	2 055	6,9
9314 - Fréjus - Saint-Raphaël	528	1,0	4 403	8,0	5 979	10,9
9315 - Toulon	1 999	1,0	12 241	5,8	11 570	5,5
9316 - Cavaillon - Apt	532	2,1	2 512	10,1	2 069	8,3
9317 - Orange	798	2,9	4 149	15,1	1 986	7,2
0059 - Avignon ⁽¹⁾	5 628	3,3	19 451	11,4	12 191	7,1
Ensemble des zones d'emploi	16 359	0,9	157 145	8,9	110 287	6,2

Source : Insee, estimations d'emploi localisées - Traitement : Direccte/SESE

(1) La zone d'emploi d'Avignon se trouve sur deux régions : Paca et Languedoc-Roussillon

Lecture : Au 31/12/2010, le principal secteur employeur est le tertiaire marchand qui représente 49 % de l'emploi salarié de l'ensemble des zones d'emploi.

Emploi salarié						Emploi non salarié		Emploi total	
Tertiaire marchand		Tertiaire non-marchand		Ensemble		Ensemble		Ensemble	
Effectifs	Part du secteur dans l'emploi salarié (%)	Effectifs	Part du secteur dans l'emploi salarié (%)	Effectifs	Part dans l'emploi total (%)	Effectifs	Part dans l'emploi total (%)	Effectifs	Part (%)
8 321	34,9	11 425	47,9	23 832	85,2	4 133	14,8	27 965	100,0
11 103	49,2	6 792	30,1	22 552	82,9	4 658	17,1	27 210	100,0
7 962	54,8	4 452	30,7	14 516	81,2	3 363	18,8	17 879	100,0
16 027	45,3	14 728	41,6	35 403	83,2	7 167	16,8	42 570	100,0
88 226	57,8	40 865	26,8	152 652	86,7	23 456	13,3	176 108	100,0
8 156	48,2	7 003	41,4	16 935	82,8	3 520	17,2	20 455	100,0
115 875	51,3	78 922	34,9	225 821	87,3	32 722	12,7	258 543	100,0
85 871	54,3	45 993	29,1	158 240	89,1	19 400	10,9	177 640	100,0
12 507	50,8	8 128	33,0	24 639	85,8	4 087	14,2	28 726	100,0
244 472	49,7	174 711	35,5	491 599	90,8	49 539	9,2	541 138	100,0
19 705	38,0	17 822	34,4	51 828	92,7	4 069	7,3	55 897	100,0
16 007	52,1	10 174	33,1	30 726	86,9	4 622	13,1	35 348	100,0
13 584	45,8	11 828	39,9	29 671	84,0	5 661	16,0	35 332	100,0
30 289	55,1	13 813	25,1	55 012	82,2	11 885	17,8	66 897	100,0
84 168	40,1	100 060	47,6	210 038	88,4	27 646	11,6	237 684	100,0
13 176	53,0	6 559	26,4	24 848	83,5	4 904	16,5	29 752	100,0
11 673	42,6	8 819	32,2	27 425	86,3	4 347	13,7	31 772	100,0
79 169	46,4	54 213	31,8	170 652	86,8	25 895	13,2	196 547	100,0
866 291	49,0	616 307	34,9	1 766 389	88,0	241 074	12,0	2 007 463	100,0

L'emploi salarié

Emploi salarié ⁽¹⁾ par taille d'établissement actif au 31/12/2010

	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 salariés et plus	Total
Alpes-de-Haute-Provence									
Effectifs salariés	7 234	6 278	6 480	8 156	6 286	3 571	2 700	4 135	44 840
Part en %	16,1	14,0	14,5	18,2	14,0	8,0	6,0	9,2	100,0
Nombre d'établiss.	3 792	961	490	269	94	28	10	5	5 649
Part en %	67,1	17,0	8,7	4,8	1,7	0,5	0,2	0,1	100,0
Hautes-Alpes									
Effectifs salariés	7 494	6 601	6 841	9 362	6 162	4 242	2 490	3 841	47 033
Part en %	15,9	14,0	14,5	19,9	13,1	9,0	5,3	8,2	100,0
Nombre d'établiss.	3 846	1 015	508	310	93	31	9	5	5 817
Part en %	66,1	17,4	8,7	5,3	1,6	0,5	0,2	0,1	100,0
Alpes-Maritimes									
Effectifs salariés	52 689	44 163	44 769	58 157	41 961	33 178	37 136	61 679	373 732
Part en %	14,1	11,8	12,0	15,6	11,2	8,9	9,9	16,5	100,0
Nombre d'établiss.	28 057	6 773	3 376	1 916	604	243	124	48	41 141
Part en %	68,2	16,5	8,2	4,7	1,5	0,6	0,3	0,1	100,0
Bouches-du-Rhône									
Effectifs salariés	74 325	70 409	78 471	109 006	89 042	74 489	69 253	148 612	713 607
Part en %	10,4	9,9	11,0	15,3	12,5	10,4	9,7	20,8	100,0
Nombre d'établiss.	37 771	10 746	5 797	3 576	1 315	544	240	102	60 091
Part en %	62,9	17,9	9,6	6,0	2,2	0,9	0,4	0,2	100,0
Var									
Effectifs salariés	41 926	34 878	35 236	45 207	32 318	23 378	23 057	33 160	269 160
Part en %	15,6	13,0	13,1	16,8	12,0	8,7	8,6	12,3	100,0
Nombre d'établiss.	21 871	5 351	2 634	1 497	476	170	82	32	32 113
Part en %	68,1	16,7	8,2	4,7	1,5	0,5	0,3	0,1	100,0
Vaucluse									
Effectifs salariés	24 351	22 208	23 511	30 541	23 718	17 406	19 850	16 209	177 794
Part en %	13,7	12,5	13,2	17,2	13,3	9,8	11,2	9,1	100,0
Nombre d'établiss.	12 395	3 437	1 771	1 006	353	126	68	13	19 169
Part en %	64,7	17,9	9,2	5,2	1,8	0,7	0,4	0,1	100,0
Paca									
Effectifs salariés	208 019	184 537	195 308	260 429	199 487	156 264	154 486	267 636	1 626 166
Part en %	12,8	11,3	12,0	16,0	12,3	9,6	9,5	16,5	100,0
Nombre d'établiss.	107 732	28 283	14 576	8 574	2 935	1 142	533	205	163 980
Part en %	65,7	17,2	8,9	5,2	1,8	0,7	0,3	0,1	100,0
France métropolitaine									
Effectifs salariés	2 269 167	200 863	2 441 338	3 563 698	2 827 366	2 446 750	2 631 842	3 800 011	22 181 035
Part en %	10,2	9,9	11,0	16,1	12,7	11,0	11,9	17,1	100,0
Nombre d'établiss.	1 158 753	336 670	181 967	116 433	41 416	17 805	8 860	3 237	1 865 141
Part en %	62,1	18,1	9,8	6,2	2,2	1,0	0,5	0,2	100,0

Source : Insee, connaissance locale de l'appareil productif (CLAP)

(1) Emploi salarié marchand et non marchand

Avertissement : La nouvelle définition de l'entreprise issue du décret n°2008-1354, pris en application de la loi de modernisation de l'économie, dépasse l'approche juridique de l'entreprise au profit d'une approche économique (cf. Glossaire).

Le décret définit quatre catégories de taille d'entreprise :

- les micro-entreprises occupent moins de 10 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros ;
- les petites et moyennes entreprises (PME) occupent moins

de 250 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros ;

- les entreprises de taille intermédiaire (ETI) qui n'appartiennent pas à la catégorie des PME, occupent moins de 5 000 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros ;
- les grandes entreprises sont les entreprises non classées dans les catégories précédentes.

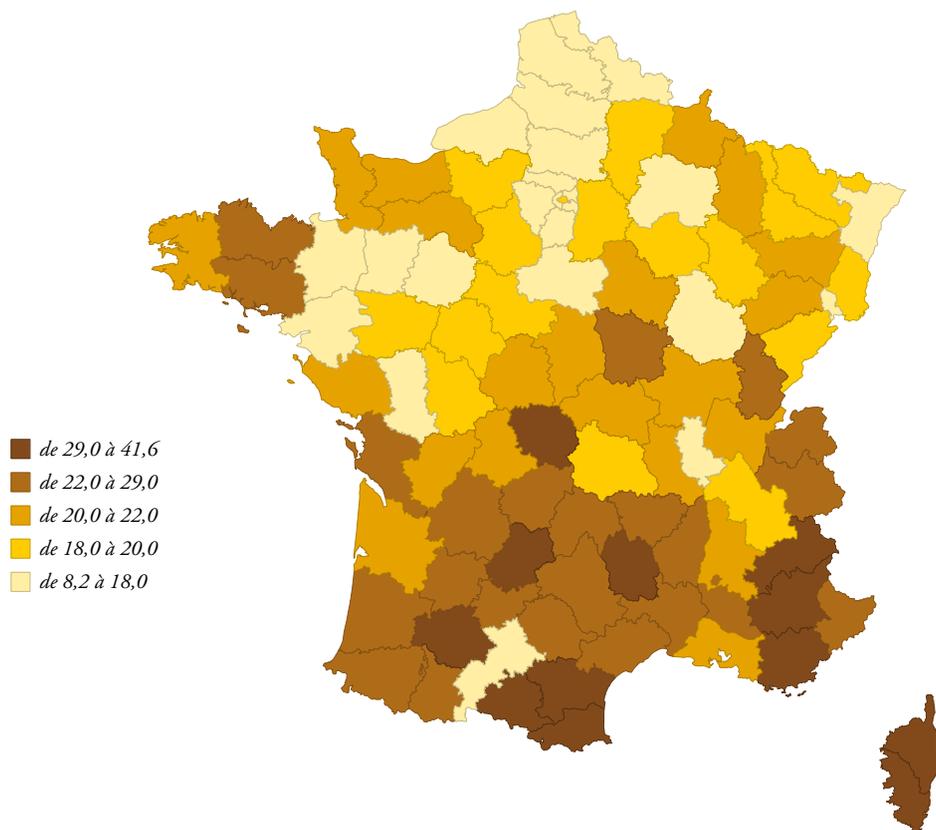
Répartition de l'emploi salarié privé dans les différents types d'entreprises au 31/12/2010 (en %)

	Micro-entreprises	Petites et moyennes entreprises	Entreprises de taille intermédiaire	Grandes entreprises	Total
Alpes-de-Haute-Provence	34	28	15	23	100
Hautes-Alpes	36	34	12	18	100
Alpes-Maritimes	28	28	17	27	100
Bouches-du-Rhône	21	24	20	35	100
Var	34	30	13	23	100
Vaucluse	27	30	18	25	100
Paca	26	27	18	29	100
France entière	20	27	22	31	100

Champ : salariés des entreprises marchandes hors agriculture et hors intérimaires.

Source : Insee, Esane, Lifi, Clap 2010

Part des salariés dans les micro-entreprises par département (en %)



Source : Insee, Esane, Lifi, Clap 2010

L'emploi salarié marchand

Emploi salarié marchand par secteur d'activité au T4 2012 (Données corrigées des variations saisonnières)

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Paca				France métropolitaine			
	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	Taux d'évolution annuel moyen 2002 - 2012 (%)	Effectifs	Part (%)	Évolution sur un an (%)	Taux d'évolution annuel moyen 2002 - 2012 (%)
Industrie	155 138	14,0	-0,4	-1,1	3 236 600	20,9	-0,9	-2,1
Construction	107 747	9,7	-0,5	1,2	1 421 300	9,2	-1,0	1,1
Tertiaire marchand	845 753	76,3	0,1	0,9	10 825 200	69,9	-0,4	0,6
dont commerce	240 130	21,7	-0,7	0,2	3 010 100	19,4	-0,6	0,2
dont intérim ⁽²⁾	32 043	2,9	-7,0	0,9	509 100	3,3	-10,8	-0,7
Ensemble	1 108 638	100,0	0,0	0,6	15 483 100	100,0	-0,6	0,0

Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Direccte/SESE

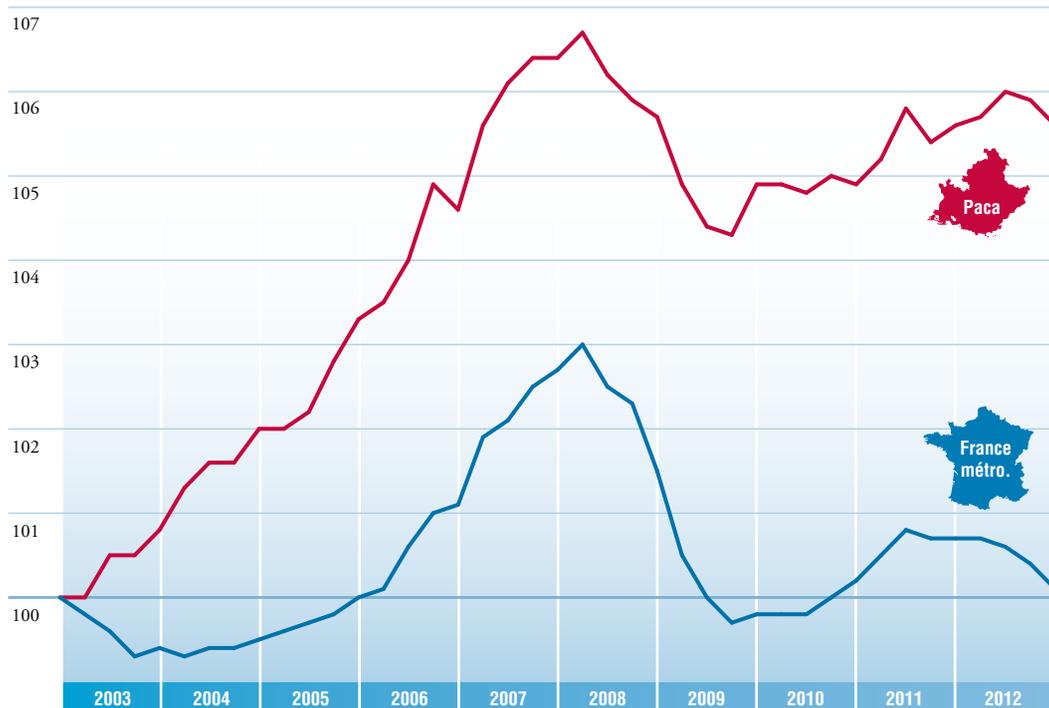
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

(1) Nomenclature d'activité française en 5 postes, hors agriculture

(2) Intérim = moyenne trimestrielle du nombre de missions d'intérim

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand depuis 2003

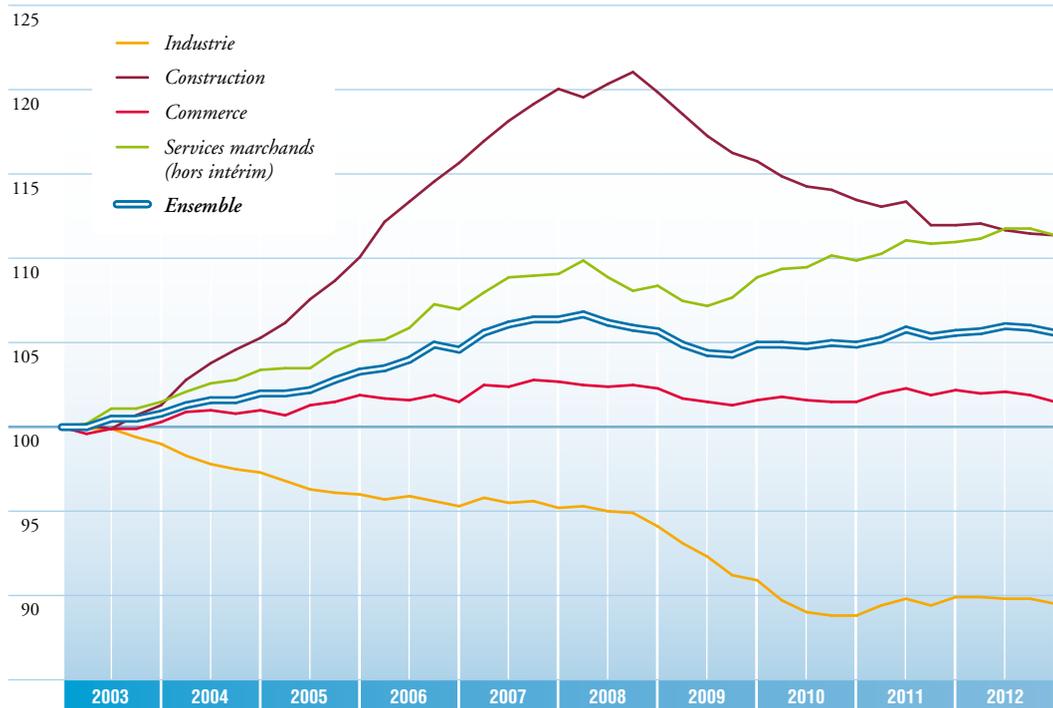
(Données corrigées des variations saisonnières, base 100 au T4 2012)



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Direccte/SESE

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par secteur d'activité ⁽¹⁾ depuis 2003 en Paca (Données corrigées des variations saisonnières, base 100 au T4 2002)



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Direccte/SESE

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

(1) Nomenclature d'activité française en 5 postes, hors agriculture

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié intérimaire marchand depuis 2003

(Données corrigées des variations saisonnières, base 100 au T4 2002)



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Direccte/SESE

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

L'emploi salarié marchand

Emploi salarié marchand par secteur d'activité et par département au T4 2012

(Données corrigées des variations saisonnières)



Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Alpes-de-Haute-Provence (2,5 %)		Hautes-Alpes (2,5 %)		Alpes-Maritimes (23,5 %)		Bouches-du-Rhône (44,6 %)		Var (16,1 %)		Vaucluse (10,8 %)	
	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)	Effectifs	Évol. sur un an (%)
Industrie	4 491	3,1	2 214	-3,5	29 647	-2,3	77 996	0,3	20 689	-0,1	20 101	-0,9
Construction	3 276	1,0	3 986	0,0	23 244	-2,5	43 370	1,1	20 705	-2,3	13 166	0,0
Tertiaire marchand	19 658	-2,0	21 477	-2,2	207 990	0,7	372 920	0,5	136 723	-0,4	86 985	-1,1
dont commerce	6 669	-0,9	6 445	-2,3	55 127	-0,6	93 852	-0,6	45 656	-0,8	32 381	-0,4
dont intérim	1 742	-20,7	495	-15,4	5 006	-9,1	16 420	-4,1	3 735	1,6	4 645	-13,7
Ensemble	27 425	-0,8	27 677	-2,0	260 881	0,0	494 286	0,5	178 117	-0,6	120 252	-1,0

Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Directe/SESE

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

(1) Nomenclature d'activité française en 5 postes, hors agriculture

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand par département depuis 2008

(Données corrigées des variations saisonnières, taux d'évolution annuels au T4 de chaque année, en %)



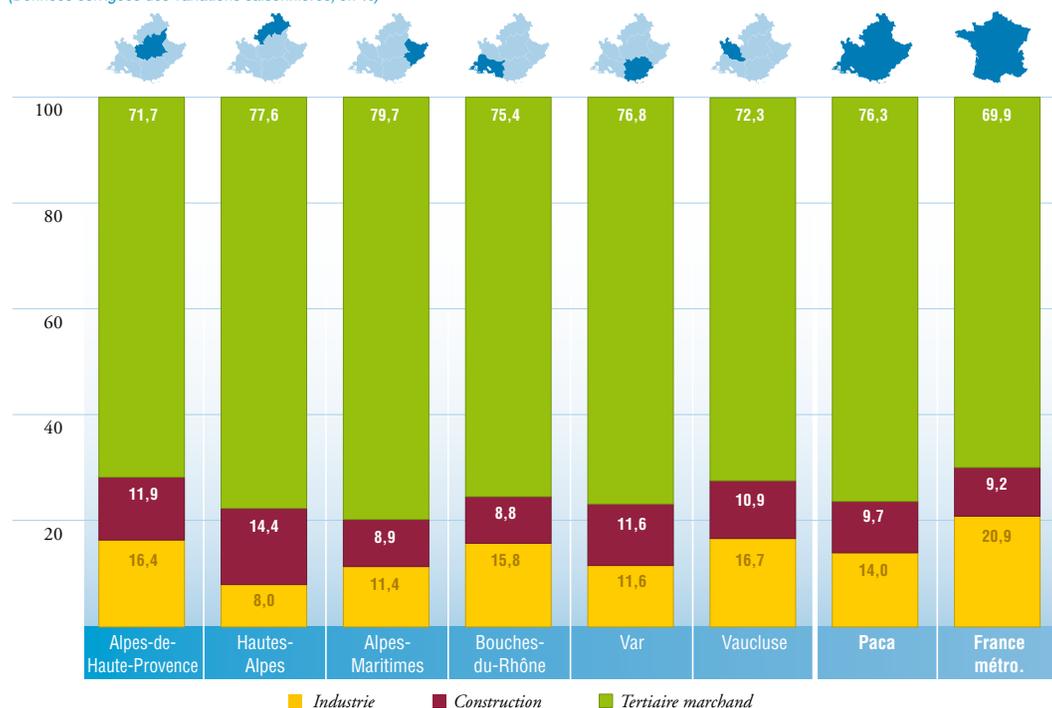
	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse
2008	-0,1	0,4	-1,0	-0,6	-0,2	-1,3
2009	1,8	-1,6	-1,5	-0,4	-0,4	-1,4
2010	-2,7	0,1	-0,4	0,1	0,3	0,4
2011	1,1	1,5	0,5	1,0	0,8	-0,5
2012	-0,8	-2,0	0,0	0,5	-0,6	-1,0

Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Directe/SESE

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Structure de l'emploi salarié marchand par secteur d'activité au T4/2012

(Données corrigées des variations saisonnières, en %)



Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Direccte/SESE

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Secteurs dominants et secteurs en évolution au T4 2012 (Données corrigées des variations saisonnières)

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Effectifs salariés	Part du secteur ⁽²⁾ (en %)
Secteurs dominants		
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	240 129	21,7
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, hors intérim	183 710	16,6
Construction	107 748	9,7
Transports et entreposage	106 684	9,6
Hébergement et restauration	103 668	9,4
Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Évolution annuelle des effectifs	Part du secteur ⁽²⁾ (en %)
Secteurs concernés par les plus fortes hausses d'effectifs salariés marchands sur 1 an		
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, hors intérim	+ 1 887	16,6
Fabrication de matériels de transport	+ 1 239	1,4
Transports et entreposage	+ 1 000	9,6
Information et communication	+ 924	3,4
Activités financières et d'assurance	+ 772	4,6
Secteurs concernés par les plus fortes baisses d'effectifs salariés marchands sur 1 an		
Intérim	- 2 428	2,9
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	- 1 598	21,7
Fabrication d'autres produits industriels	- 873	5,8
Construction	- 585	9,7
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	- 469	1,7

Source : Insee-Estimations d'emploi - Traitement : Direccte/SESE

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

(1) Nomenclature agrégée d'activité française en 17 postes (A17)

(2) Effectif du secteur rapporté à l'effectif tous secteurs

Les mouvements de main d'œuvre

Définitions : Taux d'entrée : entrées dans l'année / effectif de début d'année
 Taux de sortie : sorties dans l'année / effectif de début d'année
 Taux de rotation : ((entrées + sorties) / 2) / effectif de début d'année
 Taux d'évolution : (entrées - sorties) / effectif de début d'année

Taux de rotation, d'évolution, d'entrée et de sortie par secteur d'activité et taille d'établissement en 2012 en Paca (taux pour 100 salariés employés en début d'année, en %)

	Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Taux de rotation	Taux d'évolution	Taux d'entrée			
				Toutes entrées dont :	CDD	CDI	Transfert ⁽²⁾
Industrie	Moins de 10 salariés	41,5	-0,9	41,1	30,9	9,8	0,3
	10 à 49 salariés	29,8	1,1	30,3	22,1	7,7	0,5
	50 à 99 salariés	23,3	1,3	24,0	14,7	7,4	1,9
	100 à 249 salariés	20,4	0,8	20,8	12,6	5,7	2,4
	250 salariés et plus	11,6	2,6	12,8	6,1	5,8	0,9
	Ensemble	24,8	1,1	25,3	17,1	7,2	1,0
Construction	Moins de 10 salariés	35,3	3,8	37,2	24,1	13,0	0,0
	10 à 49 salariés	25,3	1,8	26,2	15,3	10,0	0,8
	50 à 99 salariés	14,3	-0,8	13,9	6,0	6,7	1,2
	100 à 249 salariés	13,8	-1,5	13,0	4,7	6,6	1,7
	250 salariés et plus	14,5	3,6	16,3	3,4	11,4	1,5
	Ensemble	27,0	2,2	28,1	16,7	10,7	0,6
Tertiaire	Moins de 10 salariés	74,5	0,1	74,6	62,6	10,7	1,3
	10 à 49 salariés	66,4	0,5	66,7	53,2	12,3	1,2
	50 à 99 salariés	98,8	0,0	98,7	83,8	13,6	1,3
	100 à 249 salariés	82,1	1,1	82,6	70,1	11,2	1,4
	250 salariés et plus	74,5	2,2	75,6	66,5	8,0	1,0
	Ensemble	75,9	0,6	76,2	63,8	11,2	1,2
Tous secteurs	Moins de 10 salariés	66,4	0,5	66,7	54,7	10,9	1,0
	10 à 49 salariés	57,0	0,8	57,4	44,9	11,5	1,1
	50 à 99 salariés	82,2	0,1	82,2	68,6	12,2	1,4
	100 à 249 salariés	68,5	0,9	68,9	57,3	10,1	1,6
	250 salariés et plus	57,8	2,3	58,9	50,3	7,6	1,0
	Ensemble	64,2	0,9	64,7	52,9	10,6	1,1

Source : Dares/EMMO-DMMO - Traitement : Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes, hors agriculture

(2) Transfert d'un salarié d'un autre établissement de l'entreprise, avec ou sans changement de contrat

Lecture : dans le tertiaire, le nombre d'entrées en emploi ayant eu lieu dans l'année représente 76,2 % des effectifs du début d'année (63,8 % pour les CDD et 11,2 % pour les CDI). Dans ce secteur, le nombre de sorties d'emploi ayant eu lieu dans l'année représente 75,6 % des effectifs de début d'année (57,6 % pour fin de CDD et 7,1 % pour démission). Avec un taux de 75,9 %, la rotation des effectifs dans le tertiaire est supérieure à la moyenne (64,2 %).

Taux de sortie									
Toutes sorties dont :	Fin de CDD	Démission	Licenciement économique	Autre licenciement	Fin de période d'essai	Rupture conventionnelle	Transfert ⁽²⁾	Retraite	
41,9	22,4	7,5	1,1	1,6	1,3	3,8	0,8	1,1	
29,2	15,6	3,8	1,6	1,9	2,1	1,7	0,8	0,8	
22,7	10,6	3,2	0,9	1,6	0,8	1,2	2,1	1,2	
20,0	9,9	2,0	0,3	1,4	0,6	0,9	3,0	1,2	
10,3	3,9	1,4	0,1	0,5	0,2	0,3	2,0	1,0	
24,2	12,2	3,5	0,8	1,3	1,1	1,5	1,6	1,0	
33,4	16,2	7,2	1,4	2,8	1,3	2,5	0,5	0,4	
24,3	9,5	5,7	0,3	1,8	1,9	2,1	1,2	0,9	
14,7	4,0	3,2	0,3	2,6	0,4	0,9	1,5	1,0	
14,5	3,4	3,2	0,2	2,3	0,4	0,8	2,1	1,2	
12,7	2,1	3,2	0,0	3,1	0,9	0,8	1,4	0,6	
25,9	11,0	5,8	0,7	2,4	1,4	2,0	1,0	0,7	
74,5	55,2	7,5	0,9	1,8	1,9	2,9	2,1	0,7	
66,2	47,3	7,9	0,3	2,1	3,1	2,0	1,5	0,7	
98,8	78,9	8,2	0,2	2,7	3,3	1,2	1,7	0,9	
81,5	64,1	6,2	0,1	3,2	2,9	0,8	1,5	0,8	
73,4	60,8	4,6	0,1	2,4	1,5	0,4	1,2	0,9	
75,6	57,6	7,1	0,4	2,3	2,5	1,8	1,7	0,8	
66,2	47,1	7,4	1,0	1,9	1,8	3,0	1,8	0,7	
56,6	38,9	7,1	0,4	2,0	2,9	2,0	1,4	0,7	
82,1	64,0	7,2	0,3	2,5	2,8	1,2	1,7	0,9	
68,0	52,1	5,4	0,2	2,9	2,4	0,8	1,7	0,8	
56,6	45,6	3,8	0,1	2,0	1,2	0,4	1,4	0,9	
63,8	46,9	6,5	0,5	2,2	2,2	1,8	1,6	0,8	

Les mouvements de main d'œuvre

Taux d'entrée, de sortie, d'évolution et de rotation par grand secteur d'activité en 2012 (en %)

	Secteurs d'activité (1)	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux d'évolution	Taux de rotation
Alpes-de-Haute-Provence	Industrie	44,9	30,5	14,6	37,7
	Construction	28,2	25,5	2,7	26,8
	Tertiaire	77,5	79,8	-2,2	78,7
	Ensemble	65,2	63,9	1,3	55,0
Hautes-Alpes	Industrie	23,9	21,4	2,5	22,7
	Construction	32,2	38,0	-5,7	35,1
	Tertiaire	88,2	87,1	1,1	87,6
	Ensemble	76,8	76,5	0,3	66,6
Alpes-Maritimes	Industrie	21,9	22,9	-1,0	22,4
	Construction	29,9	27,7	2,2	28,8
	Tertiaire	69,1	67,8	1,3	68,5
	Ensemble	60,2	59,1	1,1	46,4
Bouches-du-Rhône	Industrie	21,6	20,5	1,1	21,1
	Construction	27,3	25,3	2,0	26,3
	Tertiaire	81,2	80,5	0,6	80,9
	Ensemble	67,6	66,7	0,8	56,4
Var	Industrie	38,2	36,7	1,5	37,4
	Construction	25,7	21,7	4,0	23,7
	Tertiaire	70,6	70,0	0,7	70,3
	Ensemble	61,6	60,4	1,2	50,3
Vaucluse	Industrie	27,6	27,2	0,4	27,4
	Construction	29,0	26,7	2,3	27,9
	Tertiaire	76,1	76,5	-0,4	76,3
	Ensemble	63,0	63,0	0,0	52,0
Paca	Industrie	25,3	24,2	1,1	24,8
	Construction	28,1	25,9	2,2	27,0
	Tertiaire	76,2	75,6	0,6	75,9
	Ensemble	64,7	63,8	0,9	64,2

Source : Dares/EMMO-DMMO - Traitement : Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes, hors agriculture

Taux d'entrée, de sortie, d'évolution et de rotation par secteur d'activité détaillé en 2012 en Paca (en %)

Secteurs d'activité (1)	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux d'évolution	Taux de rotation
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	22,2	19,9	2,3	21,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	49,8	45,4	4,4	47,6
Cokéfaction et raffinage	8,2	14,2	-6,0	11,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	11,8	11,6	0,1	11,7
Fabrication de matériels de transport	14,2	6,6	7,6	10,4
Fabrication d'autres produits industriels	21,8	23,8	-1,9	22,8
Construction	28,1	25,9	2,2	27,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	45,8	46,7	-0,9	46,2
Transports et entreposage	32,5	32,7	-0,2	32,6
Hébergement et restauration	120,5	120,6	-0,1	120,6
Information et communication	49,2	47,6	1,6	48,4
Activités financières et d'assurance	24,0	22,3	1,6	23,2
Activités immobilières	28,8	28,5	0,3	28,7
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	70,5	67,7	2,9	69,1
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	112,5	111,6	1,0	112,0
Autres activités de services	163,3	163,6	-0,3	163,5
Ensemble	64,7	63,8	0,9	64,2

Source : Dares/EMMO-DMMO - Traitement : Direccte/SESE
(1) Nomenclature agrégée en 17 postes (A17), hors agriculture

Répartition des salariés par motif d'entrée et de sortie en 2012

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
Entrées en effectif	18 768	24 850	171 292	360 008	115 435	78 269	768 622
<i>dont :</i>							
<i>CDD (%)</i>	<i>84,4</i>	<i>86,8</i>	<i>77,1</i>	<i>83,4</i>	<i>81,7</i>	<i>82,6</i>	81,8
<i>CDI (%)</i>	<i>14,2</i>	<i>12,7</i>	<i>20,6</i>	<i>15,0</i>	<i>16,6</i>	<i>15,2</i>	16,4
<i>Transferts (%)</i>	<i>1,3</i>	<i>0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>	1,8
Sorties en effectif	18 404	24 767	168 161	355 592	113 231	78 249	758 404
<i>dont :</i>							
<i>Fin de CDD (%)</i>	<i>75,4</i>	<i>79,5</i>	<i>68,7</i>	<i>76,0</i>	<i>71,9</i>	<i>72,5</i>	73,5
<i>Démission (%)</i>	<i>10,2</i>	<i>9,1</i>	<i>13,1</i>	<i>8,5</i>	<i>11,0</i>	<i>10,4</i>	10,2
<i>Fin de période d'essai (%)</i>	<i>3,0</i>	<i>3,8</i>	<i>4,7</i>	<i>3,0</i>	<i>3,6</i>	<i>3,0</i>	3,5
<i>Licenciement économique (%)</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	0,8
<i>Autre licenciement (%)</i>	<i>3,3</i>	<i>1,7</i>	<i>3,5</i>	<i>3,3</i>	<i>3,7</i>	<i>3,5</i>	3,4
<i>Rupture conventionnelle (%)</i>	<i>3,2</i>	<i>1,4</i>	<i>3,0</i>	<i>2,6</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>	2,8
<i>Transfert (%)</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>2,9</i>	<i>2,4</i>	<i>2,4</i>	<i>3,0</i>	2,5
<i>Retraite (%)</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	1,2
Solde Entrées / Sorties (effectifs)	364	83	3 131	4 416	2 204	20	10 218

Source : Dares/EMMO-DMMO - Traitement : Direccte/SESE

Intérim par grand secteur d'activité en 2012 (équivalents temps plein)



Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca	France métr.
Agriculture	(s)	(s)	17	55	21	60	157	2 434
Industrie	433	65	1 261	4 954	744	1 546	9 004	226 543
Construction	262	405	1 531	4 740	1 267	922	9 126	109 150
Tertiaire	169	116	1 883	6 451	1 281	1 749	11 650	178 528
Non renseigné	(s)	(s)	47	111	32	18	240	3 407
Ensemble	874	614	4 739	16 312	3 345	4 295	30 178	520 061

Sources : Pôle emploi/Unedic - Dares - Estimations des moyennes annuelles départementales établies par la Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4)

(s) Secret statistique appliqué pour les données inférieures à 5 individus

Intérim par secteur d'activité détaillé en 2012 (équivalents temps plein)



Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Paca		France métropolitaine	
	Effectifs ⁽²⁾	Évolution sur un an (%)	Effectifs ⁽²⁾	Évolution sur un an (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	157	3,0	2 434	-0,7
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1 775	3,8	18 660	-3,7
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 290	-4,5	41 491	-5,3
Cokéfaction et raffinage	54	38,0	391	-3,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	587	-31,5	33 229	-14,5
Fabrication de matériels de transport	1 184	29,8	28 960	-15,7
Fabrication d'autres produits industriels	4 113	-5,7	103 813	-14,2
Construction	9 126	-6,1	109 150	-5,1
Commerce ; réparations d'automobiles et de motos	2 805	-5,0	47 382	-6,1
Transports et entreposage	3 749	-5,0	51 027	-5,6
Hébergement et restauration	723	11,1	8 261	-0,6
Information et communication	269	-6,6	5 964	-12,4
Activités financières et d'assurance	312	-30,3	8 327	-16,4
Activités immobilières	144	-6,5	2 275	-12,8
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 385	-8,5	38 562	-6,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1 046	-17,7	11 584	-9,8
Autres activités de services	217	-15,0	5 145	-11,4
Non déterminés	240	30,8	3 407	-11,0
Ensemble	30 178	-5,3	520 061	-8,9

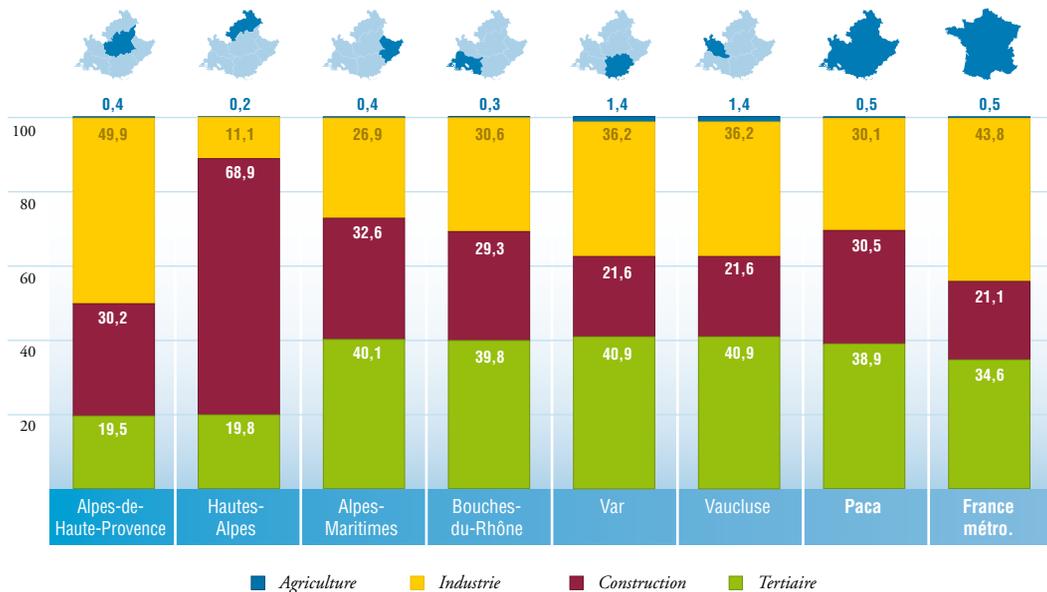
Sources : Pôle emploi/Unedic - Dares - Traitement : Direccte/SESE

(1) Nomenclature agrégée d'activité française en 17 postes (A17)

(2) En équivalents temps plein (ETP) - Moyenne annuelle

Répartition du nombre d'emplois intérimaires par grand secteur d'activité ⁽¹⁾ en 2012

(équivalents temps plein, en %)



Sources : Pôle emploi/Unedic - Dares - Traitement : Direccte/SESE
 (1) Nomenclature d'activité française en 4 postes (NAF4), hors "non renseignés"

Évolution annuelle des effectifs intérimaires depuis 2002 (équivalents temps plein - base 100 en 2002)



Sources : Pôle emploi/Unedic - Dares - Traitement : Direccte/SESE

Les travailleurs handicapés

Les établissements assujettis et l'obligation d'emploi en 2011

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
Nombre total d'établissements assujettis à l'obligation d'emploi	156	180	1 458	2 871	1 002	774	6 441
Effectif d'assujettissement ⁽¹⁾	8 884	9 300	114 118	265 726	67 096	51 867	516 991
Nombre théorique de travailleurs handicapés que les établissements devraient employer ⁽²⁾	456	462	6 077	14 442	3 508	2 712	27 657
Part de l'obligation attendue dans les effectifs assujettis (3)=(2)/(1) (en %)	5,1	5,0	5,3	5,4	5,2	5,2	5,3
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques dans l'ensemble des établissements assujettis ⁽⁴⁾	539	477	4 687	10 605	2797	2 444	21 549
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein dans l'ensemble des établissements assujettis ⁽⁵⁾	398	348	3 501	7 948	2 140	1 837	16 170
Nombre d'établissements assujettis à l'obligation d'emploi hors ceux ayant signé un accord	142	158	1 214	2 477	870	689	5 550
Effectif d'assujettissement hors établissements sous accord	8 047	7 942	84 442	199 076	50 906	43 093	393 506
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques hors établissements sous accord	473	383	3 177	7 421	2 037	1 988	15 479
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein hors établissements sous accord	339	283	2 391	5 555	1 564	1 513	11 645
Taux d'emploi en équivalent temps plein dans les établissements hors ceux ayant signé un accord ⁽⁶⁾	4,2	3,6	2,8	2,8	3,1	3,5	3,0

Source : Dares, DOETH - Traitement : Direccte/SESE

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial

(1) L'effectif d'assujettissement est calculé selon les règles définies aux articles L1111-2 et L1111-3 du Code du travail. Les personnes en CDI à temps plein au 31 décembre sont intégralement prises en compte dans le calcul, tandis que les autres sont prises en compte au prorata de leur durée de présence dans l'année. Certaines catégories de salariés sont exclues (apprentis, contrats aidés, etc.)

(2) Le nombre de travailleurs handicapés que les établissements doivent employer doit s'établir à 6 % de leur effectif d'assujettissement arrondi à l'unité inférieure. Par exemple, pour une assiette d'assujettissement de 30 salariés, le calcul est le suivant : $30 \times 6\% = 1,8$. Arrondi à 1, l'obligation est de 1 unité.

(3) Cette part rapporte le nombre théorique de travailleurs handicapés que les établissements devraient employer à l'effectif d'assujettissement dans l'ensemble des établissements assujettis.

(4) Ce nombre est légèrement sous-estimé car les établissements couverts par un accord relatif à l'emploi de travailleurs handicapés ne déclarent pas exhaustivement la liste de tous les bénéficiaires qu'ils emploient.

(5) Effectifs bénéficiaires au prorata de leur temps de travail, de leur durée de présence et de la durée de validité de leur reconnaissance

(6) Taux d'emploi = nombre de travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein / effectif d'assujettissement

Les données des fichiers statistiques portent sur les établissements réellement assujettis à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Sont retenus les établissements dont :

- l'effectif d'assujettissement est supérieur ou égal à 20,
- la création date de plus de trois ans,
- le passage du seuil des 20 salariés date de plus de trois ans.

Avertissement : Depuis le 1^{er} janvier 2013, la gestion de la DOETH a été transférée à l'Agefiph. Celle-ci a mis en place un nouveau mode de gestion des encours des déclarations non traitées au 31 décembre 2012, qui risque d'affecter fortement les statistiques pour l'année 2011. En effet, si la plus grande partie de la gestion s'est faite au niveau des unités territoriales de la Direccte, certains encours non traités des années 2009 à 2011 ont dû être traités par l'Agefiph. N'ayant pas encore été contrôlés, ils ne sont pour l'instant pas intégrés dans les statistiques. Les données présentées ici, arrêtées au 2 septembre 2013, pourront donc faire l'objet de révisions.

Répartition des établissements assujettis selon les modalités de réponse à l'obligation d'emploi en 2011 (en %)

	Alpes-de-Haute-Prov.	Hauts-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
Emploi direct de travailleurs handicapés	85	72	63	66	67	72	67
Travailleurs handicapés seulement	47	37	31	29	39	33	32
Travailleurs handicapés + contrats de sous-traitance avec le secteur protégé	13	14	6	8	7	11	8
Travailleurs handicapés + contrats de sous-traitance avec le secteur protégé + contribution financière à l'Agefiph	10	8	9	13	8	12	11
Travailleurs handicapés + contribution financière à l'Agefiph	13	12	16	15	12	15	15
Pas d'emploi direct de travailleurs handicapés	6	16	20	21	20	17	20
Contribution financière à l'Agefiph seulement	1	9	9	9	9	8	9
Contribution financière à l'Agefiph + contrats de sous-traitance avec le secteur protégé	5	7	12	12	11	9	11
Établissements avec accord spécifique	9	12	17	14	13	11	14
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

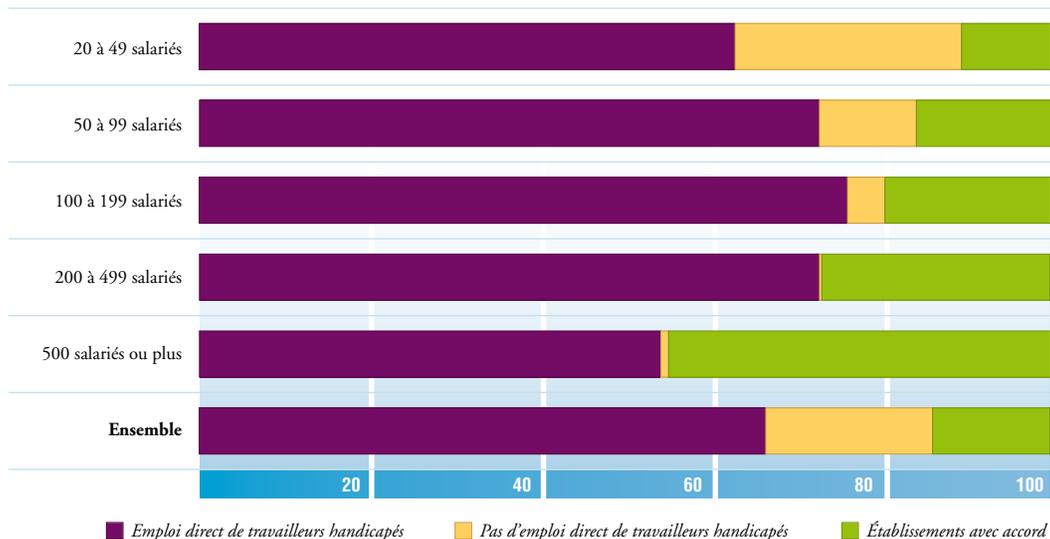
Source : Dares, DOETH - Traitement : Direccte/SESE

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial

Les établissements soumis à l'obligation de travailleurs handicapés peuvent s'en acquitter par des modalités combinables : l'emploi direct de travailleurs handicapés, l'emploi indirect via des contrats de sous-traitance, de prestation de service ou de mise à disposition avec des établissements agréés du secteur protégé ou des entreprises adaptées, le recours à des stagiaires handicapés (peu fréquent et donc non présent dans les statistiques). Si le quota de travailleurs handicapés imposé par l'obligation n'est pas atteint,

une contribution financière doit être versée à l'Association de gestion de fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph). Pour les employeurs préférant s'organiser progressivement pour atteindre le quota, la dernière modalité consiste à conclure des accords de branche, de groupe, d'entreprise ou d'établissement prévoyant un programme annuel ou pluriannuel d'insertion professionnelle de travailleurs handicapés.

Modalités de réponse à l'OETH selon l'effectif d'assujettissement de l'établissement en 2011 en Paca (en %)



Source : Dares, DOETH - Traitement : Direccte/SESE

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial

Les travailleurs handicapés

Répartition des établissements assujettis à l'OETH par secteur d'activité en 2011 (en %)



Secteurs d'activité (NAF21)	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
Services	71,2	73,9	79,9	76,6	76,6	69,3	76,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	26,3	22,8	21,0	19,2	25,5	25,5	21,6
Santé humaine et action sociale	23,7	21,1	14,5	14,2	18,2	12,0	15,0
Hébergement et restauration	5,1	7,8	12,0	5,7	10,3	6,8	8,0
Transports et entreposage	6,4	10,0	4,7	9,0	4,7	9,7	7,4
Activités de services administratifs et de soutien	1,9	1,7	8,2	7,8	4,1	5,2	6,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,6	0,6	6,9	8,3	4,5	2,7	6,4
Information et communication	0,0	0,6	3,6	3,7	0,9	1,2	2,8
Autres activités de services	1,3	2,2	2,2	1,9	2,4	1,7	2,0
Enseignement	0,6	1,7	1,5	2,1	1,3	1,6	1,7
Activités financières et d'assurance	0,6	0,0	1,0	1,9	1,2	1,3	1,4
Activités immobilières	0,6	0,6	1,3	1,7	1,8	0,5	1,4
Arts, spectacles et activités récréatives	0,6	2,2	2,0	0,8	1,1	0,5	1,1
Administration publique	1,3	2,8	0,9	0,4	0,7	0,6	0,7
Industrie	17,3	7,2	11,1	14,4	11,1	19,4	13,6
Industrie manufacturière	15,4	5,0	9,2	11,7	8,3	16,4	11,1
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,9	1,1	1,2	1,7	2,0	2,1	1,7
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,0	0,6	0,3	0,6	0,4	0,4	0,5
Industries extractives	0,0	0,6	0,3	0,3	0,4	0,5	0,3
Construction	10,9	18,3	8,7	8,8	11,1	9,4	9,5
Agriculture, sylviculture et pêche	0,6	0,6	0,3	0,2	1,2	1,9	0,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Dares, DOETH - Traitement : Direccte/SESE

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial

Lecture : en Paca, en 2011, 76,3 % des établissements de 20 salariés ou plus employant des travailleurs handicapés relèvent du secteur des services.

Répartition des bénéficiaires de l'OETH en 2011, selon leurs caractéristiques (en %)



Secteurs d'activité (NAF21)	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
Sexe							
Hommes	58,4	64,2	59,2	62,2	57,0	63,1	61,0
Femmes	41,6	35,8	40,8	37,8	43,0	36,9	39,0
Age							
Moins de 25 ans	3,1	3,8	2,3	1,9	2,4	2,2	2,2
De 25 à 39 ans	19,8	17,6	19,7	19,1	17,5	21,3	19,3
De 40 à 49 ans	34,4	31,7	31,0	32,1	30,9	32,5	31,8
50 ans et plus	42,7	46,8	47,0	46,9	49,2	44,0	46,7
Type de reconnaissance du handicap (principale reconnaissance retenue, plusieurs pouvant se cumuler)							
RQTH ⁽¹⁾	80,4	74,2	68,3	59,5	63,4	65,4	63,6
AT-MP ⁽²⁾	7,8	16,9	15,2	20,8	19,3	22,2	19,1
Pensionnés d'invalidité	9,3	4,9	9,7	15,8	10,0	9,5	12,5
Titulaires de la carte d'invalidité	1,4	3,1	3,2	1,2	2,6	1,1	1,8
Allocataires de l'AAH ⁽³⁾	0,6	1,0	2,8	1,4	2,9	1,0	1,8
Mutilés de guerre et assimilés	0,4	0,0	0,8	1,3	1,8	0,7	1,1
Ancienneté dans l'établissement							
Moins d'un an	16,7	12,8	11,6	10,5	11,4	12,2	11,3
Un an	9,5	6,4	9,5	7,8	8,7	8,9	8,4
Deux ans et plus	73,8	80,8	78,9	81,6	79,8	79,0	80,2
Nature du contrat de travail							
CDI	82,9	86,7	90,8	91,8	92,1	87,7	90,7
CDD	7,6	12,5	6,6	5,6	6,5	7,8	6,5
Intérim et autres	9,5	0,8	2,6	2,6	1,4	4,5	2,8
Temps de travail							
Temps plein	70,7	66,8	74,1	70,0	68,3	76,0	71,3
Temps partiel	29,3	33,2	25,9	30,0	31,7	24,0	28,7
Catégorie socio-professionnelle							
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4,5	2,0	8,0	7,4	4,4	6,4	6,7
Professions intermédiaires	13,4	15,2	14,9	22,1	13,2	11,8	17,7
Employés	33,3	37,0	37,2	30,4	40,7	25,5	32,8
Ouvriers	48,6	45,5	39,6	39,8	41,3	56,1	42,5
Secteur d'activité							
Agriculture	0,6	0,3	0,2	0,1	1,1	1,4	0,5
Industrie	33,6	5,4	13,0	21,0	12,3	26,9	19,0
Construction	6,0	16,1	7,2	7,6	8,5	7,0	7,7
Tertiaire	59,8	78,3	79,5	71,3	78,1	64,7	72,8

Source : Dares, DOETH - Traitement : Direccte/SESE

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial, excepté les établissements sous accord relatif à l'insertion des travailleurs handicapés.

(1) Reconnaissance de la qualité du travail handicapé

(2) Accident de travail et maladie professionnelle

(3) Allocation aux adultes handicapés

Note : les établissements ayant signé un accord relatif à l'insertion des travailleurs handicapés doivent remplir leur déclaration annuelle de l'OETH, mais ne renseignent pas systématiquement la liste détaillée des bénéficiaires qu'ils emploient. Le recensement des bénéficiaires dans ces établissements n'étant donc pas exhaustif, ils sont exclus des calculs.

Le taux de chômage

Taux de chômage depuis 2007 (en moyennes annuelles, en %)

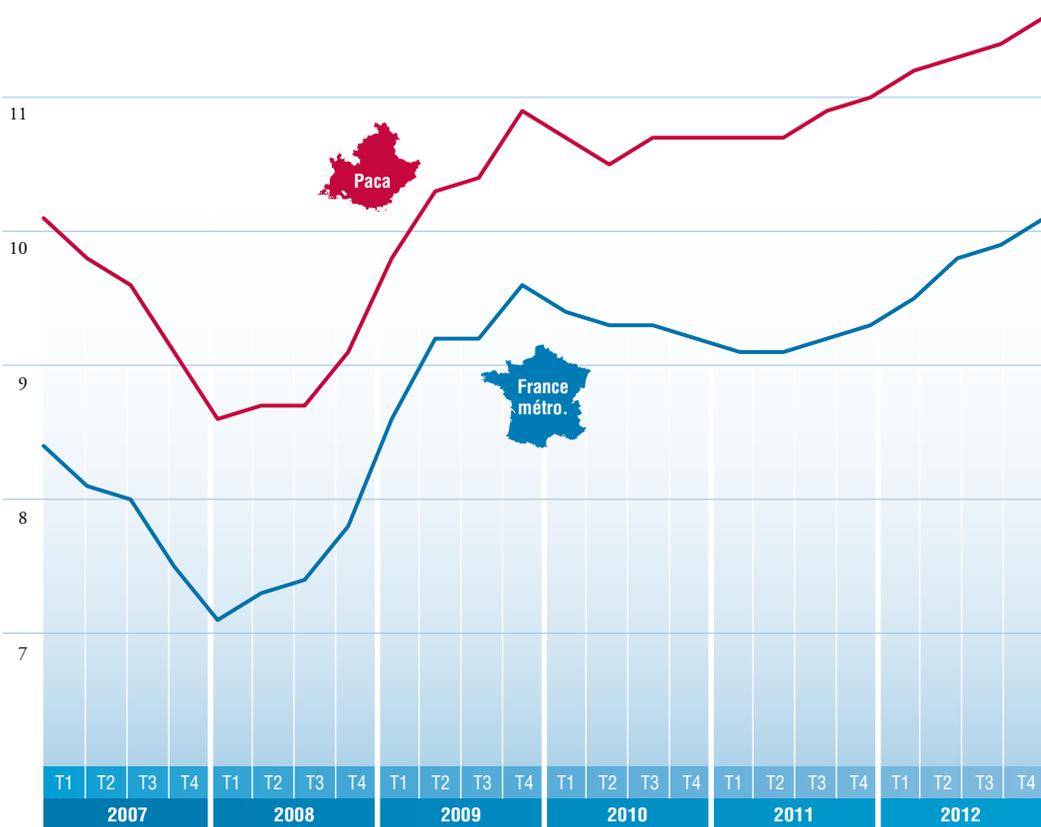
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2011/2012 (en points)
Alpes-de-Haute-Provence	9,1	8,6	10,0	10,4	10,7	11,6	0,9
Hautes-Alpes	7,2	6,8	7,8	8,0	8,3	9,0	0,7
Alpes-Maritimes	7,8	7,0	8,7	8,9	9,0	9,8	0,8
Bouches-du-Rhône	10,9	9,8	11,4	11,8	11,9	12,3	0,4
Var	9,6	8,8	10,3	10,4	10,6	11,2	0,6
Vaucluse	10,0	9,2	10,9	11,4	11,9	12,7	0,8
Paca	9,7	8,8	10,4	10,7	10,9	11,4	0,5
France métropolitaine	8,0	7,4	9,1	9,3	9,2	9,9	0,7

Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine et taux de chômage localisés pour les régions et les départements)

Traitement : Direccte/SESE

Évolution trimestrielle du taux de chômage depuis 2007 (en %)

12

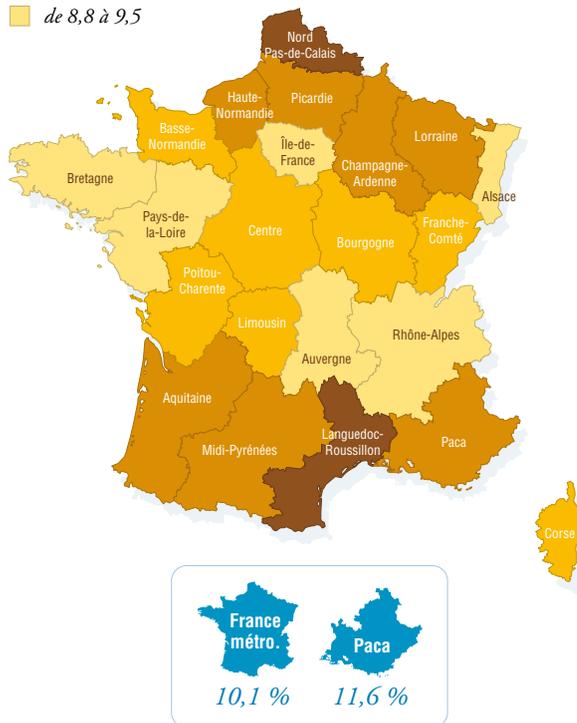


Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine et taux de chômage localisés pour les régions)

Traitement : Direccte/SESE

Taux de chômage régionaux au T4 2012 (en %)

- de 13,9 à 14,2
- de 10,1 à 13,9
- de 9,5 à 10,1
- de 8,8 à 9,5

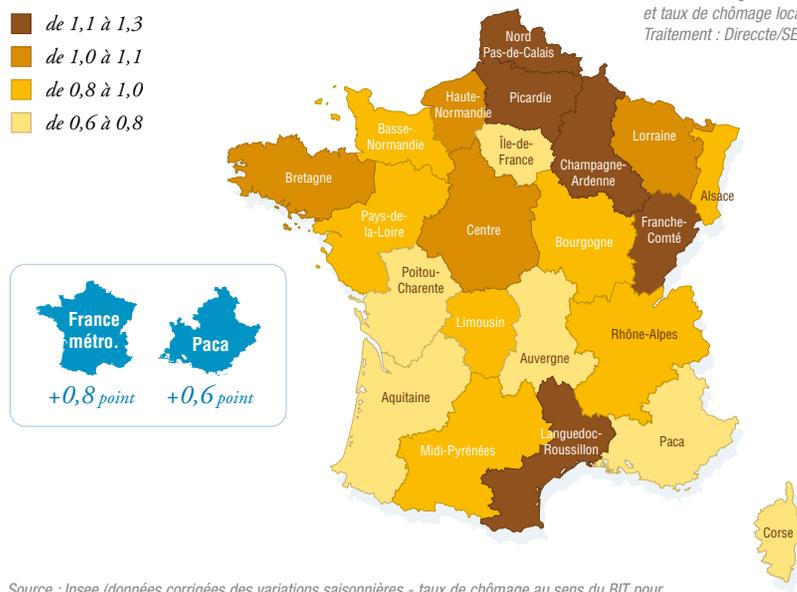


Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine et taux de chômage localisés pour les régions)
 Traitement : Direccte/SESE

Évolution annuelle des taux de chômage régionaux

(entre le T4 2011 et le T4 2012, en points)

- de 1,1 à 1,3
- de 1,0 à 1,1
- de 0,8 à 1,0
- de 0,6 à 0,8



Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine et taux de chômage localisés pour les régions) - Traitement : Direccte/SESE

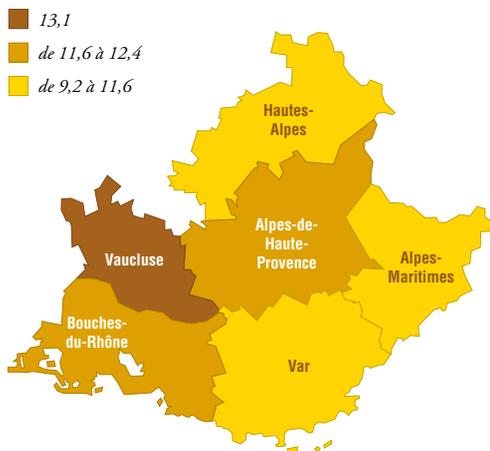
Taux de chômage régionaux au T4 2012, et évolution annuelle

Régions	Taux de chômage (en %)	Évolution annuelle (en points)
Languedoc-Roussillon	14,2	1,2
Nord-Pas-de-Calais	13,9	1,2
Picardie	12,3	1,1
Paca	11,6	0,6
Haute-Normandie	11,5	1,0
Champagne-Ardenne	11,1	1,1
Lorraine	10,7	1,0
Midi-Pyrénées	10,4	0,8
Aquitaine	10,2	0,7
France métropolitaine	10,1	0,8
Franche-Comté	9,9	1,3
Corse	9,9	0,6
Centre	9,7	1,0
Basse-Normandie	9,7	0,8
Bourgogne	9,6	0,9
Poitou-Charentes	9,6	0,7
Limousin	9,5	0,9
Alsace	9,2	0,8
Auvergne	9,2	0,7
Rhône-Alpes	9,1	0,8
Bretagne	9,0	1,0
Île-de-France	8,8	0,6
Pays de la Loire	8,8	0,9

Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine et taux de chômage localisés pour les régions)
 Traitement : Direccte/SESE

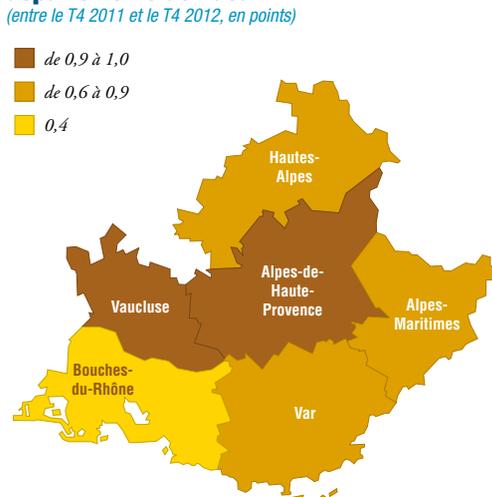
Le taux de chômage

Taux de chômage des départements de Paca au T4 2012 (en %)



Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage localisés) - Traitement : Direccte/SESE

Évolution annuelle des taux de chômage des départements de Paca (entre le T4 2011 et le T4 2012, en points)



Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage localisés) - Traitement : Direccte/SESE

Taux de chômage des départements de Paca au T4 2012, et évolution annuelle

Départements	Taux de chômage (en %)	Évolution annuelle (en points)
Vaucluse	13,1	0,9
Bouches-du-Rhône	12,4	0,4
Alpes-de-Haute-Provence	12,0	1,0
Var	11,4	0,6
Alpes-Maritimes	10,1	0,8
Hautes-Alpes	9,2	0,7

Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage localisés)
 Traitement : Direccte/SESE

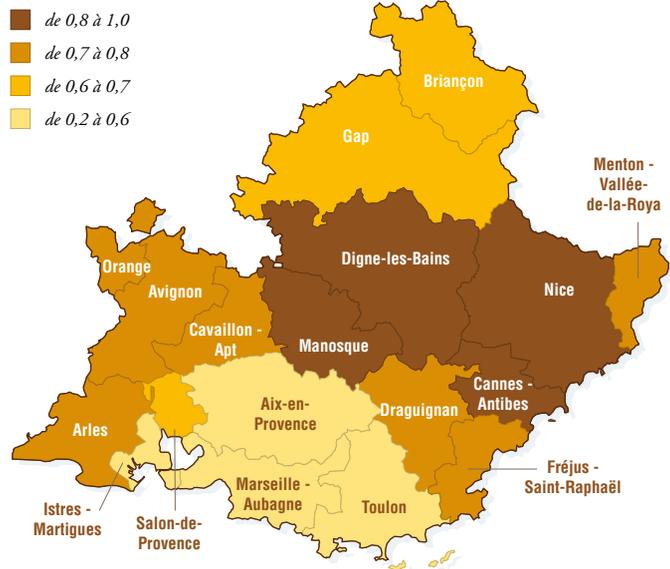
Taux de chômage des zones d'emploi de Paca au T4 2012

(en %)



Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage localisés)
 Traitement : Direccte/SESE

Évolution annuelle des taux de chômage des zones d'emploi de Paca (entre le T4 2011 et le T4 2012, en points)



Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage localisés)
 Traitement : Direccte/SESE

Taux de chômage des zones d'emploi de Paca au T4 2012, et évolution annuelle

Zones d'emploi	Taux de chômage (en %)	Évolution annuelle (en points)
Arles	15,0	0,7
Marseille-Aubagne	13,1	0,4
Orange	13,1	0,7
Cavaillon-Apt	12,8	0,7
Fréjus-Saint-Raphaël	12,7	0,7
Manosque	12,6	1,0
Avignon (partie Paca)	12,6	0,7
Draguignan	12,4	0,7
Salon-de-Provence	12,3	0,6
Istres-Martigues	11,8	0,2
Digne-les-bains	11,4	1,0
Toulon	11,1	0,5
Cannes-Antibes	10,7	0,8
Nice	10,1	0,9
Aix-en-Provence	9,6	0,4
Gap	9,1	0,6
Menton-Vallée de la Roya	8,8	0,7
Briançon	8,4	0,6

Source : Insee (données corrigées des variations saisonnières - taux de chômage localisés)
 Traitement : Direccte/SESE

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Demande d'emploi au 31/12/2012 (Données brutes)

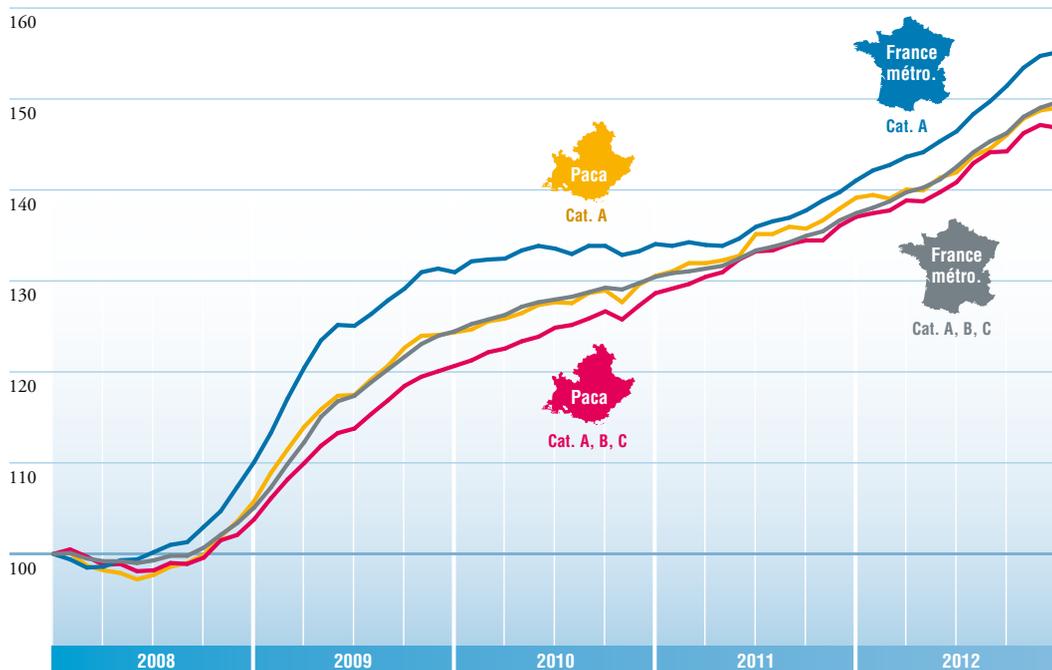
	Paca	France métropolitaine
Catégorie A	293 441	3 193 332
Catégorie B	49 187	636 432
Catégorie C	61 008	860 035
Catégorie D	22 998	267 533
Catégorie E	31 254	349 282
Toutes catégories A, B, C, D, E	457 888	5 306 614
Évolution sur un an (%)	6,9	8,0
Catégories A, B, C	403 636	4 689 799
Évolution sur un an (%)	7,2	8,6
Part des catégories A, B, C dans l'ensemble des catégories (%)	88,2	88,4
Répartition (en %) dans les catégories A, B, C des :		
Hommes	50,0	49,6
Femmes	50,0	50,4
Moins de 25 ans*	15,5	17,0
25 à 49 ans*	63,6	62,7
50 ans et plus*	20,9	20,3
Inscrits depuis un an ou plus	37,0	39,1
Inscrits depuis deux ans ou plus	17,4	19,2

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

* À partir de cette édition des Chiffres Clés, les statistiques de demandeurs d'emploi par tranche d'âge sont établies selon l'âge atteint en fin de mois, et non plus l'âge atteint au 31 décembre, afin de se rapprocher de l'âge courant des demandeurs d'emploi.

Évolution mensuelle de la demande d'emploi depuis 2008

(Données corrigées des variations saisonnières, base 100 au 31/12/2007)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

Demande d'emploi par département au 31/12/2012 (Données brutes)

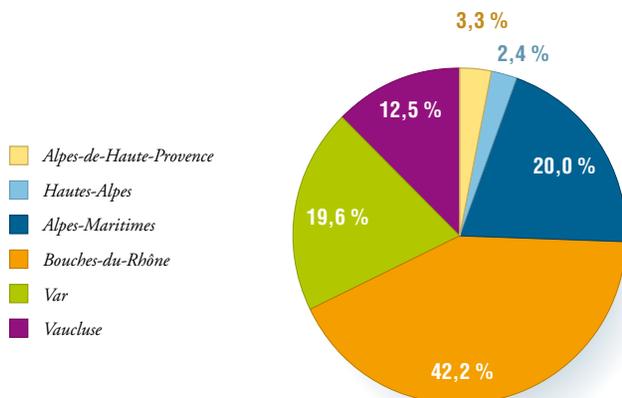
	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse
Catégorie A	9 044	5 840	60 876	123 271	58 809	35 601
Catégorie B	1 801	1 710	9 906	19 686	9 724	6 360
Catégorie C	2 378	2 135	9 840	27 374	10 700	8 581
Catégorie D	806	791	4 545	9 514	4 593	2 749
Catégorie E	697	842	9 023	9 385	8 426	2 881
Toutes catégories A, B, C, D, E	14 726	11 318	94 190	189 230	92 252	56 172
Évolution sur un an (%)	9,8	9,9	8,9	5,6	6,2	7,8
Catégories A, B, C	13 223	9 685	80 622	170 331	79 233	50 542
Évolution sur un an (%)	10,4	10,0	10,1	5,6	6,5	8,0
Part des catégories A, B, C dans l'ensemble des catégories (%)	89,8	85,6	85,6	90,0	85,9	90,0
Répartition (en %) dans les catégories A, B, C des :						
Hommes	48,5	49,1	50,5	50,8	48,2	49,7
Femmes	51,5	50,9	49,5	49,2	51,8	50,3
Moins de 25 ans*	17,2	15,8	14,1	14,9	16,9	17,1
25 à 49 ans*	60,5	63,6	63,3	65,4	61,1	62,3
50 ans et plus*	22,3	20,6	22,6	19,7	22,0	20,5
Inscrits depuis un an ou plus	38,2	35,2	32,5	40,4	33,4	38,2
Inscrits depuis deux ans ou plus	17,8	15,8	14,0	19,9	14,8	18,3

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

* À partir de cette édition des Chiffres Clés, les statistiques de demandeurs d'emploi par tranche d'âge sont établies selon l'âge atteint en fin de mois, et non plus l'âge atteint au 31 décembre, afin de se rapprocher de l'âge courant des demandeurs d'emploi.

Répartition de la demande d'emploi par département au 31/12/2012 en Paca

(DEFM cat. A, B, C, données brutes)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Demande d'emploi en Paca et en France métropolitaine (Données brutes au 31/12/2012)

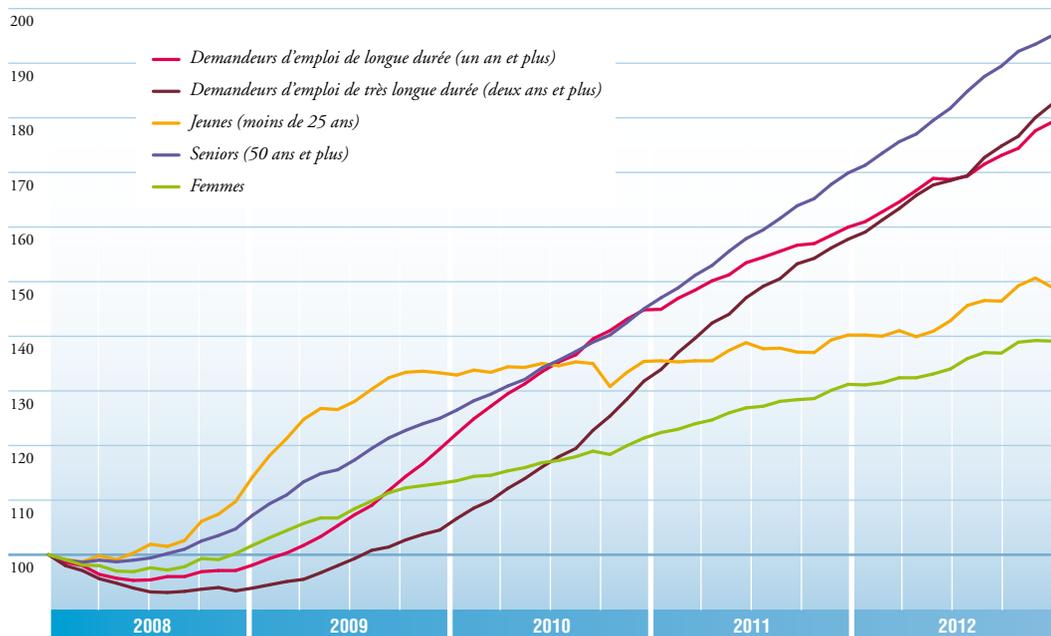
	Paca		France métropolitaine	
	Effectifs	Évolution annuelle (en %)	Effectifs	Évolution annuelle (en %)
Catégories A, B, C	403 636	7,2	4 689 799	8,6
<i>Hommes</i>	201 655	8,4	2 327 408	9,6
<i>Femmes</i>	201 981	6,1	2 362 391	7,7
Moins de 25 ans* dont :	62 545	6,3	795 908	8,7
<i>Hommes</i>	32 696	7,9	409 293	10,9
<i>Femmes</i>	29 849	4,7	386 615	6,5
25 à 49 ans* dont :	256 555	5,1	2 942 391	6,7
<i>Hommes</i>	127 370	6,4	1 461 888	7,7
<i>Femmes</i>	129 185	4,0	1 480 503	5,8
50 ans et plus* dont :	84 536	14,7	951 500	15,0
<i>Hommes</i>	41 589	15,4	456 227	15,1
<i>Femmes</i>	42 947	14,1	495 273	15,0
Inscrits depuis un an et plus	149 233	12,1	1 836 052	12,8
Inscrits depuis deux ans et plus	70 094	15,8	902 638	13,5
Catégorie A	293 441	7,2	3 193 332	10,2
Catégorie B	49 187	10,9	636 432	10,4
Catégorie C	61 008	4,3	860 035	2,2
Catégorie D	22 998	13,4	267 533	10,5
Catégorie E	31 254	-1,1	349 282	-1,9

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

* À partir de cette édition des Chiffres Clés, les statistiques de demandeurs d'emploi par tranche d'âge sont établies selon l'âge atteint en fin de mois, et non plus l'âge atteint au 31 décembre, afin de se rapprocher de l'âge courant des demandeurs d'emploi.

Évolution mensuelle de la demande d'emploi par public depuis 2008 en Paca

(DEFM cat.A, B, C, données CVS, base 100 au 31/12/2007)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

Répartition et évolution annuelle de la demande d'emploi par département et par zone d'emploi

(DEFM cat. A, B, C, données brutes au 31/12/2012)

	Effectifs	Part (%)	Évolution annuelle (en %)					
			Ensemble DEFM cat. A, B, C	Moins de 25 ans*	50 ans et plus*	Femmes	Inscrits depuis un an et plus	Inscrits depuis deux ans et plus
Par département								
Alpes-de-Haute-Provence	13 223	3,3	10,4	13,0	17,0	9,2	19,7	19,4
Hautes-Alpes	9 685	2,4	10,0	7,7	18,6	8,5	15,8	18,3
Alpes-Maritimes	80 622	20,0	10,1	9,2	16,6	9,6	18,9	22,6
Bouches-du-Rhône	170 331	42,2	5,6	4,9	14,1	4,4	8,8	11,3
Var	79 233	19,6	6,5	5,2	13,5	5,0	13,0	17,9
Vaucluse	50 542	12,5	8,0	6,6	14,3	6,6	11,9	21,2
Par zone d'emploi								
9301-Digne-les-Bains	5 577	1,4	11,6	9,2	14,8	10,7	24,5	29,4
9302-Manosque	7 177	1,8	9,1	15,9	16,7	8,7	14,8	14,7
9303-Briançon	2 468	0,6	14,8	15,7	31,1	12,3	22,8	18,5
9304-Gap	7 311	1,8	10,0	6,3	18,0	7,8	15,5	17,5
9305-Cannes-Antibes	31 893	7,9	9,5	10,7	16,0	9,6	16,5	22,1
9306-Menton-Vallée de la Roya	5 439	1,3	9,6	12,7	15,0	8,0	18,7	23,9
9307-Nice	45 083	11,2	10,8	8,8	17,4	10,0	20,8	22,6
9308-Aix-en-Provence	28 325	7,0	8,1	9,2	14,9	7,4	9,4	14,6
9309-Arles	8 116	2,0	6,6	8,2	12,2	4,9	15,8	12,4
9310-Marseille-Aubagne	114 295	28,3	5,4	4,1	14,6	4,7	8,7	11,1
9311-Istres-Martigues	11 780	2,9	3,9	7,0	9,6	1,3	5,4	6,4
9312-Salon-de-Provence	10 793	2,7	7,0	4,6	15,8	4,0	13,6	20,2
9313-Dragnignan	9 106	2,3	8,8	11,0	19,1	7,5	15,7	22,8
9314-Fréjus-Saint-Raphaël	15 593	3,9	5,8	2,5	10,8	4,4	15,8	18,8
9315-Toulon	46 428	11,5	6,7	5,3	13,7	5,0	11,8	15,8
9316-Cavaillon-Apt	6 898	1,7	8,6	6,4	10,6	5,3	11,4	13,5
9317-Orange	8 602	2,1	5,2	4,7	12,5	3,6	12,2	21,0
9359-Avignon (partie Paca)	38 517	9,5	8,4	7,2	15,0	7,0	11,6	21,4
9300-Indéterminés	235	0,1	-	-	-	-	-	-
Paca	403 636	100,0	7,2	6,3	14,7	8,4	12,1	15,8
France métr.	4 689 799	-	8,6	8,7	15,0	7,7	12,8	13,5

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

* À partir de cette édition des Chiffres Clés, les statistiques de demandeurs d'emploi par tranche d'âge sont établies selon l'âge atteint en fin de mois, et non plus l'âge atteint au 31 décembre, afin de se rapprocher de l'âge courant des demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Demande d'emploi par département et par Zone urbaine sensible (ZUS) en Paca (DEFM au 31/12/2012)

	Commune	Quartier	
04	Digne-les-Bains	Le Pigonnier, Barbejas	
	Total ZUS 04		
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)		
05	Total DEFM du département (Pas de ZUS)		
06	Nice	Saint Augustin Saint Charles, Bon Voyage, Pasteur, Mont Gros	
		Trachel	
	Nice/Saint-André	L'Ariane	
	Vallauris	La Zaïne	
	Total ZUS 06		
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)		
13	Aix-en-Provence	Beisson Corsy Jas de Bouffan	
		Barriol Griffeuille	
	Arles	Trebon	
		Abeille, La Maurelle, Matagots	
	La Ciotat	Centre Fardeloup	
		Vallée de l'Huveaune : Rouguière, Saint Marcel	
	Marseille 10e et 11e	Air Bel	
	Marseille 11e et 12e	La Rose, Frais Vallon, Le Petit Séminaire	
	Marseille 12e et 13e	Malpassé, Saint Jérôme	
	Marseille 13e	Saint Barthélémy, Le Canet, Delorme Paternelle	
	Marseille 14e et 15e	Nord Littoral : Plan d'Aou, La Bricarde, La Castellanne, Le Vallon, Mourepiane	
	Marseille 15e et 16e	Quinzième Sud : Consolat, Viste, Aygalades	
		Saint Antoine Est : La Savine, Notre Dame Limite	
	Marseille 15e	L'Estaque, Saumaty	
	Marseille 16e	Centre Nord	
	Marseille 1er, 2e, 3e et 6e	Saint Mauront, Bellevue, Cabucelle	
	Marseille 3e et 15e	Les Hauts de Mazargues	
	Marseille 9e	Quartier Nord	
	Miramas	La Lèqe, Les Aïgues Douces	
	Port-de-Bouc	Les Amarantes Les Comtes	
		Vauban	
	Port-Saint-Louis-du-Rhône	La Monaque	
	Salon-de-Provence	Les Canourgues	
	Tarascon	Centre, Les Ferrages	
		Total ZUS 13	
		Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)	
	83	Fréjus	La Gabelle
La Seyne-sur-Mer		Quartiers Est : Les Mouissèques, La Rouve	
		Z.U.P. de Berthe	
Toulon		Centre Ancien	
		La Beaucaire	
		Le Jonquet, La Baume, Le Guynemer	
	Sainte Musse		
	Total ZUS 83		
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)		
84	Avignon	Croix des Oiseaux, Saint Chamand	
		Monclar	
		Quartiers Est : Saint Jean, Reine Jeanne, Grange d'Orel	
	Carpentras	Eléphant, Amandiers	
		Pous du Plan	
	Quartiers Nord : Fourchesvieilles, Portail Lançon, Aygues		
	Total ZUS 84		
	Total DEFM du département (ZUS et hors ZUS)		
Paca	Total ZUS Paca		
	Total DEFM de la région (ZUS et hors ZUS)		

Source : Insee - Traitement : Direccte/SESE

nd : non déterminé

DEFM catégorie A			DEFM catégories A, B, C					
Ensemble			Ensemble			Moins de 26 ans		
31/12/11	31/12/12	Évolution (%)	31/12/11	31/12/12	Évolution (%)	31/12/11	31/12/12	Évolution (%)
40	52	30,0	60	72	20,0	10	13	30,0
40	52	30,0	60	72	20,0	10	13	30,0
8 168	9 044	10,7	11 980	13 223	10,4	2 015	2 276	13,0
5 273	5 840	10,8	8 804	9 685	10,0	1 420	1 529	7,7
847	933	10,2	1 043	1 158	11,0	216	213	-1,4
1 572	1 756	11,7	1 983	2 239	12,9	416	439	5,5
730	839	14,9	936	1 063	13,6	148	170	14,9
891	961	7,9	1 101	1 175	6,7	249	243	-2,4
97	98	1,0	119	128	7,6	14	13	-7,1
4 137	4 587	10,9	5 182	5 763	11,2	1 043	1 078	3,4
55 415	60 876	9,9	73 203	80 622	10,1	10 406	11 363	9,2
100	104	4,0	139	134	-3,6	20	12	-40,0
124	132	6,5	161	163	1,2	19	18	-5,3
877	931	6,2	1 211	1 271	5,0	207	200	-3,4
458	476	3,9	579	611	5,5	119	112	-5,9
358	361	0,8	460	459	-0,2	88	85	-3,4
304	307	1,0	412	434	5,3	67	71	6,0
253	280	10,7	360	386	7,2	77	85	10,4
351	399	13,7	491	539	9,8	99	90	-9,1
91	108	18,7	121	139	14,9	31	37	19,4
939	967	3,0	1 227	1 252	2,0	271	224	-17,3
406	430	5,9	527	549	4,2	112	129	15,2
1 307	1 436	9,9	1 650	1 791	8,5	319	348	9,1
1 556	1 536	-1,3	1 907	1 916	0,5	392	364	-7,1
3 952	3 999	1,2	4 842	4 947	2,2	862	851	-1,3
1 268	1 312	3,5	1 618	1 687	4,3	301	312	3,7
1 766	1 891	7,1	2 240	2 405	7,4	369	414	12,2
1 411	1 490	5,6	1 762	1 859	5,5	332	353	6,3
318	324	1,9	447	435	-2,7	70	67	-4,3
6 138	6 324	3,0	8 029	8 200	2,1	1 001	970	-3,1
1 304	1 367	4,8	1 617	1 710	5,8	264	273	3,4
467	511	9,4	579	636	9,8	112	124	10,7
746	772	3,5	1 046	1 094	4,6	210	201	-4,3
275	281	2,2	385	373	-3,1	96	82	-14,6
86	88	2,3	127	125	-1,6	31	31	0,0
64	65	1,6	94	89	-5,3	15	15	0,0
60	nd	nd	90	nd	nd	23	nd	nd
151	160	6,0	226	235	4,0	42	32	-23,8
731	783	7,1	1 042	1 099	5,5	221	229	3,6
466	500	7,3	632	666	5,4	133	133	0,0
26 267	27 334	4,1	33 931	35 204	3,8	5 880	5 862	-0,3
117 077	123 271	5,3	161 348	170 331	5,6	24 146	25 339	4,9
315	336	6,7	415	436	5,1	122	107	-12,3
383	425	11,0	538	575	6,9	119	114	-4,2
807	957	18,6	1 079	1 223	13,3	262	313	19,5
959	904	-5,7	1 179	1 136	-3,6	192	163	-15,1
365	374	2,5	489	491	0,4	103	102	-1,0
185	165	-10,8	233	215	-7,7	48	42	-12,5
250	245	-2,0	335	330	-1,5	69	63	-8,7
3 264	3 406	4,4	4 268	4 406	3,2	915	904	-1,2
55 181	58 809	6,6	74 400	79 233	6,5	12 724	13 388	5,2
756	860	13,8	1 015	1 123	10,6	212	224	5,7
566	592	4,6	753	789	4,8	197	183	-7,1
510	596	16,9	699	786	12,4	139	165	18,7
178	178	0,0	239	240	0,4	43	48	11,6
175	177	1,1	245	237	-3,3	61	60	-1,6
320	350	9,4	451	465	3,1	105	92	-12,4
2 505	2 753	9,9	3 402	3 640	7,0	757	772	2,0
32 574	35 601	9,3	46 791	50 542	8,0	8 116	8 650	6,6
36 213	38 132	5,3	46 843	49 085	4,8	8 605	8 629	0,3
273 688	293 441	7,2	376 526	403 636	7,2	58 827	62 545	6,3

Les caractéristiques des inscriptions et des sorties des listes de Pôle emploi

Durée moyenne d'inscription à Pôle emploi depuis 2008

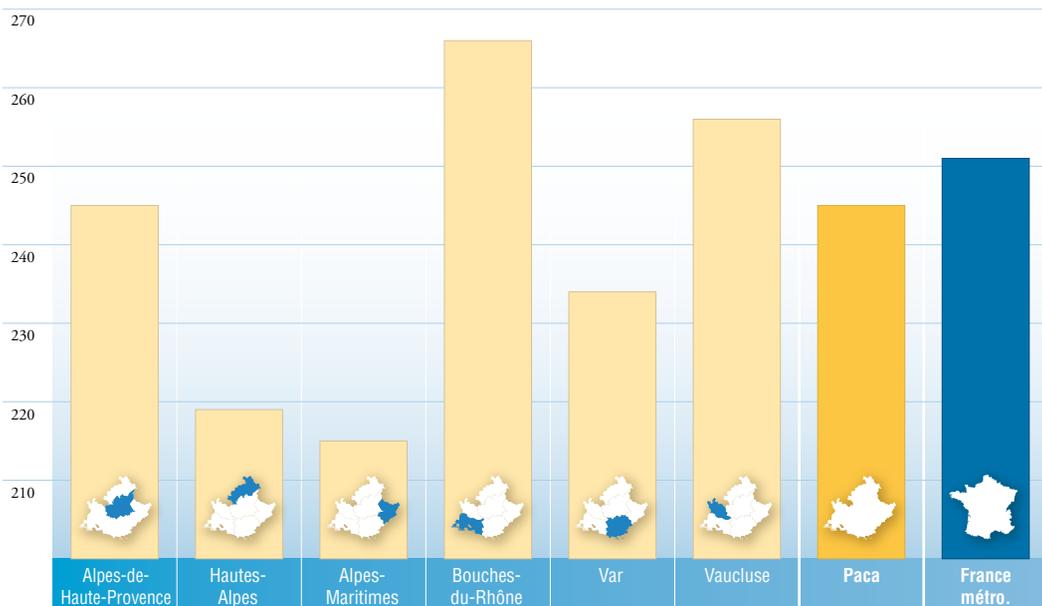
(Demandeurs d'emploi sortis de cat. A, B, C - Unité : nombre de jours)

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution annuelle 2011/2012 (nombre de jours)
Alpes-de-Haute-Provence	207	198	217	243	245	2
Hautes-Alpes	184	181	187	212	219	7
Alpes-Maritimes	181	168	182	205	215	10
Bouches-du-Rhône	240	217	217	254	266	12
Var	201	191	195	223	234	11
Vaucluse	214	200	210	237	256	19
Paca	214	197	203	234	245	12
France métropolitaine	209	195	218	245	251	7

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

Durée moyenne d'inscription à Pôle emploi en 2012

(Demandeurs d'emplois sortis de cat. A, B, C - Unité : nombre de jours)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

Motifs d'inscription à Pôle emploi (demandes d'emploi enregistrées cat. A, B, C, cumul sur l'année 2012)

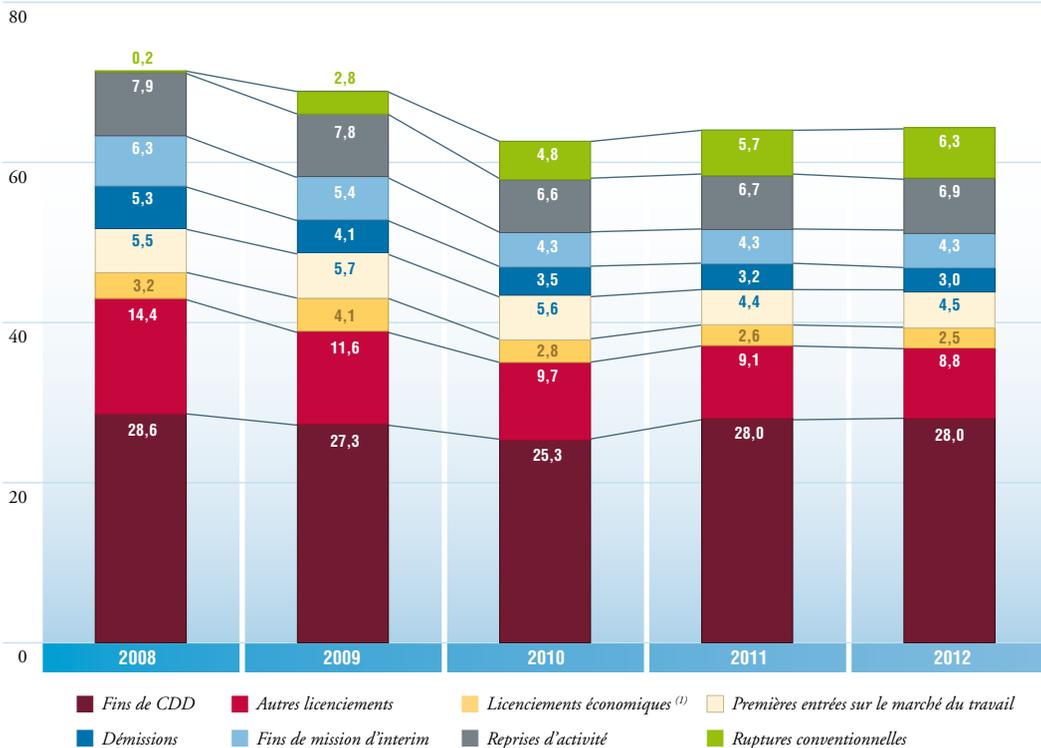
	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches du Rhône	Var	Vaucluse	Paca	Évolution sur un an du motif en Paca (%)
Licenciements économiques ⁽¹⁾	325	271	3 159	5 169	2 417	1 612	12 953	-6,0
Autres licenciements	1 071	747	11 963	17 295	9 812	4 665	45 553	-3,8
Démissions	555	440	4 007	5 501	3 592	1 719	15 814	-5,1
Fins de contrat à durée déterminée	5 781	6 721	33 231	48 249	33 789	17 611	145 382	-0,7
Fins de mission d'intérim	738	421	5 159	9 699	3 391	2 869	22 277	-0,1
Premières entrées sur le marché du travail	585	365	4 502	11 058	4 171	2 683	23 364	1,4
Reprises d'activité	1 273	1 064	7 054	14 598	7 044	4 774	35 807	2,2
Autres cas	6 012	4 498	44 609	96 625	40 789	25 960	218 493	0,4
<i>dont ruptures conventionnelles</i>	<i>937</i>	<i>801</i>	<i>7 239</i>	<i>13 303</i>	<i>6 442</i>	<i>3 802</i>	<i>32 524</i>	<i>9,7</i>
Ensemble	16 340	14 527	113 684	208 194	105 005	61 893	519 643	-0,5
Part du département (%)	3,1	2,8	21,9	40,1	20,2	11,9	100,0	-
Évolution sur un an des inscriptions (%)	0,5	1,6	0,1	-1,1	-0,5	-0,5	-0,5	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

(1) Y compris fins de CRP, de conventions de conversion et de PAP anticipés

Répartition des motifs d'inscription à Pôle emploi depuis 2008 en Paca

(demandes d'emploi enregistrées cat. A, B, C, cumulés annuels hors motif "autres cas", en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

(1) Y compris fins de CRP, de conventions de conversion et de PAP anticipés

Les caractéristiques des inscriptions et des sorties des listes de Pôle emploi

Sorties des listes de Pôle emploi (demandes d'emploi sorties cat. A, B, C, cumul sur l'année 2012)

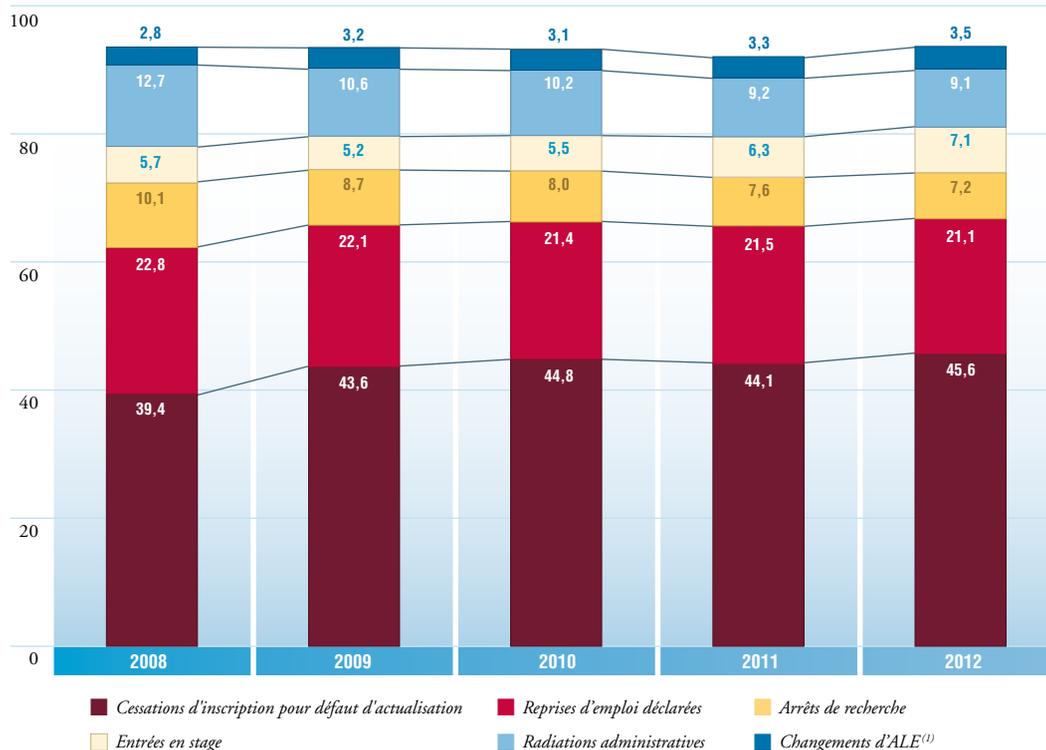
	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca	Évolution sur un an du motif en Paca (%)
Reprises d'emploi déclarées	3 516	4 272	25 182	33 897	25 116	10 842	102 825	-3,5
Entrées en stage	1 449	1 534	6 445	14 381	6 428	4 405	34 642	11,8
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	6 475	5 100	46 702	97 817	40 363	26 160	222 617	1,9
Arrêts de recherche	1 270	1 014	7 075	13 408	7 633	4 681	35 081	-7,1
Radiations administratives	1 053	514	9 656	17 212	10 431	5 717	44 583	-1,9
Autres cas	1 333	1 180	10 247	20 357	9 194	5 923	48 234	-13,5
<i>dont changements d'ALE⁽¹⁾</i>	572	537	3 339	6 284	3 881	2 323	16 936	2,9
Ensemble	15 096	13 614	105 307	197 072	99 165	57 728	487 982	-1,4
Part du département (%)	3,1	2,8	21,6	40,4	20,3	11,8	100,0	-
Évolution sur un an des sorties (%)	-1,0	1,9	-1,6	-2,0	-0,9	-0,7	-1,4	-

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

(1) ALE : agence locale pour l'emploi

Répartition des motifs de sortie de Pôle emploi depuis 2008 en Paca

(demandes d'emploi sorties cat. A, B, C, cumulés annuels hors motif "autres cas", en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

(1) ALE : agence locale pour l'emploi

Les demandeurs d'emploi bénéficiaires d'allocations d'assurance chômage, du régime de solidarité

	Assurance chômage ⁽¹⁾		Régime de solidarité ⁽²⁾		Ensemble		Évolution sur un an (%)		
		dont femmes (%)		dont femmes (%)		dont femmes (%)	Assurance chômage	Régime de solidarité	Ensemble
Alpes-de-Haute-Provence	8 226	52,4	1 021	48,9	9 247	52,0	5,6	19,1	6,9
Hautes-Alpes	6 584	51,3	667	47,8	7 251	51,0	7,4	15,0	8,1
Alpes-Maritimes	50 697	49,9	5 717	48,0	56 414	49,7	8,3	22,8	9,6
Bouches-du-Rhône	93 794	48,9	13 880	45,7	107 674	48,5	3,8	13,8	5,0
Var	50 206	52,1	5 772	47,8	55 978	51,7	7,5	16,2	8,3
Vaucluse	30 549	49,5	4 401	43,9	34 950	48,8	5,9	19,9	7,5
Paca	240 056	50,1	31 458	46,4	271 514	49,6	5,9	16,8	7,1
France métropolitaine	2 767 084	50,4	380 466	43,0	3 147 550	49,5	7,1	15,0	8,0

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

(1) allocation d'aide au retour à l'emploi y compris formation + allocation unique dégressive + allocation spécifique de reclassement + allocation de contrat de transition professionnelle + allocation de contrat de sécurisation professionnelle

(2) allocation spécifique de solidarité y compris formation + allocation temporaire d'attente + allocation équivalent retraite + allocation transitoire de solidarité

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi allocataires de l'assurance chômage et du régime de solidarité depuis 2010 (base 100 au 31/12/2009)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

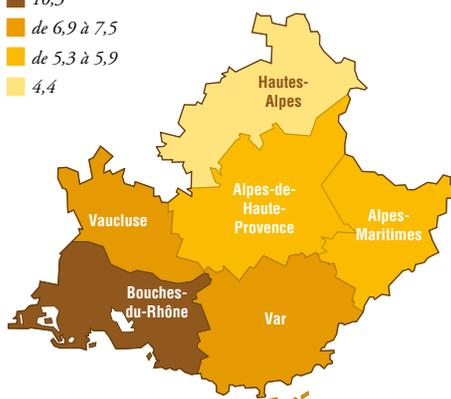
Les indemnisations des demandeurs d'emploi

Population couverte par le Revenu de Solidarité Active (RSA) au 31/12/2012

	Population couverte (1)	Part de la population couverte (2) (%)
Alpes-de-Haute-Provence	9 443	5,9
Hautes-Alpes	6 050	4,4
Alpes-Maritimes	57 256	5,3
Bouches-du-Rhône	203 570	10,3
Var	69 231	6,9
Vaucluse	40 689	7,5
Paca	386 239	7,9
France métropolitaine	4 082 866	6,5

Part pour 100 habitants :

- 10,3
- de 6,9 à 7,5
- de 5,3 à 5,9
- 4,4



Sources : CNAF, Insee - Traitement : Direccte/SESE

(1) Allocataires + conjoints + enfants

(2) Nombre de personnes couvertes / population légale 2010

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA depuis juin 2010

(base 100 au 30/06/2010)



Sources : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA au 31/12/2012

	Bénéficiaires RSA socle seul (1)	Bénéficiaires RSA activité seul (2)	Bénéficiaires RSA socle et activité (2)	Ensemble des bénéficiaires RSA (3)	Part dans l'ensemble des DE (4) (%)	Part dans l'ensemble des entrées (%)	Part dans l'ensemble des sorties (%)
Alpes-de-Haute-Provence	1 013	361	319	1 693	12,8	12,2	12,6
Hautes-Alpes	607	206	142	955	9,9	10,1	5,5
Alpes-Maritimes	7 579	1 637	1 430	10 646	13,2	10,7	13,8
Bouches-du-Rhône	25 935	4 881	3 799	34 615	20,3	19,0	22,1
Var	8 307	2 246	1 677	12 230	15,4	13,2	13,3
Vaucluse	4 664	1 335	1 265	7 264	14,4	13,4	17,1
Paca	48 105	10 666	8 632	67 403	16,7	14,9	16,8
France métropolitaine	482 818	131 019	96 704	710 541	15,2	14,3	16,3

Sources : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

(1) Anciennement RMI et API. Les bénéficiaires sont sans activité

(2) Les personnes actives peuvent bénéficier du RSA activité seulement ou cumulé au RSA socle.

(3) Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (données brutes)

(4) DE : demandeurs d'emploi

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi

Offres d'emploi collectées par Pôle emploi par secteur d'activité en 2012

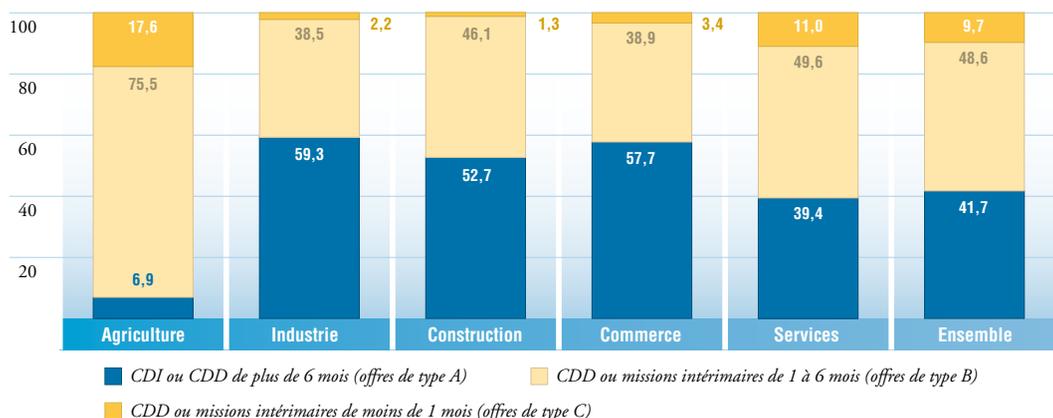
		Secteurs d'activité ⁽¹⁾					Ensemble
		Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Services	
Alpes-de-Haute-Prov.	Ensemble	168	344	297	758	4 523	6 092
	Évolution sur un an (%)	-68,7	22,0	-12,6	-8,8	-16,7	-17,9
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	16	166	128	324	1 301	1 937
	Évolution sur un an (%)	-36,0	23,9	-19,5	-18,8	-21,7	-18,5
Hautes-Alpes	Ensemble	234	202	213	607	6 148	7 405
	Évolution sur un an (%)	-34,1	-17,6	-21,1	-25,7	2,6	-3,6
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	10	75	77	265	1 556	1 983
	Évolution sur un an (%)	11,1	-29,2	-31,9	-24,7	3,7	-4,7
Alpes-Maritimes	Ensemble	99	1 855	1 659	5 736	59 576	68 928
	Évolution sur un an (%)	-42,4	-21,4	-28,1	-19,9	-7,2	-9,6
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	24	1 108	943	3 265	23 100	28 440
	Évolution sur un an (%)	-29,4	-14,8	-31,6	-19,5	1,0	-4,0
Bouches-du-Rhône	Ensemble	2 383	5 699	3 202	12 079	88 318	111 690
	Évolution sur un an (%)	-5,3	-1,6	-25,4	-20,4	-8,7	-10,3
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	198	3 540	1 775	7 674	38 389	51 577
	Évolution sur un an (%)	55,9	-2,2	-28,3	-16,9	-6,2	-8,6
Var	Ensemble	1 568	1 871	2 238	4 997	31 728	42 410
	Évolution sur un an (%)	-9,3	-16,5	-25,9	-7,1	-3,1	-6,0
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	114	1 095	1 179	2 781	12 127	17 301
	Évolution sur un an (%)	-13,6	-22,5	-29,1	-5,7	-4,6	-8,3
Vaucluse	Ensemble	2 642	1 346	1 129	3 296	23 187	31 609
	Évolution sur un an (%)	-24,7	-15,9	-24,4	-22,4	-13,3	-15,9
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	124	726	501	1 536	7 718	10 610
	Évolution sur un an (%)	-20,5	-20,2	-28,8	-28,3	-11,2	-15,8
Paca	Ensemble	7 094	11 317	8 738	27 473	213 480	268 134
	Évolution sur un an (%)	-19,6	-9,6	-25,5	-18,3	-7,9	-10,2
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	486	6 710	4 603	15 845	84 191	111 848
	Évolution sur un an (%)	0,6	-10,3	-29,1	-17,2	-4,7	-8,3
France métropolitaine	Ensemble	116 966	182 121	111 535	307 525	2 243 526	2 962 390
	Évolution sur un an (%)	-18,4	-15,7	-18,0	-17,0	-10,0	-11,8
	<i>Dont offres de type A ⁽²⁾</i>	7 346	101 811	63 317	174 122	914 972	1 262 052
	Évolution sur un an (%)	-15,9	-14,9	-18,4	-18,1	-8,3	-10,9

Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

(1) Nomenclature économique de synthèse en 5 postes

(2) Offres d'emploi de "type A" : CDI ou CDD de plus de 6 mois

Offres d'emploi collectées par Pôle emploi par secteur d'activité et par type d'offres en 2012 en Paca (en %)



Source : Statistiques du Marché du Travail-Pôle emploi - Traitement : Direccte/SESE

Les principales actions des politiques d'aide à l'emploi

Entrées dans les principaux dispositifs d'aide à l'emploi en 2012 (données provisoires)



	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes
Emploi marchand aidé		
Exonérations de cotisations sociales et primes à l'embauche ⁽¹⁾	1 163	1 202
<i>dont Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi (CUI-CIE)</i>	93	109
Contrats en alternance	1 002	784
Contrat de professionnalisation	192	263
<i>dont contrat de professionnalisation jeunes</i>	142	218
Contrat d'apprentissage	860	566
Insertion par l'économique ⁽²⁾	13	50
Aide à la création d'entreprises		
Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (ACCRE)	537	418
Dispositif nouvel accompagnement pour la création ou la reprise d'entreprises : nombre de primo-accédants	nd	nd
Emploi non marchand aidé		
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE)	1 145	1 066
Emploi d'Avenir	5	12
Apprentis du secteur public	37	23
Validation des acquis de l'expérience ⁽³⁾	10	26
Accompagnement des jeunes		
Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	279	222

Sources : Dares, Direccte, ASP - Traitement : Direccte/SESE

(1) Elles concernent les jeunes, les chômeurs de longue durée et les autres exonérations de cotisations sociales et primes à l'embauche

(2) Embauches en entreprise d'insertion (régime de l'aide forfaitaire)

(3) Nombre de dossiers recevables pour un titre du ministère de l'emploi

nd : non déterminé

ns : non significatif

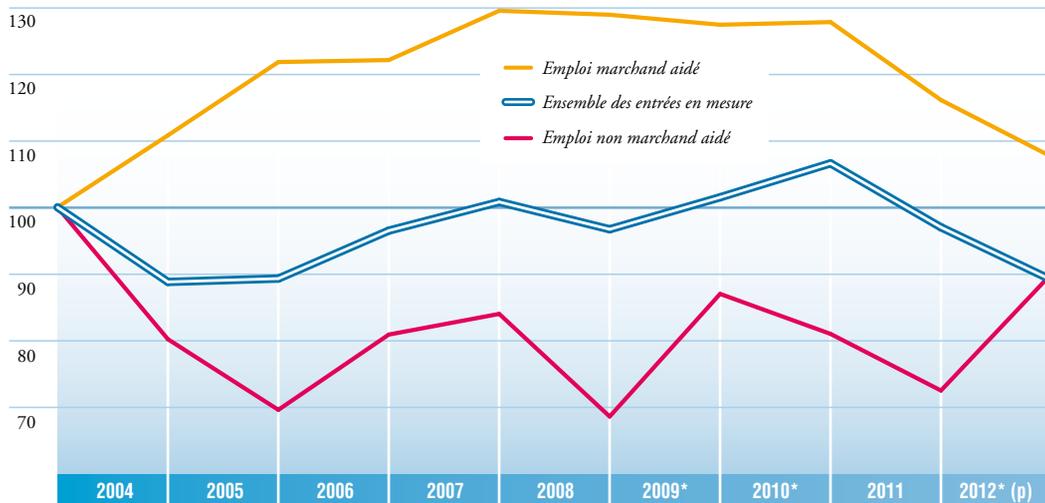


Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca		France métropolitaine	
				Effectif	Évolution sur un an (%)	Effectif	Évolution sur un an (%)
4 223	6 376	6 532	2 590	22 086	ns	213 517	ns
450	1 581	733	371	3 337	-10,1	51 633	-3,2
6 496	13 590	6 317	3 914	32 103	-1,8	414 843	-3,1
2 941	5 632	2 012	1 185	12 225	-12	150 952	-11,5
2 390	4 505	1 669	1 006	9 930	-10,5	121 111	-10,4
4 106	9 085	4 648	2 908	22 173	3,7	293 732	1,1
155	765	242	134	1 359	-3,3	27 793	1,9
4 411	5 315	3 921	2 216	16 818	-22,5	147 189	-27,3
nd	nd	nd	nd	1 928	3,3	17 381	3,7
4 940	17 586	7 131	4 729	36 597	23,7	399 987	12,2
17	52	59	11	156	ns	1 224	ns
137	221	84	34	536	19,4	9 155	5,7
151	365	123	98	773	-10,5	7 277	-4,3
1 598	4 098	1 965	1 262	9 424	-13,0	132 594	-16,9

Les principales actions des politiques d'aide à l'emploi

Évolution des politiques publiques de l'emploi depuis 2004 en Paca

(Nombre d'entrées dans les dispositifs, base 100 au 31/12/2003)



Source : Dares - Traitement : Direccte/SESE

* Hors mesures zéro change pour les TPE en 2009, 2010 et 2012

(p) Données provisoires en 2012

Théma n° 34

Les contrats d'apprentissage en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan 2011

Direccte Paca - SESE, Avril 2013

" Après deux années de repli, le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage progresse en Paca en 2011 : +1,3 % par rapport à 2010. Le nombre d'apprentis rejoint ainsi son niveau d'avant-crise de 2007 pour atteindre 21 400 contrats dans le secteur marchand. Toutefois, cette évolution annuelle est deux fois moins rapide que celle observée à l'échelon national (+2,5 %). [...]"

Pour consulter cette publication en ligne :

www.paca.direccte.gouv.fr/politiques-de-l'emploi,9118.html

Rubrique Etudes et Statistiques > Les publications > Politiques de l'emploi

Théma n° 34
Les contrats d'apprentissage en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan 2011
 Après deux années de baisse, le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage rejoint son niveau d'avant-crise

Flux annuels des nouveaux contrats d'apprentissage embauchés depuis 2007 en Paca et en France

Année	Paca	France
2007	100	100
2008	115	115
2009	92	92
2010	92	92
2011	103	105

Source : Ministère de l'Économie, du Développement et de l'Énergie / Direction Générale des Données Économiques

En 2011, le nombre de contrats d'apprentissage rejoint son niveau d'avant-crise

Après deux années de repli, le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage progresse en Paca en 2011 : +1,3 % par rapport à 2010. Le nombre d'apprentis rejoint ainsi son niveau d'avant-crise de 2007 pour atteindre 21 400 contrats dans le secteur marchand. Toutefois, cette évolution annuelle est deux fois moins rapide que celle observée à l'échelon national (+2,5 %).

Deux secteurs contribuent à cette progression : les services, principal employeur d'apprentis, et, dans une moindre mesure, l'agriculture. En revanche, industrie et la construction surtout, secteur qui concentre traditionnellement des établissements de petite taille, sont moins bien représentés qu'en 2010. Conséquemment, la part des apprentis embauchés dans les petits établissements diminue.

Qu'ils choisissent de se former dans le domaine des services ou dans celui de la production, les apprentis de la région travaillent en fine d'avantage dans le secteur des services qu'en France. Les filles en particulier, bien que minoritaires, s'orientent et se forment très majoritairement dans ce secteur.

Par ailleurs, si le niveau de diplôme préparé par l'ensemble des apprentis s'éleve en Paca, ces derniers restent beaucoup moins présents dans l'enseignement supérieur qu'en France.

Tout comme au niveau national, la durée moyenne du contrat d'apprentissage en Paca est de 21 mois en 2011. Elle est plus élevée pour les apprentis qui préparent un baccalauréat ou un brevet professionnel.

En 2011, le nombre de contrats d'apprentissage rejoint son niveau d'avant-crise

Au cours de l'année 2011, le nombre de bénéficiaires de contrats d'apprentissage en Paca a progressé de 1,3 % par rapport à l'année précédente pour s'élever à 21 400, soit un niveau proche de l'avant-crise de 2007 (illustration 1). Cette progression fait suite à deux années consécutives de régression : -15,6 % en 2009 contre -3,4 % au niveau national et -24,4 % en 2010 contre -0,1 % pour la France. Elle a probablement été encouragée par le rattrapage des flux de mobilisation pour l'emploi du 1^{er} mars 2011 (illustration 2). Au niveau national, la progression annuelle de 2011 est toutefois deux fois plus rapide : +2,5 %.

Seuls les départements de Var et des Bouches-du-Rhône ont enregistré des progressions annuelles : +12,3 % et +5,8 % respectivement. En revanche, le nombre d'apprentis reste stable dans les Alpes-de-Haute-Provence et recule notamment dans le Nord-Pas-de-Calais (-8,8 %), les Alpes-Maritimes (-10,3 %) et les Hauts-Alpes (-13,0 %).

Caractéristiques des contrats en alternance en 2012 en Paca

	Apprentissage	Contrat de professionnalisation
Répartition selon le secteur d'activité (en %)		
Agriculture	1,6	0,3
Industrie	16,1	9,7
Construction	20,9	7,4
Tertiaire	61,4	82,6
Effectif médian salarié de l'entreprise ⁽¹⁾	5	11
Âge médian (en années)	18	22
Répartition selon le sexe (en %)		
Hommes	67,3	45,7
Femmes	32,7	54,3
Répartition selon le diplôme le plus élevé obtenu (en %)		
Diplôme de l'enseignement supérieur long	2,9	11,1
Diplôme de l'enseignement supérieur court	3,8	16,3
Bac ou brevet professionnel	15,1	44,3
CAP - BEP	24,3	16,8
Aucun diplôme, brevet des collèges	53,9	11,5
Répartition selon la spécialité de formation (en %)		
Domaines de la production	59,3	16,8
Domaines des services	40,7	83,2

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, Dares - Traitement : Direccte/SESE

(1) En 2012, 50 % des entreprises qui ont embauché des apprentis ont moins de 5 salariés tandis que 50 % ont plus de 5 salariés en Paca.

Caractéristiques des contrats en alternance en 2012 en France ⁽¹⁾

	Apprentissage	Contrat de professionnalisation
Répartition selon le secteur d'activité (en %)		
Agriculture	2,9	0,3
Industrie	20,5	13,2
Construction	19,0	6,3
Tertiaire	57,6	80,3
Effectif médian salarié de l'entreprise	7	25
Age médian (en années)	18	22
Répartition selon le sexe (en %)		
Hommes	66,2	48,5
Femmes	33,8	51,5
Répartition selon le diplôme le plus élevé obtenu (en %)		
Diplôme de l'enseignement supérieur long	6,6	14,2
Diplôme de l'enseignement supérieur court	8,9	18,9
Bac ou brevet professionnel	21,5	37,6
CAP - BEP	21,3	18,2
Aucun diplôme, brevet des collèges	41,6	11,2
Répartition selon la spécialité de formation (en %)		
Domaines de la production	56,9	18,4
Domaines des services	43,1	81,6

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, Dares - Traitement : Direccte/SESE

(1) Champ : France entière

La formation professionnelle

Accès à la formation selon la taille des entreprises et par département en 2011 en Paca

	Nombre d'entreprises	Nombre de salariés	Nombre de stagiaires	Taux d'accès à la formation ⁽¹⁾ (en %)	Nombre total d'heures de stage (en milliers)	Montant des salaires versés (en millions d'€)	Montant des dépenses consenties à la formation (en millions d'€)	Taux de participation ⁽²⁾ (en %)
Par taille des entreprises								
10 à 19 salariés	1 577	22 944	4 323	18,8	241	711	9	1,3
20 à 49 salariés	1 811	59 606	17 564	29,5	423	1 798	33	1,8
50 à 249 salariés	949	97 410	49 416	50,7	1 069	2 975	67	2,3
250 à 499 salariés	133	45 679	26 698	58,5	643	1 336	38	2,9
500 à 1 999 salariés	109	104 480	55 260	52,9	1 527	3 240	93	2,9
2 000 salariés et plus	23	378 889	46 979	12,4	1 281	2 672	87	3,3
Par département								
Alpes-de-Haute-Prov.	164	7 181	3 147	43,8	87	191	4	2,0
Hautes-Alpes	188	7 664	2 570	33,5	56	196	4	1,9
Alpes-Maritimes	837	79 577	35 464	44,6	930	2 396	63	2,7
Bouches-du-Rhône	2085	532 439	125 722	23,6	3 185	7 653	198	2,6
Var	771	42 012	16 460	39,2	483	1 137	29	2,6
Vaucluse	557	40 135	16 877	42,1	444	1 158	29	2,5
Paca	4 602	709 008	200 240	28,2	5 184	12 732	328	2,6

Source: Direccte-Pactole - Traitement : Direccte/SESE

(1) Taux d'accès à la formation = (nombre de stagiaires / nombre de salariés)*100

(2) Taux de participation = (dépenses consenties / salaires versés)*100

Taux de participation des entreprises à la formation professionnelle par département et par secteur d'activité en 2011

Secteurs d'activité ⁽¹⁾ où la participation est la plus élevée	Taux de participation ⁽²⁾ (en %)
Métallurgie	5,5
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	4,6
Fabrication d'autres matériels de transport	4,0
Captage, traitement et distribution d'eau	3,9
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	3,5
Secteurs d'activité ⁽¹⁾ où la participation est la plus faible	Taux de participation ⁽²⁾ (en %)
Activités créatives, artistiques et de spectacle	1,4
Activités de poste et de courrier	1,4
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	1,3
Services de soutien aux industries extractives	1,2
Sylviculture et exploitation forestière	1,1
Ensemble tous secteurs	2,6

Source: Direccte-Pactole - Traitement : Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 88 postes (NFA88)

(2) Taux de participation = (dépenses consenties / salaires versés)*100

Répartition des stagiaires selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle en 2011 en Paca (en %)

	Alpes-de-Haute-Prov.	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
Hommes	43,5	59,1	59,2	58,8	57,0	60,9	58,6
Femmes	56,5	40,9	40,8	41,2	43,0	39,1	41,4
Ouvriers	21,0	26,1	20,5	21,1	20,9	27,0	21,6
Employés	36,7	40,5	30,2	30,3	34,3	24,2	30,3
Agents de maîtrise	19,8	20,5	22,8	24,6	24,7	27,8	24,4
Ingénieurs et cadres	20,6	11,5	25,1	22,2	18,1	17,7	21,8
Autres	1,9	1,4	1,4	1,8	2,0	3,2	1,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Direccte-Pactole - Traitement : Direccte/SESE

Répartition des stagiaires ayant bénéficié d'un Droit individuel à la formation (DIF) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2011 en Paca

	Nombre de salariés potentiels	Nombre de salariés en formation	Part des salariés en formation (en %)	Nombre total d'heures de stage (en milliers)	Nombre d'heures par salarié en formation
Ouvriers	146 009	2 807	1,9	75	26,7
Employés	133 017	9 760	7,3	140	14,3
Agents de maîtrise	82 620	7 280	8,8	185	25,5
Ingénieurs et cadres	74 604	6 823	9,1	160	23,4
Ensemble	438 637	27 323	6,2	567	20,8

Source: Direccte-Pactole - Traitement : Direccte/SESE

Répartition du volume d'heures-stagiaires par catégorie, réalisées par les Organismes de Formation (OF) en 2011 en Paca (données provisoires, en %)

	Salariés		Demandeurs d'emploi	Particuliers	Autres	Total
	Ensemble	dont contrats en alternance				
Total OF privés	66,1	6,3	15,3	7,5	11,1	100,0
Total OF publics	31,6	7,1	41,5	13,0	13,8	100,0
Total OF parapublics	41,8	6,3	47,9	4,8	5,5	100,0
Ensemble	61,4	6,4	19,4	8,0	11,2	100,0

Source: Direccte-Pactole - Traitement : Direccte/SESE

Origine du chiffre d'affaire annuel des organismes de formation, réalisé au titre de la Formation professionnelle continue (FPC) en 2011 en Paca (en milliers d'Euros)

Provenance	Entreprises	Organismes collecteurs des fonds de la FPC	Pouvoirs publics	Contrats conclus avec des particuliers	Contrats conclus avec d'autres organismes de formation	Autres produits	Total
Organisme de formation							
Travailleurs indépendants	10 212	7 556	3 012	3 146	6 916	1 055	31 896
EURL	6 250	6 146	1 655	2 016	1 670	388	18 125
SARL	75 249	51 874	24 043	17 923	10 501	9 071	188 660
SA	48 657	10 517	8 175	2 499	1 366	1 675	72 888
Association loi 1901	33 708	35 079	77 488	16 583	4 244	7 822	184 924
Autres catégories	58 206	15 559	22 053	8 845	3 255	14 547	122 466
Total OF privés	232 282	126 731	136 427	51 011	27 952	44 558	618 960
Education nationale (dont GRETA, Grandes écoles / Université)	8 945	7 700	18 445	3 865	296	3 875	43 126
Ets Ministère de la santé	262	198	574	30	5	44	1 112
Ets Ministère de l'Agriculture	154	354	1 286	3	22	19	1 838
Autres Ets Publics	3 441	2 477	18 528	2 975	1 488	2 428	31 337
Total OF publics	12 801	10 730	38 833	6 873	1 811	6 366	77 413
Organismes Consulaires	2 330	5 333	4 170	1 874	38	287	14 032
Centres AFPA	3 077	6 901	11 320	151	nd	nd	21 449
Total OF parapublics	5 406	12 234	15 490	2 026	38	287	35 482
Total général	250 489	149 695	190 750	59 910	29 801	51 211	731 855

Source: Direccte-Pactole - Traitement : Direccte/SESE
nd : non déterminé

L'activité partielle

Activité partielle décisionnée entre 2010 et 2012 (données aux T3 de chaque année)

	Nombre d'heures consommées			Évolution annuelle (%)	Effectifs au chômage partiel ⁽¹⁾			Montants consommés ⁽²⁾ (en €)		
	T3 2010	T3 2011	T3 2012		T3 2011/ T3 2012	T3 2010	T3 2011	T3 2012	T3 2010	T3 2011
Alpes-de-Haute-Provence	2 668	(s)	(s)	(s)	15	(s)	(s)	10 254	(s)	(s)
Hautes-Alpes	2 433	(s)	(s)	(s)	15	(s)	(s)	9 359	(s)	(s)
Alpes-Maritimes	20 445	8 998	11 595	28,9	140	58	61	78 562	34 577	56 139
Bouches-du-Rhône	27 458	16 785	22 054	31,4	254	124	178	103 891	63 708	105 181
Var	141 635	3 710	7 952	114,3	640	41	108	541 447	14 249	38 577
Vaucluse	10 776	5 681	21 477	278,0	109	31	89	40 864	21 825	120 620
Paca	205 415	37 838	67 690	78,9	1 172	292	470	784 377	144 592	342 855
France métr.	3 253 359	2 010 502	3 289 594	63,6	38 292	24 211	35 933	11 710 709	7 144 738	14 975 286

Sources : DGEFP, extraction Silex, exploitation Dares

(2) hors conventions FNE et APLD (activité partielle de longue durée)

(1) moyenne mensuelle par trimestre du nombre de salariés ayant effectué du chômage partiel

(s) secret statistique

Évolution trimestrielle du nombre d'heures consommées d'activité partielle depuis 2008

(données brutes trimestrielles, base 100 au T1 2008)



Sources : DGEFP, extraction Silex, exploitation Dares - Traitement : Direccte/SESE

Les 10 principaux secteurs utilisateurs d'activité partielle en Paca (heures effectives, année glissante)

Secteurs d'activité ⁽¹⁾	T4-2011 au T3-2012	T4-2010 au T3-2011	Évolution annuelle (%)	Poids du secteur au T3 2012 (%)
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	89 487	178 974	-50,0	18,7
Métallurgie	83 217	166 434	-50,0	17,4
Travaux de construction spécialisés	43 845	85 723	-48,9	9,2
Restauration	43 053	84 807	-49,2	9,0
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motos	22 941	44 065	-47,9	4,8
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motos	21 227	41 332	-48,6	4,4
Culture et production animale, chasse et services annexes	19 575	39 150	-50,0	4,1
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	12 376	23 405	-47,1	2,6
Industries alimentaires	11 902	23 204	-48,7	2,5
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	9 824	19 648	-50,0	2,1
Tous secteurs confondus	478 690	944 705	-49,3	100,0 ⁽²⁾

Source : Direccte-Sinapse - Traitement : Direccte/SESE

(1) Nomenclature d'activité française en 88 postes (NAF88)

(2) Le total ne porte pas sur les 15 principaux secteurs utilisateurs d'activité partielle mais sur l'ensemble des secteurs.

Les accidents du travail et les maladies professionnelles

Accidents du travail par département

	2010		2011	
	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence ⁽¹⁾	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence ⁽¹⁾
Alpes-de-Haute-Provence	1 465	42,9	1 374	39,3
Hautes-Alpes	1 576	45,1	1 505	43,8
Alpes-Maritimes	9 702	31,3	10 746	33,2
Bouches-du-Rhône	21 678	38,6	21 588	37,4
Var	9 749	47,2	9 394	44,7
Vaucluse	6 283	46,2	6 263	44,8
Paca	50 453	39,4	50 870	38,5
France	658 847	36,0	669 914	36,2

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (Carsat Sud-Est).

(1) Indice de fréquence = (nombre d'accidents avec arrêt x 1 000) / nombre de salariés

Ces données concernent la région Paca seule, après déduction des résultats de la Corse, et n'incluent pas les accidents des activités de "Bureaux" et les "Catégories particulières".

Accidents du travail par secteur d'activité en Paca

Secteurs d'activité (comités techniques nationaux)	2010			2011				
	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence	Taux de gravité ⁽³⁾	Accidents avec arrêt	Indice de fréquence		Taux de gravité ⁽³⁾	
					Indice 2011	Évolution annuelle en points	Taux 2011 (en %)	Évolution annuelle en points
Métallurgie	3 260	34,8	1,4	3 042	32,3	-2,5	1,4	0,0
Bâtiment et travaux publics	8 585	71,7	3,9	8 496	70,0	-1,7	3,8	-0,1
Transports, eau gaz électricité, livre, communication	7 484	49,4	2,6	7 641	49,0	-0,4	2,6	0,0
Alimentation	9 749	49,8	2,2	9 934	50,3	0,5	2,3	0,1
Chimie, caoutchouc, plasturgie	619	26,9	1,1	564	24,2	-2,7	1,1	0,0
Bois ameublement, papier cartons, textile, vêtement, cuirs et peaux, pierres et terres à feu	1 119	51,9	2,4	1 047	49,0	-2,9	2,2	-0,2
Commerces non alimentaires	4 918	28,1	1,4	4 948	27,7	-0,4	1,4	0,0
Activités de services 1 ⁽¹⁾	2 992	11,7	0,4	3 011	11,2	-0,5	0,5	0,1
Activités de services 2 et travail temporaire ⁽²⁾	11 727	47,5	2,5	12 187	47,0	-0,5	2,6	0,1
Paca tous secteurs	50 453	39,4	1,9	50 870	38,5	-0,9	1,9	0,0

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (Carsat Sud-Est)

(1) Activités de services 1 : Activités financières, cabinets d'études, assurances, recherche publique, administrations locales, accueil à domicile, sécurité sociale, bureaux d'essai, organismes de formation.

(2) Activités de services 2 : Travail temporaire, nettoyage et désinfection, professions de santé, vétérinaires, action sociale, organisations économiques sociales et culturelles, services aux personnes et à la collectivité.

(3) Taux de gravité = (nombre de journées perdues par incapacité temporaire x 1 000) / nombre d'heures travaillées.

Évolution annuelle de l'indice de fréquence des accidents du travail avec arrêt depuis 2001

55



Source : Carsat Sud-Est - Traitement : Direccte/SESE

Maladies professionnelles en Paca ⁽¹⁾

Nombre de maladies indemnisées par département (Urssaf de rattachement)	2010	2011
Alpes-de-Haute-Provence	80	85
Hautes-Alpes	80	90
Alpes-Maritimes	500	554
Bouches-du-Rhône	1 153	1 263
Var	645	648
Vaucluse	334	408
Paca	2 792	3 048
dont les 4 maladies les plus fréquentes :		
<i>Affections périarticulaires (MP 57)</i>	1 884	2 132
<i>Affections consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante (MP 30 et 30 bis)</i>	509	532
<i>Affections du rachis lombaire (MP 97 et 98)</i>	167	184
<i>Surdité provoquée par des bruits lésionnels (MP 42)</i>	76	85

Source : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Sud-Est (Carsat Sud-Est)

(1) Maladies professionnelles ayant donné lieu à un premier versement d'indemnités journalières ou incapacités permanentes

Pour en savoir plus



Statistiques Paca Corse 2011 - Santé & Sécurité au travail

CARSAT Sud-Est, Direction des Risques Professionnels
35, rue George
13386 Marseille cedex 20
www.carsat-sudest.fr
(espace entreprises)



Tableau de bord régional Paca 2010 Santé, sécurité, conditions de travail

Observatoire Régional de la Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur
23, rue Stanislas Torrents
13006 Marseille
www.sesstim-orspaca.org

Les élections aux comités d'entreprise

Derniers résultats sur 2 ans

Les **comités d'entreprise et d'établissement** sont élus à partir d'un seuil de 50 salariés atteint sur 12 mois, consécutifs ou non, au cours des 3 années précédentes. Ils peuvent être élus à un effectif inférieur lorsque ce dernier est fixé par convention ou accord collectif. Elus tous les 2 ans jusqu'en août 2005, ils sont depuis élus pour 4 ans sauf durée inférieure prévue par accord collectif (loi du 2 août 2005).

Pour cette raison, les données ci-dessous sont les **dernières disponibles sur un cycle complet de 2 ans**. Les prochains résultats portent sur un cycle électoral

de 4 ans. La loi du 20 août 2008 modifiant les règles de la représentativité syndicale a fixé la première mesure de l'audience syndicale au niveau national interprofessionnel et au niveau des branches en **mars 2013**.

Ces données incluent les **délégations uniques du personnel** résultant d'une fusion des élections du comité d'entreprise et des délégués du personnel, décidée par l'employeur après consultation des représentants du personnel dans les entreprises de moins de 200 salariés.

Comités d'entreprise et d'établissement élus en Paca (résultats cumulés sur 2 ans)



	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
2002-2003	49	34	357	709	180	192	1 521
2004-2005	56	35	395	795	189	190	1 660
2005-2006	52	34	401	815	153	155	1 610

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Dares - Traitement : Direccte/SESE

Répartition des suffrages exprimés par syndicat en Paca (en %)

	CFDT	CFE / CGC	CFTC	CGT	FO	Autres	Non syndiqués
2002-2003	17,9	6,9	6,3	24,5	19,3	7,1	18,0
2004-2005	16,2	8,0	6,5	24,7	18,7	6,9	19,0
2005-2006	16,4	7,6	7,4	23,7	18,0	7,7	19,1

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Dares - Traitement : Direccte/SESE

Répartition des suffrages exprimés par syndicat en France (en %)

	CFDT	CFE / CGC	CFTC	CGT	FO	Autres	Non syndiqués
2005-2006	20,3	6,5	6,8	22,9	12,7	8,2	22,6

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Dares

CFDT : Confédération française démocratique du travail

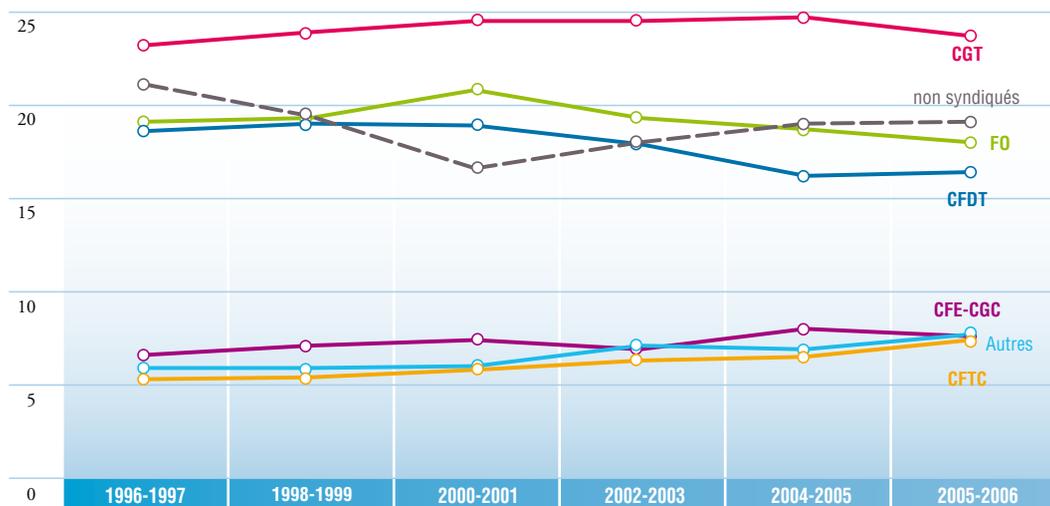
CFE / CGC : Confédération générale des cadres

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens

CGT : Confédération générale du travail

FO : Force ouvrière

Évolution de la répartition des suffrages en Paca (résultats cumulés sur 2 ans, en %)



Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Dares - Traitement : Directe/SESE

Nombre de sièges obtenus par chaque syndicat en 2005-2006 en Paca

	CFDT	CFE / CGC	CFTC	CGT	FO	Autres	Non syndiqués	Total
Sièges	1 058	450	455	1 450	1 105	373	2 523	7 414
Part (en %)	14,3	6,1	6,1	19,6	14,9	5,0	34,0	100,0

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Dares - Traitement : Directe/SESE

Pour en savoir plus



Conjonctures Théma n° 25

« Les élections aux comités d'entreprise en 2005-2006 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Derniers résultats sur 2 ans » Drtefp Paca, novembre 2008
www.paca.directe.gouv.fr

(Études et statistiques, Publications)

Premières Synthèses n°40.3

« Les élections aux comités d'entreprise en 2005-2006 » Résultats nationaux Dares, octobre 2008
www.travail-emploi.gouv.fr

La négociation collective - les accords d'entreprise

Les accords d'entreprise et d'établissement sont conclus en principe entre l'employeur et le ou les délégués syndicaux représentatifs.

La loi du 4 mai 2004 a généralisé le principe majoritaire, selon lequel la validité des accords est soumise à la signature par des organisations syndicales majoritaires ou à l'absence d'opposition de ces dernières.

La loi du 20 août 2008 a ajouté une condition supplémentaire à partir de 2009 : l'obligation pour un syndicat signataire d'avoir obtenu 30 % des voix au 1^{er} tour des élections professionnelles dans l'entreprise.

Des règles complémentaires s'appliquent depuis 2010 en cas d'absence de délégué syndical : sous certaines conditions, signature possible avec les élus au comité d'entreprise (ou délégués du personnel) ou avec des salariés mandatés par un syndicat représentatif.

D'autres modalités sont également prévues pour les accords sur l'épargne salariale.

Les accords doivent être déposés auprès des unités territoriales de la Direccte dans les départements ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes.

Nombre d'accords conclus

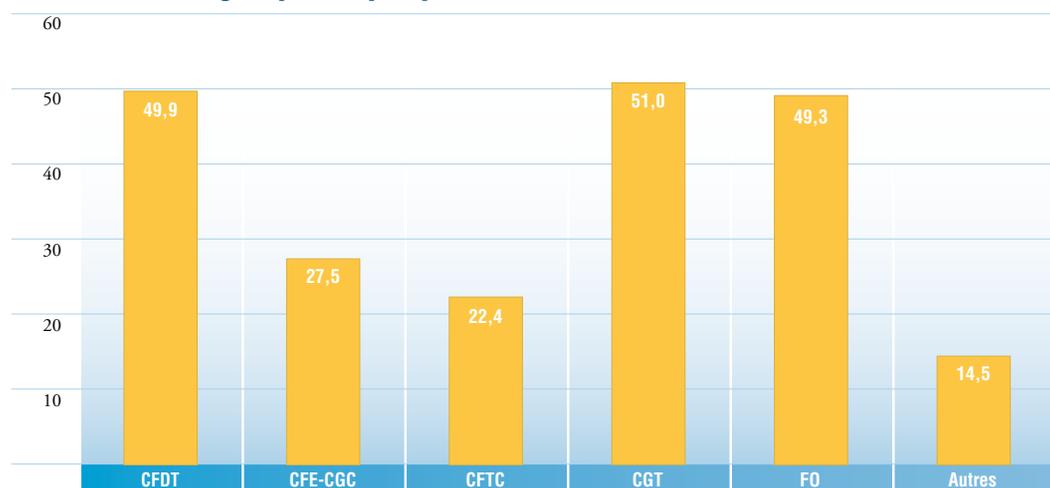
	2010		2011		2012	
	Total textes signés	dont accords	Total textes signés	dont accords	Total textes signés	dont accords
Alpes-de-Haute-Provence	201	127	181	134	180	120
Hautes-Alpes	172	90	164	119	166	114
Alpes-Maritimes	1 267	791	1 134	838	1 186	866
Bouches-du-Rhône	2 035	1 583	2 334	1 891	2 467	1 927
Var	749	457	633	449	796	549
Vaucluse	617	441	622	468	715	533
Paca	5 041	3 489	5 068	3 899	5 510	4 109
France métropolitaine	88 252	61 502	58 312 ^(p)	46 760 ^(p)	65 319 ^(p)	50 702 ^(p)

Sources : Direccte Paca - Dares - Traitement : Direccte/SESE

(p) Données provisoires

Le nombre d'accords indiqué ici comprend les accords ratifiés à la majorité des 2/3 des salariés, pour le niveau national comme pour les données régionales.

Part des accords signés par chaque syndicat en 2012 en Paca ⁽¹⁾ (en %)



Source : Direccte Paca - Traitement : Direccte/SESE

(1) Un accord peut être signé par plusieurs syndicats.

Principaux thèmes figurant dans les accords en Paca ⁽¹⁾

	2011	2012	en % du total en 2012
Salaires	527	560	13,6
Temps de travail	404	435	10,6
Emploi	218	242	5,9
<i>dont emploi des salariés âgés</i>	<i>54</i>	<i>56</i>	<i>1,4</i>
Classifications	27	48	1,2
Institutions représentatives du personnel	87	85	2,1
Conditions de travail	46	49	1,2
Facteurs psychosociaux	13	6	0,1
Prévention de la pénibilité	86	85	2,1
Formation professionnelle	92	84	2,0
Egalité professionnelle	312	318	7,7
Prévoyance, couverture santé, retraites	145	165	4,0
Épargne salariale	2 017	2 346	57,1
<i>dont : intéressement</i>	<i>1 448</i>	<i>1 432</i>	<i>34,9</i>
<i>participation</i>	<i>256</i>	<i>430</i>	<i>10,5</i>
<i>plans d'épargne</i>	<i>366</i>	<i>515</i>	<i>12,5</i>
Autres	1 057	917	22,3

Source : Direccte Paca - Traitement : Direccte/SESE

(1) Un même accord peut porter simultanément sur plusieurs thèmes.

Pour en savoir plus

« **Accords d'entreprise et plans d'action sur l'emploi des salariés âgés : Analyse d'un panel des textes conclus en Paca** ». Direccte

Paca, juin 2010

www.paca.direccte.gouv.fr

« **La négociation collective en 2012** ». Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, Bilans et rapports, DGT et Dares, juin 2013

www.travail-emploi.gouv.fr

Les ruptures conventionnelles des contrats de travail à durée indéterminée

Ruptures conventionnelles en 2012 (données brutes)



	Alpes-de-Hte-Prov.	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca
Demandes déposées	1 017	826	7 506	14 706	6 999	4 515	35 569
dont salariés non protégés	1 012	819	7 434	14 541	6 979	4 438	35 223
dont salariés protégés ⁽¹⁾	5	7	72	165	20	77	346
Demandes instruites ⁽²⁾	1 007	809	7 337	13 716	6 298	4 184	33 351
Demandes validées ⁽³⁾	844	736	7 256	13 114	5 252	3 912	31 114
Part de demandes validées (en %) ⁽⁴⁾	83,8	91,0	98,9	95,6	83,4	93,5	93,3

Source : Direccte Paca - Traitement : Direccte/SESE

(1) Salariés dont le licenciement est soumis à l'autorisation de l'inspection du travail (représentants du personnel).

(2) Les demandes non instruites sont irrecevables ou en instance.

(3) Les demandes validées ont été soit homologuées (cas des salariés non protégés) soit autorisées (cas des salariés protégés).

(4) Nombre de demandes validées / nombre de demandes instruites.

Nombre de demandes de ruptures conventionnelles déposées par trimestre en Paca

(tous salariés, données brutes)



Source : Direccte Paca - Traitement : Direccte/SESE

Entreprises artisanales par activité principale au 1^{er} janvier 2012 (en nombre)



Secteurs d'activité ⁽¹⁾	Alpes-de-Hte-Prov.	Hauts-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca	Paca / France entière (en %)
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	227	193	807	1 485	976	549	4 237	8,6
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	40	41	346	415	266	158	1 266	8,7
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	67	79	388	436	318	164	1 452	7,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	80	24	249	337	240	159	1 089	11,1
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	26	17	244	443	217	198	1 145	7,1
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	4	6	57	112	57	42	278	6,3
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	139	157	1 400	1 758	1 218	624	5 296	10,6
Construction	1 735	1 445	12 852	14 267	11 754	5 777	47 830	10,9
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	589	616	3 916	4 515	3 389	1 693	14 718	9,7
Transports et entreposage	94	95	1 225	1 628	547	205	3 794	10,0
Hébergement et restauration	215	398	1 638	1 132	1 648	463	5 494	12,5
Activités informatiques et services d'information	23	8	196	143	113	42	525	10,8
Activités immobilières	28	41	210	216	195	135	825	14,3
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	45	29	302	375	201	116	1 068	9,9
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	52	58	648	575	381	183	1 897	11,2
Activités de services administratifs et de soutien	183	163	3 556	1 951	2 859	748	9 460	17,3
Activités pour la santé humaine	21	9	183	362	68	112	755	12,8
Arts, spectacles et activités récréatives	33	29	163	156	106	73	560	8,6
Autres activités	568	469	4 868	5 889	4 126	2 060	17 980	10,4
<i>dont autres activités de service</i>	487	401	4 292	5 296	3 693	1 835	16 004	10,4
Total	4 169	3 877	33 248	36 195	28 679	13 501	119 669	10,7

Champ : artisanat au sens économique défini par le Répertoire des Entreprises et des Établissements

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene). - Traitement : Direccte/SESE

Note : Le nombre d'entreprises artisanales ne coïncide pas avec celui des artisans, car plusieurs artisans peuvent être associés au sein d'une même entreprise.

(1) Nomenclature d'activité française en 38 postes

Le produit intérieur brut

Avertissement : les données présentées ci-dessous sont exprimées en prix courants (on dit aussi "en valeur"). En conséquence, les évolutions d'une année sur l'autre doivent être interprétées en considérant qu'elles sont la résultante d'un double effet : un "effet volume" dû à l'augmentation réelle de la richesse créée et un "effet prix" dû à l'inflation.

Produit intérieur brut (PIB) par habitant et par emploi (prix courants)

	2008	2009	2010	2011
PIB total (millions d'euros)				
Paca	136 160	134 491	138 877	143 680
Évolution sur un an (%)	-	-1,2	3,3	3,5
France métropolitaine	1 899 163	1 852 200	1 902 407	1 960 654
Évolution sur un an (%)	-	-2,5	2,7	3,1
PIB par habitant⁽¹⁾ (€)				
Paca	27 867	27 480	28 311	29 214
Évolution sur un an (%)	-	-1,4	3,0	3,2
France métropolitaine	30 484	29 581	30 232	30 999
Évolution sur un an (%)	-	-3,0	2,2	2,5
PIB par emploi⁽²⁾ (€)				
Paca	68 726	67 931	70 047	72 157
Évolution sur un an (%)	-	-1,2	3,1	3,0
France métropolitaine	71 906	70 615	72 638	74 556
Évolution sur un an (%)	-	-1,8	2,9	2,6

Source : Insee, comptes régionaux - Traitement : Direccte/SESE

Données semi-définitives en 2010 et provisoires en 2011 - Montants en base 2005

(1) PIB / population totale estimée au 31/12 de l'année

(2) PIB / emploi total (salarié + non salarié) estimé au 31/12 de l'année

Répartition des valeurs ajoutées brutes par branche d'activité en 2011 (en %)



Source : Insee - Traitement : Direccte/SESE

(1) Hors Ile-de-France

Valeurs ajoutées régionales brutes par branche d'activité en 2011 *(données provisoires, en millions d'euros)*

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
France entière	32 847	224 551	110 148	1 016 077	405 372	1 788 995
France métropolitaine	32 186	222 161	107 744	1 001 235	392 736	1 756 063
France de province ⁽¹⁾	31 522	180 808	82 897	614 035	302 747	1 212 009
Île-de-France	664	41 352	24 847	387 200	89 989	544 053
Rhône-Alpes	1 877	30 080	11 995	92 435	36 369	172 755
Paca	1 865	12 140	8 557	72 174	33 951	128 687
Nord-Pas-de-Calais	1 284	13 664	5 549	44 458	24 709	89 665
Pays de la Loire	2 482	14 049	6 520	45 034	19 467	87 553
Aquitaine	2 679	9 358	5 554	41 015	19 762	78 368
Bretagne	2 445	9 414	5 409	37 431	17 846	72 545
Midi-Pyrénées	1 817	8 935	4 968	35 821	18 001	69 541
Centre	2 053	10 109	4 018	28 724	13 638	58 543
Languedoc-Roussillon	1 814	4 533	4 059	29 713	16 287	56 406
Lorraine	845	8 288	3 152	23 487	13 614	49 386
Alsace	993	9 227	3 073	22 866	11 141	47 300
Haute-Normandie	798	9 521	2 951	20 662	10 421	44 353
Picardie	1 490	7 050	2 534	18 790	10 299	40 164
Poitou-Charentes	1 787	5 366	2 673	18 975	10 186	38 987
Bourgogne	1 775	5 945	2 430	17 734	9 512	37 397
Basse-Normandie	1 117	4 687	2 382	14 733	8 488	31 407
Champagne-Ardenne	2 436	5 678	1 880	13 347	7 716	31 057
Auvergne	682	4 894	1 947	14 222	7 924	29 669
Franche-Comté	752	5 379	1 483	11 467	6 457	25 537
Limousin	432	2 098	1 021	7 252	4 664	15 466
Corse	100	393	740	3 694	2 296	7 222

Source : Insee - Traitement : Direccte/SESE
 Montants en base 2005
 (1) Hors Ile-de-France

Ensemble des créations d'entreprises par secteur d'activité ⁽¹⁾ en 2012 en Paca

	2012		Évolution 2011/2012 (en %)
	Ensemble	Part des auto- entreprises (en %)	Ensemble
Industrie	2 795	65,9	7,3
Construction	11 342	60,6	7,0
Commerce	12 284	54,4	-3,3
Transports	1 106	35,9	3,0
Hébergement et restauration	3 204	35,4	5,8
Information et communication	2 294	70,7	6,7
Activités financières et d'assurance	1 223	19,8	0,8
Activités immobilières	2 307	23,4	-7,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	11 823	64,5	-3,0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	6 343	56,0	0,5
Autres activités de services	6 813	81,7	-3,3
Ensemble	61 534	58,6	0,2

Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene) - Traitement : Direccte/SESE
 Champ : activités marchandes hors agriculture, entreprises individuelles, sociétés et auto-entreprises
 (1) Nomenclature agrégée d'activité française en 10 postes (A10)

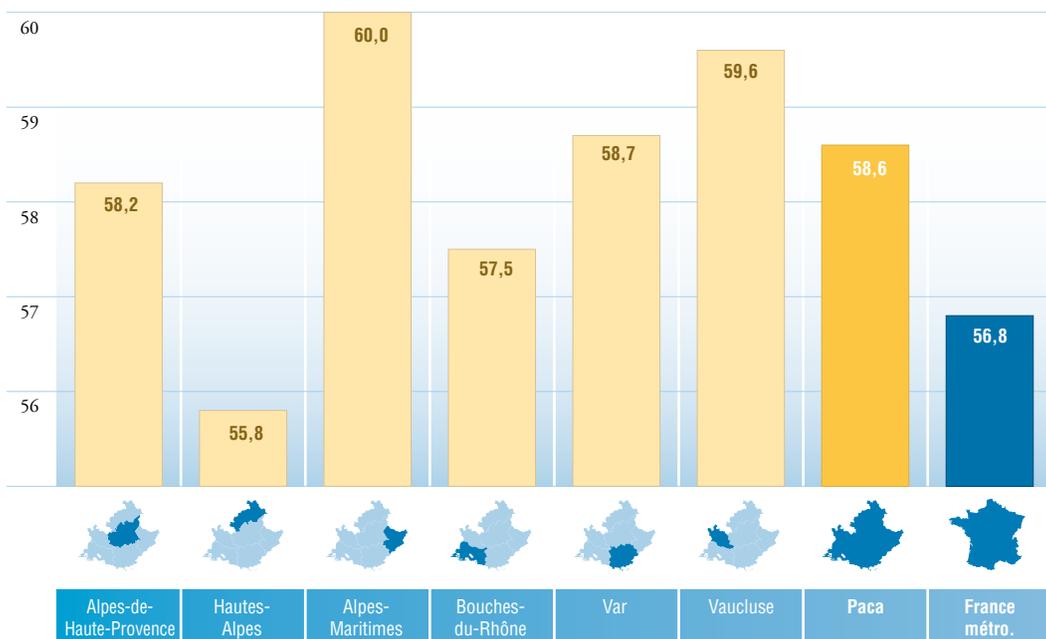
Nombre de créations d'entreprises par trimestre en 2012



	Alpes-de- Haute-Prov.	Hautes- Alpes	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Var	Vaucluse	Paca	France métr.
1 ^{er} trimestre 2012	441	398	5 005	6 004	3 938	1 899	17 685	150 084
2 ^{ème} trimestre 2012	451	364	4 236	5 673	3 301	1 599	15 624	131 299
3 ^{ème} trimestre 2012	388	342	3 794	5 307	2 778	1 438	14 047	119 199
4 ^{ème} trimestre 2012	364	343	3 917	5 221	2 924	1 409	14 178	127 920
2012	1 644	1 447	16 952	22 205	12 941	6 345	61 534	528 502
Évolution 2011/2012 (en %)	-2,6	2,3	0,5	1,9	-4,3	3,5	0,2	0,2

Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene) - Traitement : Direccte/SESE
 Champ : activités marchandes hors agriculture, entreprises individuelles, sociétés et auto-entreprises

Part des créations d'auto-entreprises dans l'ensemble des créations en 2012 (en %)



Source : Insee - Répertoire des Entreprises et des Établissements (Sirene) - Traitement : Direccte/SESE
 Champ : activités marchandes hors agriculture

Évolution trimestrielle des défaillances d'entreprises* (cumul sur douze mois - indice base 100 au T4 2007)



Source : Fiben, Banque de France - Traitement : Direccte/SESE
 * Défaillances d'entreprises en date de jugement.

Hôtels : nombre et capacité par catégorie au 01/12/2012

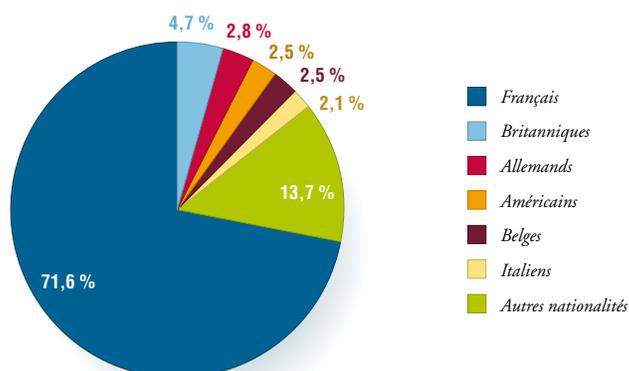
	Alpes-de-Haute-Provence		Hautes-Alpes		Alpes-Maritimes	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
★	5	69	5	152	18	622
★★	54	1 133	63	1 372	146	3 899
★★★	32	854	36	1 032	182	7 841
★★★★	5	143	3	71	91	7 828
★★★★★	1	46	-	-	29	2 958
Non classés	41	678	78	1 561	156	3 317
Ensemble	138	2 923	185	4 188	622	26 465

	Bouches-du-Rhône		Var		Vaucluse	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
★	11	653	8	422	8	401
★★	103	3 347	121	2 880	60	1 573
★★★	129	5 893	120	3 667	70	2 457
★★★★	41	2 653	28	1 595	16	890
★★★★★	12	414	20	912	9	291
Non classés	127	3 961	129	3 130	65	1 570
Ensemble	423	16 921	426	12 606	228	7 182

	Paca		France métropolitaine		Part Paca/France métro. (%)	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
★	55	2 319	538	27 970	10,2	8,3
★★	547	14 204	4 017	112 118	13,6	12,7
★★★	569	21 744	4 822	203 900	11,8	10,7
★★★★	184	13 180	1 280	95 495	14,4	13,8
★★★★★	71	4 621	226	15 565	31,4	29,7
Non classés	596	14 217	6 098	164 274	9,8	8,7
Ensemble	2 022	70 285	16 981	619 322	11,9	11,3

Sources : EFH, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE

Répartition de la clientèle hôtelière selon la nationalité en 2012 en Paca⁽¹⁾



Sources : EFH, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE

(1) Part calculée en fonction du nombre d'arrivées

Campings : nombre et capacité par catégorie au 01/12/2012

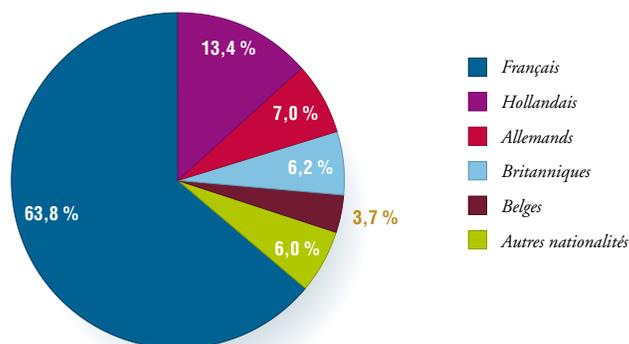
	Alpes-de-Haute-Provence		Hautes-Alpes		Alpes-Maritimes	
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements
★	6	338	5	620	1	30
★★	21	1 939	14	1 136	10	477
★★★	38	4 062	23	2 497	28	2 986
★★★★	13	3 014	4	740	11	1 815
★★★★★	3	648	-	-	-	-
Non classés	33	2 299	75	7 537	34	2 387
Ensemble	114	12 300	121	12 530	84	7 695

	Bouches-du-Rhône		Var		Vaucluse	
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements
★	1	130	10	1 323	-	-
★★	16	1 544	27	3 254	18	1 318
★★★	22	3 234	73	12 150	21	2 557
★★★★	9	2 515	49	11 998	10	1 945
★★★★★	-	-	12	8 169	2	196
Non classés	22	2 572	67	7 422	31	2 363
Ensemble	70	9 995	238	44 316	82	8 379

	Paca		France métropolitaine		Part Paca/France métro. (%)	
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements
★	23	2 441	277	23 371	8,3	10,4
★★	106	9 668	1 297	123 666	8,2	7,8
★★★	205	27 486	1 927	263 243	10,6	10,4
★★★★	96	22 027	861	193 107	11,1	11,4
★★★★★	17	9 013	171	60 767	9,9	14,8
Non classés	262	24 580	3 220	240 406	8,1	10,2
Ensemble	709	95 215	7 753	904 560	9,1	10,5

Sources : EFHPA, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE

Répartition de la clientèle des campings selon la nationalité de mai à septembre 2012 en Paca (1)



Sources : EFHPA, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE
(1) Part calculée en fonction du nombre d'arrivées

Hôtels : ensemble des nuitées en 2012

	2012	Évolution 2011-2012 (en %)	Part des nuitées étrangères en 2012 (en %)	Évolution 2011-2012 du nombre de nuitées étrangères (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	710 672	10,7	26,4	26,6
Hautes-Alpes	991 513	12,0	13,6	-1,4
Alpes-Maritimes	8 911 766	0,9	53,7	2,6
Bouches-du-Rhône	5 280 795	1,5	27,0	11,1
Var	3 597 900	3,2	28,1	4,9
Vaucluse	2 243 692	1,5	37,0	8,6
Paca	21 736 339	2,2	38,5	5,2
France métropolitaine	198 406 187	0,0	34,5	2,8

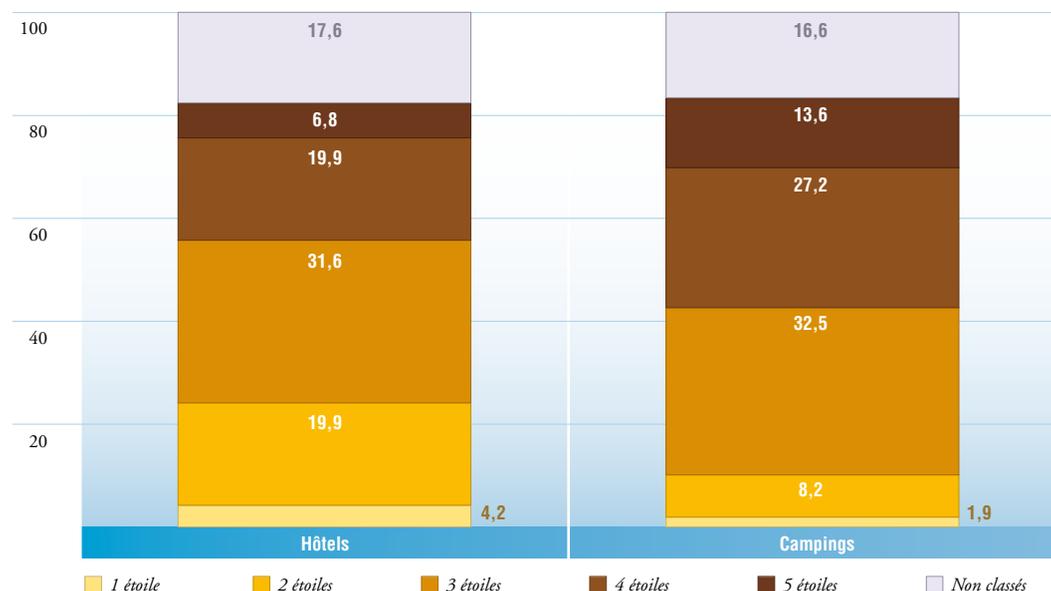
Sources : EFH, EFHPA, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE

Campings : ensemble des nuitées de mai à septembre 2012

	2012	Évolution 2011-2012 (en %)	Part des nuitées étrangères en 2012 (en %)	Évolution 2011-2012 du nombre de nuitées étrangères (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	1 863 701	2,6	43,4	1,9
Hautes-Alpes	1 255 426	1,6	41,1	6,6
Alpes-Maritimes	1 057 301	1,9	37,5	-1,3
Bouches-du-Rhône	1 678 797	-3,2	35,8	-13,9
Var	7 273 179	0,5	37,0	3,2
Vaucluse	1 552 894	-1,2	52,3	-4,3
Paca	14 681 298	0,3	39,7	-0,1
France métropolitaine	105 682 335	-1,0	33,6	0,3

Sources : EFH, EFHPA, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE

Hôtels et campings : répartition des nuitées par catégorie en 2012 en Paca (en %)



Sources : EFH, EFHPA, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE

Taux d'occupation des hôtels et des campings par catégorie et par département en 2012 en Paca (en %)

	Hôtels	Campings
Par catégorie (en Paca)		
★	62,7	39,3
★★	56,9	42,0
★★★	60,6	45,8
★★★★	59,7	49,4
★★★★★	60,9	58,6
Non classés	54,7	37,1
Par département		
Alpes-de-Haute-Provence	51,7	40,8
Hautes-Alpes	48,3	30,8
Alpes-Maritimes	60,1	44,8
Bouches-du-Rhône	60,4	48,1
Var	57,4	49,8
Vaucluse	58,0	49,2
Ensemble Paca	58,7	45,4

Sources : EFH, EFHPA, Insee, Dgcis, partenaires territoriaux - Traitement : Direccte/SESE

Part des résidences secondaires dans l'ensemble des logements en 2010 (en %)



Source : Insee, RP2010 - Traitement : Direccte/SESE

Principaux produits échangés en Paca⁽¹⁾ (Unité : millions d'euros. Valeurs brutes de collecte CAF-FAB hors matériel militaire)

	2012	2011
Exportations (NAF-CPF 129 postes)		
Total	23 586	21 875
Produits pétroliers raffinés et coke	4 763	4 502
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	3 388	3 102
Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	1 858	1 614
Produits de la construction aéronautique et spatiale	1 646	1 197
Produits chimiques divers	1 574	1 422
Produits de la construction automobile	924	785
Produits de la culture et de l'élevage	775	875
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	600	709
Boissons	571	514
Machines et équipements d'usage général	566	516
Composants et cartes électroniques	552	626
Produits pharmaceutiques	429	366
Déchets industriels	417	389
Matériel électrique	398	364
Produits alimentaires divers	366	310
Articles d'habillement	322	349
Appareils de mesure, d'essai et de navigation ; articles d'horlogerie	311	277
Produits en plastique	259	243
Navires et bateaux	259	251
Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers	233	212
Matériaux de construction et produits minéraux divers	227	221
Téléphones et équipements de communication	221	175
Cuir, bagages et chaussures	216	199
Machines diverses d'usage spécifique	188	150
Ordinateurs et équipements périphériques	168	223
Autres produits	2 356	2 284
Importations (NAF-CPF 129 postes)		
Total	38 575	38 343
Hydrocarbures naturels	16 041	16 859
Produits pétroliers raffinés et coke	4 726	3 385
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	1 232	1 102
Produits de la construction automobile	1 210	1 496
Produits de la culture et de l'élevage	1 059	1 022
Articles d'habillement et équipements d'usage général	784	832
Matériel électrique	707	684
Produits chimiques divers	704	673
Houille	620	597
Métaux	560	318
Minerais métalliques	547	482
Articles de sport, jeux et jouets ; produits manufacturés divers	526	422
Cuir, bagages et chaussures	480	548
Produits en plastique	477	465
Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus	428	384
Meubles	425	395
Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	402	376
Machines diverses d'usage spécifique	389	413
Instruments à usage médical, optique et dentaire	327	305
Navires et bateaux	274	691
Autres produits	6 658	6 895

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

(1) Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Paca

Principaux pays partenaires de Paca⁽¹⁾ (Unité : millions d'euros. Valeurs brutes de collecte CAF-FAB hors matériel militaire)



Exportations

	2012	2011
Total	23 586	21 875
Italie	2 764	2 865
Espagne	2 064	2 152
Algérie	1 591	756
Allemagne	1 252	1 269
Etats-Unis	1 150	897
Pays-Bas	962	776
Turquie	925	825
Suisse	801	789
Royaume-Uni	783	785
Belgique	751	711
Liban	650	484
Chine	608	544
Tunisie	559	680
Emirats Arabes Unis	396	337
Russie	373	304
Pays Indeterminés	317	384
Japon	310	273
Brésil	288	187
Grèce	284	335
Nigéria	280	241
Hong Kong	274	258
Gibraltar	269	284
Pologne	256	197
Israël	228	304
Chypre	207	35
Canada	206	249
Egypte	191	234
Inde	184	152
Pakistan	171	114
Norvège	167	82
Danemark	166	74
Maroc	160	248
Corée du Sud	157	111
Togo	140	53
Kazakhstan	136	19
Autres pays	3 566 345	3 867 247



Importations

	2012	2011
Total	38 575	38 343
Kazakhstan	3 335	3 560
Italie	3 185	2 908
Algérie	2 826	3 139
Libye	2 588	1 356
Russie	2 421	3 314
Chine	2 336	2 352
Espagne	1 757	1 219
Etats-Unis	1 709	951
Allemagne	1 579	1 722
Nigéria	1 514	2 416
Brésil	1 268	812
Turquie	1 145	1 402
Pays-Bas	1 038	967
Guinée équatoriale	978	13
Egypte	802	694
Irak	733	273
Belgique	696	718
Qatar	602	898
Royaume-Uni	486	701
Tunisie	453	531
Inde	395	449
Australie	354	182
Canada	346	170
Azerbaïdjan	339	643
Arabie Saoudite	337	38
Japon	299	310
Norvège	279	251
Ghana	245	418
Angola	185	567
Iran	58	402
Croatie	3	149
Autres pays	4 283	4 821

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

(1) Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Paca

Comparaison régionale : échanges Caf-Fab hors matériel militaire (données brutes de collecte, valeurs en millions d'euros)



	Exportations		Importations	
	2012	2011	2012	2011
Total France entière	433 319	420 184	516 319	510 642
Ile-de-France	77 639	75 243	133 920	132 558
Rhône-Alpes	48 166	47 864	46 355	48 230
Midi-Pyrénées	44 493	38 008	29 571	24 839
Nord - Pas-de-Calais	32 714	32 363	39 416	39 637
Alsace	28 877	29 778	31 585	32 031
Haute-Normandie	26 590	27 928	39 673	39 713
Paca ⁽¹⁾	23 586	21 875	38 575	38 343
Centre	19 000	16 958	18 120	16 499
Pays de la Loire	18 002	16 473	25 018	24 311
Lorraine	17 788	18 028	14 708	15 799
Picardie	14 541	13 951	16 666	16 313
Aquitaine	13 562	13 804	12 900	13 675
Bretagne	11 268	11 420	11 503	11 835
Champagne-Ardenne	10 215	9 407	8 348	7 962
Franche-Comté	9 974	11 248	6 768	6 908
Bourgogne	8 975	8 728	7 689	7 839
Poitou-Charentes	7 579	6 816	6 178	5 787
Auvergne	6 942	6 821	6 077	6 037
Languedoc-Roussillon	6 226	6 249	10 194	9 787
Basse-Normandie	4 469	4 376	5 402	5 454
Limousin	1 992	1 965	1 709	1 742
Guyane	399	497	1 672	792
Réunion	206	209	1 923	2 136
Corse	50	69	221	264
Martinique	35	31	1 274	1 128
Guadeloupe	30	33	852	960
Indéterminés	1	42	2	63

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Données brutes de collecte, valeurs en millions d'euros

(1) Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Paca

Population-emploi (page 2)

La population totale (pages 2 à 4)

La source de mesure de la population totale est le recensement de la population effectué par l'Insee. Le dernier recensement en date fournit des données pour l'année 2010. Il permet de connaître la population résidant en France. Il fournit des statistiques sur le nombre d'habitants et sur leurs caractéristiques. Il s'agit des résultats issus de la nouvelle méthode de calcul adoptée par l'Insee, qui permet au terme d'un cycle de cinq ans, de mesurer la population de façon continue, c'est-à-dire chaque année. La nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans. Le recensement général de la population de 1999 aura été le dernier recensement concernant toute la population en même temps.

La population active (pages 5 à 8)

La partie sur la population active se réfère à la population résidente : elle comprend ainsi les travailleurs frontaliers résidant en France et travaillant à l'étranger, mais elle ne comprend pas les personnes travaillant en France et résidant à l'étranger.

L'emploi (page 9)

L'emploi total (pages 9 à 13)

L'emploi total comprend l'emploi salarié et l'emploi non salarié. Sa mesure est issue de la source Insee Estel (estimations d'emploi localisées), qui produit par une synthèse ascendante de sources administratives des estimations d'emploi cohérentes entre les différents échelons géographiques (France entière, région, département et zone d'emploi) et les secteurs de la nomenclature d'activités. Pour les salariés, Estel utilise les Déclarations Annuelles de Données Sociales « grand format » (DADS stricto-sensu complétées par les données du Système d'information sur les agents des services publics - SIASP et celles des particuliers employeurs). Pour les non-salariés, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour les non salariés agricoles et les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) pour les non salariés non agricoles. Ces estimations sont corrigées de la multi-activité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail. Les dernières données disponibles datent du 31/12/2011 pour Paca et ses départements et du 31/12/2010 pour les zones d'emploi.

L'emploi salarié (pages 14 à 19)

Dans le présent document, deux sources de mesure de l'emploi salarié coexistent :

- en page 14, les données présentées sur l'emploi salarié sont issues de Clap (Connaissance Locale de l'Appareil Productif). C'est un système d'information de

l'Insee dont l'objectif est de fournir des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les différentes activités des secteurs marchand et non marchand. Clap est alimenté par différentes sources :

- les DADS (Déclarations Annuelles de Données Sociales) ;
- les bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'Urssaf (Union pour le Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales) ;
- les données de la MSA (Mutualité Sociale Agricole) en complément des données des Urssaf pour les secteurs d'activité en lien avec l'agriculture ;
- le système d'information sur les agents de l'État.
Sont exclus du champ :
 - les activités non renseignées ;
 - les établissements appartenant aux entreprises de catégorie juridique " 7150 " (Défense) ;
 - les activités des ménages en tant qu'employeurs de personnels domestiques ou les activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre.
- en pages 16 à 19, les données sur l'emploi salarié marchand sont issues des estimations trimestrielles d'emploi qui sont une synthèse de sources administratives (Urssaf, Pôle emploi, DADS, etc.) et d'enquête entreprises (Acemo) sur l'emploi. Elles recouvrent l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles et l'emploi salarié privé des secteurs non marchands. Les dernières données disponibles datent du quatrième trimestre 2012.

Les mouvements de main d'œuvre (pages 20 à 23)

Chaque mois, les établissements de 50 salariés ou plus renseignent pour l'administration une déclaration sur les entrées et sorties du mois (contrats de travail signés ou résiliés dans le mois) : la déclaration mensuelle de mouvements de main d'œuvre (DMMO). Tous les contrats de travail sont concernés. Une enquête de même type est réalisée par sondage auprès des établissements de 10 à 49 salariés : l'enquête trimestrielle de mouvements de main d'œuvre (EMMO). Les données de mouvements de main d'œuvre sont issues de la fusion des résultats des DMMO et de l'enquête EMMO.

L'intérim (pages 24 et 25)

Les effectifs intérimaires sont exprimés en « équivalents temps plein » (ETP) des établissements utilisateurs, pour la période considérée : le volume de travail effectué par les intérimaires est rapporté à celui effectué par une personne à temps plein.

Les travailleurs handicapés (pages 26 à 29)

Les données sur l'emploi des personnes handicapées proviennent de la déclaration annuelle obligatoire d'emploi

des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés (DOETH). Depuis la loi du 10 juillet 1987, tous les établissements des secteurs privé et public à caractère industriel et commercial (Epic) employant au moins 20 salariés, sont tenus de porter à 6 % de leur effectif salarié la part des travailleurs handicapés. La loi du 11 février 2005 étend cette obligation aux établissements du secteur public autres que les Epic, mais celle-ci fait l'objet d'un dispositif spécifique.

Pour s'acquitter de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH), les établissements disposent de cinq modalités qui peuvent se combiner :

- recruter directement des personnes handicapées ayant une reconnaissance valide de leur handicap et ouvrant droit à l'OETH (appelées bénéficiaires) ;
- recruter indirectement des personnes handicapées (dans la limite de 50 % de l'obligation attendue) en passant des contrats de sous-traitance, de fournitures, de prestations de service ou de mise à disposition de travailleurs avec des entreprises adaptées ;
- accueillir des personnes handicapées stagiaires de la formation professionnelle (dans la limite de 2 % de l'effectif d'assujettissement), mais cette modalité est peu fréquente ;
- appliquer un accord de branche, de groupe ou d'établissement qui prévoit la mise en œuvre d'un programme annuel ou pluriannuel en faveur de l'insertion, de la formation ou du maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ;
- verser une contribution financière à l'Agefiph (Association de gestion de fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) pour répondre à tout ou partie de leur obligation. Cette contribution est égale à 400, 500, 600 ou 1 500 fois le Smic horaire par unité bénéficiaire manquante, selon les actions menées ou non par l'établissement en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés au cours des quatre dernières années, et selon la taille de l'entreprise à laquelle il appartient.

L'allocation aux Adultes Handicapés (AAH) (page 29)

Cette allocation permet de garantir un revenu minimum aux personnes handicapées. Ce droit est ouvert dès lors que la personne handicapée ne peut prétendre à un avantage vieillesse, invalidité ou rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à celui de l'AAH.

Marché du travail (pages 30)

Il existe deux sources principales de mesure du chômage : les statistiques administratives de Pôle emploi et l'enquête emploi de l'Insee. La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains

chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Le taux de chômage (pages 30 à 33)

L'enquête emploi, réalisée par l'Insee, mesure le chômage sur la base de la définition établie par le Bureau International du Travail (BIT), à savoir la population en âge de travailler (15 ans ou plus), sans emploi et à la recherche d'un emploi. Cette définition constitue la norme statistique internationale. Ainsi, est considérée comme chômeur toute personne qui répond à trois critères au moment de l'enquête :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les quinze jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Calculé par l'Insee, le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et la population active totale pour le taux national. Ces deux grandeurs ne sont pas directement disponibles dans les statistiques courantes et font donc l'objet d'estimations. Différemment, les taux de chômage **localisés** (régional et infra) sont estimés via une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi (pour le niveau national) et de Pôle emploi (pour la répartition géographique). Il ne s'agit donc pas de chômage BIT à proprement parler, puisqu'on mêle le concept BIT à la mesure administrative du chômage.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

(pages 34 à 39)

Pôle emploi recense, à la fin de chaque mois, les demandeurs d'emploi inscrits dont la demande n'a pas été satisfaite ou annulée. Il s'agit d'une mesure administrative du chômage, qui obéit à une logique de gestion et de réglementation. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon de nouveaux regroupements (catégories A, B, C, D et E).

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi

(par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Les indemnisations des demandeurs d'emploi

(pages 43 et 44)

Assurance chômage

- Allocation d'aide au retour à l'emploi y compris formation (ARE+AREF) : allocation « de base » à taux fixe dont la durée dépend notamment de la durée d'affiliation.
- Allocation unique dégressive (AUD) : elle vise les salariés qui ont perdu leur emploi suite à une rupture involontaire de leur contrat de travail, les demandeurs d'emploi indemnisés qui n'ont pas opté pour le Plan d'aide au retour à l'emploi, les personnes en cas de chômage volontaire et les demandeurs d'emploi non indemnisés qui peuvent, après une période de 4 mois, demander un réexamen de leurs dossiers d'indemnisation dans le cadre de la procédure de réadmission au régime d'assurance chômage.
- Allocation spécifique de reclassement (ASR) : elle est versée aux bénéficiaires d'une Convention de Reclassement Personnalisée (cf. définition p.78).
- Allocation de transition professionnelle (ATP) : elle est versée aux titulaires du Contrat de transition professionnelle (CTP) pendant la durée de ce contrat, et en dehors des périodes durant lesquelles ils exercent une activité rémunérée. Ce dispositif prend la suite de celui de la Convention de reclassement personnalisé.
- Allocation de sécurisation professionnelle (ASP) : elle s'adresse aux salariés de certaines entreprises visées par une procédure de licenciement économique. Elle leur permet de bénéficier d'un ensemble de mesures favorisant un reclassement accéléré vers l'emploi.

Le régime de solidarité

- Allocation spécifique de solidarité (ASS) : aide qui peut être accordée aux personnes qui ont épuisé leurs droits au chômage.
- Allocation temporaire d'attente (ATA) : elle remplace depuis novembre 2006 l'Allocation d'insertion. Elle était accordée dans le cadre du régime de solidarité aux demandeurs d'asile, aux anciens détenus, aux salariés expatriés au chômage, aux victimes d'accidents ou de maladies professionnelles, aux réfugiés ou aux apatrides.
- L'Allocation équivalent retraite (AER) : elle est destinée à assurer un revenu de remplacement ou de complément aux personnes sans emploi qui justifient du nombre de trimestres permettant de bénéficier d'une retraite à taux plein, mais qui n'ont pas atteint l'âge minimum de départ à la retraite. Cette allocation est remplacée depuis le 1^{er} juillet 2011 par l'Allocation transitoire de solidarité (ATS).

Le revenu de solidarité active (RSA)

Instauré au 1^{er} juin 2009, le RSA remplace essentiellement le RMI (revenu minimum d'insertion) et l'API (allocation de parent isolé). Il complète également le

revenu des travailleurs pauvres. Le dispositif RSA s'inscrit dans une politique d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficultés, exerçant ou non une activité. Le RSA a deux composantes : le RSA socle (anciennement RMI et API) et le RSA activité. Les personnes sans activité bénéficieront du RSA socle, les personnes actives pourront bénéficier du RSA activité seulement ou cumulé au RSA socle.

Politiques de l'emploi (page 46)

Les principales actions des politiques d'aide à l'emploi (pages 46 à 48)

Secteur marchand

- **Le CUI-CIE** s'est substitué au CIE et CI-RMA au 1^{er} janvier 2010. Il vise à favoriser le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail. Le CUI-CIE est un contrat de travail de droit privé conclu pour une durée indéterminée ou pour une durée déterminée de 24 mois au plus. Il est à temps partiel ou complet et sa durée hebdomadaire de travail doit être d'au moins 20 heures.
- **Les contrats en alternance** sont au nombre de deux : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Tous deux répondent au même objectif de montée en compétences de l'alternant grâce à la combinaison de l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et de la pratique en entreprise pour parfaire sa formation. Cependant les modalités d'exécution de ces contrats diffèrent notamment concernant la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Le contrat d'apprentissage, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans. Le contrat de professionnalisation, dans le cadre de la formation continue, s'adresse également aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, mais aussi aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou d'un contrat unique d'insertion (CUI).
- **L'Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (ACCRE)** est l'une des mesures du dispositif d'appui à l'initiative économique. Ce dispositif vise à faciliter tant la structuration des projets de création ou de reprise d'entreprise que le développement des activités ainsi créées, sous forme individuelle ou en société. L'ACCRE consiste en une exonération de cotisations sociales permettant le maintien, pour une durée déterminée, de certains minima sociaux.

Secteur non marchand (secteurs publics, parapublic et associatif)

- **Le CUI-CAE** s'est substitué au CAE et CAV au 1^{er} janvier 2010. Ce contrat a les mêmes objectifs

que le CUI-CIE dans le secteur non marchand. Les publics prioritaires sont définis au niveau régional. En région Paca le public jeunes, seniors, handicapés, résidant dans les quartiers politique de la ville, en chantier d'insertion, est prioritaire. C'est un contrat de droit privé à durée déterminée de 6 mois minimum renouvelable dans la limite de 24 mois. Il est à temps partiel ou complet, mais sa durée hebdomadaire de travail doit être d'au moins 20 heures.

- **L'emploi d'avenir** est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

L'accompagnement des licenciements économiques et des retraits d'activité (page 52)

Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement, pour motif économique, d'au moins 10 salariés sur une durée de 30 jours doit élaborer un plan de sauvegarde de l'emploi. Ce document regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre des licenciements et à favoriser le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Il est obligatoirement communiqué à la Direccte/Unité territoriale. Les représentants du personnel doivent être réunis, informés et consultés sur le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi. À défaut, la procédure de licenciement est nulle.

Allocation temporaire dégressive (ATD)

Les entreprises procédant à des licenciements économiques peuvent conclure, avec l'État, des conventions permettant de faciliter le reclassement des personnes licenciées. Parmi ces conventions, la convention d'Allocation temporaire dégressive permet le versement, aux salariés licenciés et reclassés dans un emploi moins bien rémunéré, d'une allocation destinée à compenser cette différence de rémunération.

Cellules de reclassement

Composées de salariés de l'entreprise ou d'intervenants extérieurs, les cellules de reclassement permettent d'assurer le suivi des salariés licenciés ou menacés de l'être. L'État participe, après conclusion d'une convention, aux frais de fonctionnement directs de la cellule.

Conventions de formation et d'adaptation du Fonds national de l'emploi (FNE)

Conclues avec l'État, les conventions de formation et d'adaptation ont pour objectif de contribuer au financement de mesures destinées à remédier aux conséquences des mutations et des reconversions industrielles. Le FNE vise ainsi à faciliter aux travailleurs salariés la continuité

de leur activité en leur permettant de s'adapter aux évolutions techniques ou à la modification des conditions de la production. Il contribue au financement des mesures destinées à remédier aux conséquences des mutations et des reconversions industrielles, en participant au financement de différentes actions de formation et de dispositifs d'aide à l'emploi.

Allocation spéciale du fonds national de l'emploi (ASFNE)

Une entreprise peut conclure avec l'État une convention permettant à ses salariés âgés de se retirer du marché du travail de manière anticipée tout en percevant, jusqu'à la liquidation de leur pension de retraite, une allocation spécifique. Cette disposition évite à ces derniers d'être licenciés pour motif économique.

Convention de reclassement personnalisé (CRP)

Dans les entreprises de moins de 1 000 salariés (et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire, quelle que soit leur taille), l'employeur qui envisage de licencier pour motif économique doit, sous peine de sanctions, proposer aux salariés concernés une convention de reclassement personnalisé, d'une durée maximale de 8 mois. Le salarié a le choix de refuser ou d'accepter cette convention. S'il l'accepte, son contrat de travail est rompu et il bénéficie d'actions d'orientation, d'accompagnement, d'évaluation des compétences professionnelles et de formation destinées à favoriser son reclassement. Il bénéficie également, sous réserve d'avoir deux ans d'ancienneté, d'une allocation spécifique de reclassement et peut avoir droit, s'il reprend un travail moins bien rémunéré que le précédent, à une indemnité différentielle de reclassement.

Depuis le 1^{er} septembre 2011 le dispositif de Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) remplace la CRP.

L'activité partielle (ex chômage partiel) (page 53)

Le dispositif de l'activité partielle permet aux établissements en difficulté de diminuer leur activité tout en maintenant le lien aux salariés par leur contrat de travail et en leur assurant une indemnisation pendant cette période.

La mise en œuvre de l'activité partielle au sein d'un établissement nécessite une information et consultation préalable par l'employeur du comité d'entreprise ou des représentants du personnel. Le recours à l'activité partielle est limité à un contingent annuel de 1 000 heures indemnisables par an et par salarié. Depuis février 2012, l'autorisation administrative préalable pour le recours à l'activité partielle a été supprimée, puis rétablie en novembre 2012.

Pour chaque heure chômeuse, l'employeur verse au salarié une indemnité correspondant à 60 % (50 % avant décembre 2008) de son salaire horaire brut, avec un minimum égal au SMIC horaire net. L'État verse ensuite à l'employeur une allocation spécifique, sur la base d'un

forfait par heure non travaillée dépendant de la taille de l'établissement : depuis le 1^{er} février 2012, 4,84 € pour les établissements de 250 salariés et moins et 4,33 € pour ceux de plus de 250 salariés. En contrepartie du financement public, l'employeur s'engage à maintenir les emplois des salariés sur la période de l'activité partielle.

Les données présentées ici reposent sur le recours à l'activité partielle enregistré dans les unités territoriales des Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirccte) et saisi dans l'applicatif "AGLAE-chômage partiel". En raison d'une mise à jour régulière de l'applicatif, les stocks mensuels d'heures et les montants financiers consommés sont susceptibles d'être révisés chaque trimestre.

Les montants consommés ne portent que sur l'allocation spécifique de chômage partiel, et ne couvrent pas les conventions du Fond national pour l'emploi (FNE) et l'activité partielle de longue durée (APLD). Ils correspondent aux demandes mensuelles de remboursement adressées par les entreprises ayant effectivement réduit leur durée travaillée. Les heures d'activité partielle consommées sont donc connues mensuellement et correspondent à des heures effectivement chômées.

Conditions et relations du travail

(page 54)

Les ruptures conventionnelles (page 60)

La rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée a été mise en place par la loi portant modernisation du marché du travail n° 2008-596 du 25 juin 2008. Elle permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail à durée indéterminée, par une convention qui doit être homologuée par l'autorité administrative.

Activité économique (page 61)

L'artisanat (page 61)

L'artisanat se définit en fonction de l'activité exercée, de la taille de l'entreprise et de la qualification du chef d'entreprise (loi du 05/07/1996). L'activité exercée doit être indépendante et concerner la production, la transformation, la réparation ou la prestation de service (liste précisée par le décret du 2 avril 1998). À sa création, l'entreprise artisanale ne doit pas employer plus de dix salariés (hors conjoints, aides familiaux, ou apprentis). Lorsque le seuil de dix salariés est franchi, l'entreprise demeure inscrite au répertoire des métiers tant qu'elle souhaite garder son rattachement à l'artisanat et pour les personnes ayant la qualité d'artisan, d'artisan d'art ou de maître artisan. La qualification préalable est obligatoire pour les activités qui mettent en jeu la santé ou la sécurité des consommateurs. Cette exigence de qualification est satisfaite par l'obtention d'un diplôme ou par la valida-

tion d'une expérience professionnelle minimale de 3 ans. Les entreprises artisanales doivent obligatoirement être immatriculées au répertoire des métiers, même si l'activité artisanale est exercée à titre secondaire.

Le produit intérieur brut (page 62)

- Le produit intérieur brut (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits.
- La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».
- Le PIB par emploi rapporte le PIB en valeur à l'estimation annuelle d'emploi moyen (source ESTEL).
- Le PIB par habitant rapporte le PIB en valeur à la population moyenne de chaque année.

La démographie d'entreprises (pages 64 et 65)

- **Création d'entreprise** : la statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Depuis janvier 2009, les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes d'immatriculation avec le statut d'auto-entrepreneur enregistrées dans Sirene.
- **Défaillance d'entreprise** : une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Le tourisme (pages 66 à 69)

Ce présent Chiffres Clés Edition 2013 a été établi selon une nouvelle réforme de classement des hébergements touristiques. Cette réforme datant du 23 juillet 2012 concerne les hôtels, les campings, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences de tourisme, les villages de vacances, les meublés de tourisme et les villages résidentiels de tourisme. Le nouveau classement comporte 5 catégories allant de 1 à 5 étoiles, marquant ainsi la disparition de la catégorie « 0 étoile » et la création de la catégorie « 5 étoiles », en adéquation avec les normes de classification internationales.

Le commerce extérieur (pages 70 à 72)

Les statistiques régionales du commerce extérieur sont établies, tout comme les statistiques nationales, par

L'exploitation des informations contenues dans les documents douaniers. La ventilation par département (puis, par agrégation, par région) est effectuée selon les principes suivants :

- À l'exportation : c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné; il s'agit du lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte.
- À l'importation : c'est le département de destination réelle des marchandises importées qui est indiqué (et non le département du siège social de l'importateur).

Toutefois, cette règle générale n'est pas retenue pour :

- les échanges de gaz naturel et d'électricité (par gazoduc ou ligne haute-tension) : flux attribués par convention à la région Ile-de-France et au département de Paris (75).
- les échanges avec les États membres de l'Union européenne pour lesquels le département de départ ou d'arrivée n'est pas toujours exigé du fait de simplification déclarative. L'information sur le département de départ ou d'arrivée des marchandises n'est pas demandée dans le cadre des échanges avec les États membres de l'Union européenne lorsque l'entreprise réalise un montant d'opérations (pour les deux flux) inférieur à 2 300 001 euros.

En termes de commerce extérieur, le territoire statistique de la France comprend la France entière (France continentale, Corse et départements d'Outre-mer) et la Principauté de Monaco. **Les échanges commerciaux de Monaco sont intégrés à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.**

Les données collectées sont des données brutes : elles se différencient des données estimées qui prennent en compte une estimation des déclarations non encore parvenues à la douane.

Avertissement :

Dans certains cas, le département indiqué sur les documents douaniers reprend celui de stockage et non forcément celui d'expédition (à l'exportation), de consommation ou d'utilisation (à l'importation). Ainsi, sans en être originaires ou à destination, des flux sont attribués aux régions possédant d'importantes plates-formes logistiques d'échanges commerciaux (aéroports, ports, entrepôts) : c'est notamment le cas pour les produits pétroliers.

Territoires

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements trouvent l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois

offerts. Effectué conjointement par l'Insee et le Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, avec l'appui de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire, adaptée aux études locales sur l'emploi et son environnement. Les déplacements domicile-travail constituent la variable de base pour la détermination de ce zonage. Défini pour la France métropolitaine en 1983, et réactualisé en 1994, le découpage comportait jusqu'à fin 2010, 348 zones (22 en région Paca).

Une refonte des zones d'emploi 2010, opérationnelle depuis juillet 2011, a eu lieu à partir des résultats des migrations domicile-travail du recensement de 2006. Les nouvelles zones d'emploi partitionnent la France métropolitaine en 304 territoires (réduits à 18 pour la région Paca). L'objectif de ce découpage est de déterminer un zonage d'étude pertinent pour l'analyse des marchés locaux du travail. La zone d'emploi est ainsi le plus petit territoire de calcul des taux de chômage localisés et des estimations d'emploi salarié de l'Insee. La nouvelle version du zonage s'affranchit des limites départementales et régionales, ce qui n'était pas le cas précédemment. Aussi, le phénomène de périurbanisation autour des grandes villes a contribué à accroître la surface de ces territoires.

Nomenclature d'activité

Dans sa version détaillée, la nomenclature d'activité française (NAF 2008) présente l'activité des entreprises selon le code NACE (nomenclature d'activités de la communauté européenne) à 4 chiffres, complété par une position spécifique nationale, sous forme de lettre. La NAF4 est un regroupement en 4 grands secteurs : agriculture, industrie, construction, tertiaire. Parfois, le tertiaire est décomposé en deux sous-secteurs : commerce et services. La NAF 2008 rend bien visible l'articulation de la nomenclature nationale avec la nomenclature européenne et facilite le découpage national en sous-classes en cas de nombreuses subdivisions ou en cas de révision ultérieure. La NAF 2008 compte 732 postes au niveau le plus détaillé.

AAH	Allocation pour adultes handicapés	DMMO	Déclaration mensuelle de mouvements de main d'œuvre
Accre	Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	DOETH	Déclaration obligatoire d'emploi de travailleur handicapé
Afpa	Association pour la formation professionnelle des adultes	EFH	Enquête de fréquentation hôtelière
Agefiph	Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées	EFHPA	Enquête de fréquentation de l'hôtellerie de plein air
ALE	Agence locale pour l'emploi	EMMO	Enquête mensuelle de mouvements de main d'œuvre
API	Allocation pour parent isolé	ESAT	Etablissement et service d'aide par le travail
ASP	Agence de services et de paiements	ETTI	Entreprise de travail temporaire d'insertion
AT-MP	Rente accident du travail ou maladie professionnelle	ETP	Equivalent temps plein
BIT	Bureau international du travail	EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
Bodacc	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	Fab	Franco à bord. Les exportations à partir de la France sont valorisées avec les coûts d'acheminement jusqu'à la frontière française.
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	Greta	Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement
Caf	Coût, Assurance, Fret. Les importations en France sont valorisées avec les coûts d'acheminement (transport et assurance) jusqu'à la frontière française.	Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
Carsat-SE	Caisse d'assurance retraite et de santé au travail Sud-Est	MP	Maladie professionnelle
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées	Naf	Nomenclature d'activité française
CDD	Contrat à durée déterminée	OF	Organisme de formation
CDI	Contrat à durée indéterminée	PAP	Projet d'action personnalisé
CDT	Comité départemental du tourisme	PE	Pôle emploi
CIE	Contrat initiative emploi	PIB	Produit Intérieur Brut
Civis	Contrat d'insertion dans la vie sociale	REE	Répertoire des entreprises et établissements
Cnaf	Caisse nationale d'allocation familiale	RMI	Revenu minimum d'insertion
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles	RP	Recensement de la population
CRP	Centre de rééducation professionnel (travailleurs handicapés)	RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
CRT	Comité régional du tourisme	RSA	Revenu de solidarité active
CUI	Contrat unique d'insertion	SA	Société anonyme
CVS	Corrigé des variations saisonnières	SARL	Société à responsabilité limitée
Dares	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	SESE	Service études, statistiques et évaluation
DEFM	Demandeur d'emploi en fin de mois	TH	Travailleur handicapé
DGCIS	Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services	Unedic	Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
DGT	Direction générale du travail	UT	Unité territoriale de la Direccte
Dirdeccte	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	ZE	Zone d'emploi
		Zus	Zone urbaine sensible

The screenshot shows the website for Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur. At the top, there is a navigation bar with links for 'Visiter le site national', 'RSS', 'Abonnez-vous', 'Presse', a search box, and a dropdown for 'Toutes les régions'. The main header features the Direccte logo and the text 'Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur'. Below this, there are several sections: 'Nos services en département' with a map of the region; 'Actualités' featuring an article titled '9 conventions régionales pour le recrutement de 1750 emplois d'avenir' dated 28 juin 2013; 'Accès direct' with links to 'Organismes de formation' and 'Demande de subvention PSE'; 'Recherchez votre inspection du travail'; and 'Mots clés' with categories like 'Entreprise', 'Santé au travail', and 'Compétitivité'. On the right side, there is a 'Liens' section with various external links and a 'Les dernières mises à jour' section with dates.

Direccte : www.paca.direccte.gouv.fr
 Dans la rubrique « Etudes et statistiques / Les publications », la présente publication Chiffres Clés ainsi que l'ensemble des autres publications du service Etudes et Statistiques de la Direccte, sont disponibles en téléchargement.

Direction Régionale de l'Insee : www.insee.fr/fr/regions/provence
 Il s'agit d'un site de référence dans le domaine de la statistique publique, toutes thématiques.

Observatoire Régional des Métiers : www.orm-paca.org
 De nombreux travaux et publications dans le domaine de la relation formation – emploi sont disponibles en téléchargement.

Observation Paca Conjoncture : www.observation-paca-conjoncture.org
 « Observatoire Paca Conjoncture » est un projet porté par un réseau d'expert de la donnée chiffrée qui a pour but d'observer de d'anticiper les effets de la crise en Paca dans les domaines de l'économie et de l'emploi. Ce site permet de suivre ce projet et de consulter les communiqués.

CARSAT Sud-Est : www.carsat-sudest.fr/statistiques-regionales.html
 Dans la rubrique « Entreprises / S'informer sur les risques professionnels / Statistiques régionales », des informations concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles ainsi que les bilans sur les risques professionnels en Paca et en Corse sont disponibles en téléchargement.

Pôle emploi : pole-emploi.org
 Dans la rubrique « Statistiques et analyses », se trouvent des travaux relatifs à la demande d'emploi, l'emploi intérimaire, l'indemnisation du chômage ainsi que la publication annuelle de l'enquête Besoin de Main d'Œuvre. Renvoi vers des sites spécialisés, acteurs de l'emploi et du marché du travail.

Dispositif Régional d'Observation Sociale : www.dros-paca.org
 L'atlas social régional 2013 de la région Paca, qui aborde les aspects territoriaux de la pauvreté et de la précarité, est disponible en téléchargement.

7843.0930 8569.4061 -7842.0388 8573.2940 -7844.9346 8575.3626 c
0 0215 0 006 0 4085 0 k
0 0
-7851.502 8569.9258 m
-7892.5307 8560.5667 L
-7850.6946 8561.1113 -7846.7636 8562.2285 -7847.1138 8563.8628 c
-7846.4063 8564.5889 -7845.7996 8565.3418 -7845.2904 8566.3182 0
-7844.1322 8565.6973 L
-7844.6553 8566.7246 -7845.3374 8563.293 -7846.1802 8562.9532 c
-7847.7886 8561.3594 -7849.6758 8560.3428 -7851.582 8559.9256 C
0 0205 0 002 0 3695 0 k
-7845.2954 8566.1182 m
-7845.7990 8565.3418 -7846.4063 8564.5889 -7847.1138 8563.8628 c
-7846.7636 8562.2285 -7850.6946 8561.1113 -7852.5307 8560.5667 C
-7852.585 8560.6389 L
-7854.4062 8565.9537 L
-7853.2114 8565.9219 -7851.9878 8566.6436 -7850.9302 8567.7012 c
-7850.7202 8567.9141 -7850.5264 8566.1328 -7850.3408 8568.9274 C
-7845.3262 8566.1289 L
-7845.2954 8566.1182 L
0
0
0 445 0 356 0 267 0 k
-7892.8496 8610.9961 m
-7870.967 8587.9688 L
-7871.2007 8587.6494 -7871.5752 8587.6133 -7871.8887 8587.6592 C
-7876.1802 8592.2891 -7887.3145 8604.4561 -7891.7266 8609.2793 C
-7892.5649 8610.3516 -7893.8610 9932 -7892.8496 8610.9961 C
0 15 0 12 0 09 0 k
-7892.834 8610.9961 m
-7891.6906 8610.7031 -7870.6934 8589.0029 Y
-7870.6934 8588.502 -7870.7993 8588.1758 -7870.957 8587.9688 C
-7892.8496 8610.9961 L
-7892.9442 8610.9961 -7892.8416 8611 -7892.634 8610.9961 c
0 2 0 16 0 12 0 k
-7891.7266 8609.2793 m
-7887.3145 8604.4561 -7876.1802 8592.2891 -7871.8887 8587.6592 C
-7872.2002 8587.7041 -7872.4526 8587.8301 Y
-7873.693 8588.1328 -7887.5742 8603.9619 -7891.7266 8609.2793 C

ÉDITION
2013

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**

www.paca.directe.gouv.fr

23/25, rue Borde - CS 10009 - 13285 Marseille cedex 08 - Tél. 04 86 67 32 00 - Fax. 04 86 67 32 01

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de projet : Virginie D'Angelo - virginie.dangelo@directe.gouv.fr

Chef de service : Rémi Belle - remi.belle@directe.gouv.fr

Réalisation : Service Études, Statistiques et Évaluation

ISSN 1297-5109 - Dépôt légal : septembre 2012

Services d'information du public - www.travail-solidarite.gouv.fr et www.economie.gouv.fr